

MEMORIAL

Journal Officiel
du Grand-Duché de
Luxembourg



MEMORIAL

Amtsblatt
des Großherzogtums
Luxemburg

RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 24

6 janvier 2009

SOMMAIRE

AERO CAPITAL S.A. (Luxembourg)	1106	Katuor S.A.	1151
Almagev S.A.	1152	Lucis S.A.	1152
Artod S.A.	1108	Mag Editions S.A.	1111
BBA International Investments Sàrl	1109	Mag Editions S.A.	1109
BBA ROW Investments S.à r.l.	1108	Millennium European Holdings II S.à r.l.	
BBA US Investments S.à r.l.	1110	1107
Bemar Luxembourg S.à r.l.	1111	Naviglio S.à r.l.	1106
Codemalux S.A.	1108	Northbay S.A.	1109
Compagnie Internationale de Prise de Par-		Quanlux S.A.	1106
ticipations et de Placements	1152	Rent Me S.A.	1110
DS Luxembourg Two S.à r.l.	1112	Rutland Court S.à r.l.	1151
DS Luxembourg Two S.à r.l.	1111	Sageview Capital Luxembourg S.à r.l.	1107
Ferugem Investments S.à r.l.	1109	Sapam S.A.	1106
Fiduciaire F. Winandy & Associés S.A.	1151	Sapam S.A.	1107
Florentine S.A.	1110	Treasury Holdings Chongming S.à r.l.	1107
Gousson - Consultadoria e Marketing		Treasury Holdings Chongming S.à r.l.	1111
S.à r.l.	1150	Treasury Holdings Qingdao S.à r.l.	1110
Ikanos S.A.	1152	Treasury Holdings Qingdao S.à r.l.	1108
Immo-Toitures S.à r.l.	1151		

AERO CAPITAL S.A. (Luxembourg), Société Anonyme.

Siège social: L-2227 Luxembourg, 16, avenue de la Porte-Neuve.
R.C.S. Luxembourg B 117.878.

Le bilan au 31/12/2006 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 3 décembre 2008.

Signature.

Référence de publication: 2008158884/6102/12.

Enregistré à Luxembourg, le 1^{er} décembre 2008, réf. LSO-CX00044. - Reçu 16,0 euros.

Le Releveur (signé): G. Reuland.

(080187478) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 décembre 2008.

Naviglio S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 841.250,00.

Siège social: L-2636 Luxembourg, 12, rue Léon Thyès.
R.C.S. Luxembourg B 122.736.

Le bilan au 31 décembre 2007 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Bart Zech.

Référence de publication: 2008158879/724/13.

Enregistré à Luxembourg, le 17 décembre 2008, réf. LSO-CX07286. - Reçu 36,0 euros.

Le Releveur (signé): G. Reuland.

(080187541) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 décembre 2008.

Quanlux S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2134 Luxembourg, 58, rue Charles Martel.
R.C.S. Luxembourg B 41.592.

Le bilan au 31 décembre 2007 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour la société

Signature

Un mandataire

Référence de publication: 2008158886/631/14.

Enregistré à Luxembourg, le 16 décembre 2008, réf. LSO-CX06364. - Reçu 28,0 euros.

Le Releveur (signé): G. Reuland.

(080187479) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 décembre 2008.

Sapam S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2346 Luxembourg, 20, rue de la Poste.
R.C.S. Luxembourg B 83.673.

Le bilan au 31 décembre 2006 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 12 décembre 2008.

Luxembourg Corporation Company SA

By Doeke van der Molen

Permanent Representative

Référence de publication: 2008158888/710/15.

Enregistré à Luxembourg, le 11 décembre 2008, réf. LSO-CX04509. - Reçu 28,0 euros.

Le Releveur (signé): G. Reuland.

(080187416) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 décembre 2008.

Sapam S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2346 Luxembourg, 20, rue de la Poste.
R.C.S. Luxembourg B 83.673.

Le bilan au 31 décembre 2007 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 12 décembre 2008.

Luxembourg Corporation Company SA
By Doeke van der Molen
Permanent Representative

Référence de publication: 2008158891/710/15.

Enregistré à Luxembourg, le 11 décembre 2008, réf. LSO-CX04513. - Reçu 26,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080187419) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 décembre 2008.

Treasury Holdings Chongming S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2134 Luxembourg, 58, rue Charles Martel.
R.C.S. Luxembourg B 114.381.

Le bilan au 31 décembre 2006 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour la société
Signature
Un mandataire

Référence de publication: 2008158924/631/14.

Enregistré à Luxembourg, le 17 décembre 2008, réf. LSO-CX07451. - Reçu 30,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080187195) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 décembre 2008.

Millennium European Holdings II S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 25B, boulevard Royal.
R.C.S. Luxembourg B 116.999.

Les comptes annuels au 31 décembre 2007 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 18 décembre 2008.

Séverine Canova.

Référence de publication: 2008158893/710/13.

Enregistré à Luxembourg, le 5 décembre 2008, réf. LSO-CX02931. - Reçu 32,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080187421) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 décembre 2008.

Sageview Capital Luxembourg S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2440 Luxembourg, 61, rue de Rollingergrund.
R.C.S. Luxembourg B 130.828.

Le bilan au 31 décembre 2007 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2008158877/7441/12.

Enregistré à Luxembourg, le 17 décembre 2008, réf. LSO-CX07309. - Reçu 32,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080187530) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 décembre 2008.

Artod S.A., Société Anonyme.

R.C.S. Luxembourg B 89.662.

Le 10 décembre 2008 Maître HENON Christel a décidé de résilier le contrat de domiciliation du 24 novembre 2005 conclut avec la société ARTOD SA, RCS numéro B n° 89.662, établie et ayant son siège social à L-2730 Luxembourg, 67, rue Michel Welter.

Fait à Luxembourg, le 10 décembre 2008.

Signature.

Référence de publication: 2008158793/7430/12.

Enregistré à Luxembourg, le 17 décembre 2008, réf. LSO-CX07352. - Reçu 14,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080187886) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 décembre 2008.

BBA ROW Investments S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 10.000.000,00.**

Siège social: L-2310 Luxembourg, 6, avenue Pasteur.

R.C.S. Luxembourg B 84.259.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Esch-sur-Alzette, le 3 novembre 2008.

BLANCHE MOUTRIER

Notaire

Référence de publication: 2008158966/272/13.

(080187933) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 décembre 2008.

Treasury Holdings Qingdao S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2134 Luxembourg, 58, rue Charles Martel.

R.C.S. Luxembourg B 115.815.

Le bilan au 31 décembre 2006 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour la société

Signature

Un mandataire

Référence de publication: 2008158927/631/14.

Enregistré à Luxembourg, le 17 décembre 2008, réf. LSO-CX07453. - Reçu 30,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080187199) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 décembre 2008.

Codemalux S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-3640 Kayl, 28, rue du Faubourg.

R.C.S. Luxembourg B 47.450.

Le bilan au 31/12/2007 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

FIDUCIAIRE CORFI

63-65, rue de Merl, L-2146 LUXEMBOURG

EXPERTS COMPTABLES

Signature

Référence de publication: 2008158922/642/15.

Enregistré à Luxembourg, le 16 décembre 2008, réf. LSO-CX06756. - Reçu 18,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080187190) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 décembre 2008.

Mag Editions S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2610 Luxembourg, 122, route de Thionville.
R.C.S. Luxembourg B 99.749.

Les comptes annuels au 31.12.2005 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 16 décembre 2008.

Signature.

Référence de publication: 2008158873/603/12.

Enregistré à Luxembourg, le 12 décembre 2008, réf. LSO-CX05158. - Reçu 14,0 euros.

Le Releveur (signé): G. Reuland.

(080187761) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 décembre 2008.

BBA International Investments Sarl, Société à responsabilité limitée.

Capital social: USD 1.300.172.060,00.

Siège social: L-2310 Luxembourg, 6, avenue Pasteur.
R.C.S. Luxembourg B 72.091.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Esch-sur-Alzette, le 3 novembre 2008.

BLANCHE MOUTRIER

Notaire

Référence de publication: 2008158965/272/13.

(080187929) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 décembre 2008.

Ferugem Investments S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2134 Luxembourg, 58, rue Charles Martel.
R.C.S. Luxembourg B 100.949.

Le bilan au 31 décembre 2006 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour la société

Signature

Un mandataire

Référence de publication: 2008158928/631/14.

Enregistré à Luxembourg, le 17 décembre 2008, réf. LSO-CX07450. - Reçu 24,0 euros.

Le Releveur (signé): G. Reuland.

(080187200) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 décembre 2008.

Northbay S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2146 Luxembourg, 63-65, rue de Merl.
R.C.S. Luxembourg B 85.138.

Le bilan au 31/12/2007 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

FIDUCIAIRE CORFI

63-65, rue de Merl, L-2146 LUXEMBOURG

EXPERTS COMPTABLES

Signature

Référence de publication: 2008158921/642/15.

Enregistré à Luxembourg, le 16 décembre 2008, réf. LSO-CX06748. - Reçu 18,0 euros.

Le Releveur (signé): G. Reuland.

(080187188) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 décembre 2008.

Florentine S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1145 Luxembourg, 180, rue des Aubépines.
R.C.S. Luxembourg B 47.938.

Les comptes annuels au 31.12.2007 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 16 décembre 2008.

Signature.

Référence de publication: 2008158875/603/12.

Enregistré à Luxembourg, le 21 novembre 2008, réf. LSO-CW07196. - Reçu 14,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080187765) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 décembre 2008.

BBA US Investments S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: USD 1.000.000,00.

Siège social: L-2310 Luxembourg, 6, avenue Pasteur.
R.C.S. Luxembourg B 84.263.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Esch-sur-Alzette, le 3 novembre 2008.

BLANCHE MOUTRIER

Notaire

Référence de publication: 2008158964/272/13.

(080187919) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 décembre 2008.

Treasury Holdings Qingdao S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2134 Luxembourg, 58, rue Charles Martel.
R.C.S. Luxembourg B 115.815.

Le bilan au 31 décembre 2007 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour la société

Signature

Un mandataire

Référence de publication: 2008158926/631/14.

Enregistré à Luxembourg, le 17 décembre 2008, réf. LSO-CX07454. - Reçu 30,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080187198) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 décembre 2008.

Rent Me S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1274 Howald, 35, rue des Bruyères.
R.C.S. Luxembourg B 115.899.

Le bilan au 31/12/2007 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

FIDUCIAIRE CORFI

63-65, rue de Merl, L-2146 LUXEMBOURG

EXPERTS COMPTABLES

Signature

Référence de publication: 2008158923/642/15.

Enregistré à Luxembourg, le 16 décembre 2008, réf. LSO-CX06759. - Reçu 18,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080187191) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 décembre 2008.

Mag Editions S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2610 Luxembourg, 122, route de Thionville.
R.C.S. Luxembourg B 99.749.

Les comptes annuels au 31.12.2006 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 16 décembre 2008.

Signature.

Référence de publication: 2008158871/603/12.

Enregistré à Luxembourg, le 12 décembre 2008, réf. LSO-CX05160. - Reçu 14,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080187757) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 décembre 2008.

Treasury Holdings Chongming S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2134 Luxembourg, 58, rue Charles Martel.
R.C.S. Luxembourg B 114.381.

Le bilan au 31 décembre 2007 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour la société

Signature

Un mandataire

Référence de publication: 2008158925/631/14.

Enregistré à Luxembourg, le 17 décembre 2008, réf. LSO-CX07452. - Reçu 30,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080187196) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 décembre 2008.

DS Luxembourg Two S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1882 Luxembourg, 5, rue Guillaume Kroll.
R.C.S. Luxembourg B 142.135.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Belvaux, le 16 décembre 2008.

Jean-Joseph WAGNER

Notaire

Référence de publication: 2008159027/239/12.

(080187769) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 décembre 2008.

Bemar Luxembourg S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2561 Luxembourg, 51, rue de Strasbourg.
R.C.S. Luxembourg B 71.567.

EXTRAIT

La gérance communique que suite à la décision de l'associé unique prise en date du 25 novembre 2008 le siège social de la société sera transféré du n° 1, rue de Nassau, L-2213 Luxembourg, au n° 51, rue de Strasbourg, L-2561 Luxembourg, avec effet au 1^{er} décembre 2008.

Luxembourg, le 25 novembre 2008.

Signature

Le gérant

Référence de publication: 2008159021/1051/16.

Enregistré à Luxembourg, le 15 décembre 2008, réf. LSO-CX05653. - Reçu 14,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080187736) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 décembre 2008.

DS Luxembourg Two S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1882 Luxembourg, 5, rue Guillaume Kroll.
R.C.S. Luxembourg B 142.135.

In the year two thousand and eight, on the twenty-sixth of November.

Before the undersigned, Maître Jean-Joseph WAGNER, notary residing in Sanem, Grand Duchy of Luxembourg.

THERE APPEARED

- DS LUXEMBOURG ONE S.à r.l., a société à responsabilité limitée existing under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, having its registered office at 5, rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg and registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under number B 142.136,

here represented by Mrs Nadia WEYRICH, previously named, by virtue of a proxy, given on 26 November 2008.

- PALAMON EUROPEAN EQUITY II L.P., a limited partnership existing under the laws of England and Wales, having its registered office at Cleveland House 33 King Street, London, SW1Y 6RJ, registered in Cardiff under registration number LP 10434,

here represented by Mrs Nadia WEYRICH, previously named, by virtue of a proxy, given on 26 November 2008.

- PALAMON EUROPEAN EQUITY II "BOA" L.P., a limited partnership existing under the laws of England and Wales, having its registered office at Cleveland House 33 King Street, London, SW1Y 6RJ, registered in Cardiff under registration number LP 10450,

here represented by Mrs Nadia WEYRICH, previously named, by virtue of a proxy, given on 26 November 2008.

The said proxies, initialled *ne varietur* by the proxy holder of the appearing parties and the notary, will remain annexed to the present deed to be filed at the same time with the registration authorities.

Such appearing parties are the shareholders of "DS LUXEMBOURG TWO S.à r.l.", (hereinafter the "Company") a société à responsabilité limitée existing under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, having its registered office at 5, rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg and registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under number B 142.135, incorporated pursuant to a deed of the undersigned notary dated 1st October 2008, whose articles of incorporation have been published in the Mémorial C, Recueil Spécial des Sociétés et Associations on 22nd October 2008 (number 2586, page 124105) (the "Mémorial C") and have been amended pursuant to a deed of the undersigned notary on 25th November 2008.

The appearing parties representing the whole corporate capital require the notary to act the following resolutions:

First resolution

The shareholders decide to create ten classes of shares referred to as the class A1 preferred shares (hereinafter referred to as the "Class A1 Preferred Shares"), the class A2 preferred shares (hereinafter referred to as the "Class A2 Preferred Shares"), the class A3 preferred shares (hereinafter referred to as the "Class A3 Preferred Shares"), the class A4 preferred shares (hereinafter referred to as the "Class A4 Preferred Shares"), the class B1 preferred shares (hereinafter referred to as the "Class B1 Preferred Shares"), the class B2 preferred shares (hereinafter referred to as the "Class B2 Preferred Shares"), the class B3 preferred shares (hereinafter referred to as the "Class B3 Preferred Shares"), the class B4 preferred shares (hereinafter referred to as the "Class B4 Preferred Shares"), the class C preferred shares (hereinafter referred to as the "Class C Preferred Shares") and the class D preferred shares (hereinafter referred to as the "Class D Preferred Shares"), each with a nominal value of one euro (EUR 1.-).

Second resolution

The shareholders decide to transform the three million eight hundred and seventy-five thousand (3,875,000) existing ordinary shares, with a nominal value of one euro (EUR 1.-) each, into (i) nine hundred and sixty-eight thousand seven hundred and fifty (968,750) Class A1 Preferred Shares, (ii) nine hundred and sixty-eight thousand seven hundred and fifty (968,750) Class A2 Preferred Shares, (iii) nine hundred and sixty-eight thousand seven hundred and fifty (968,750) Class A3 Preferred Shares and (iv) nine hundred and sixty-eight thousand seven hundred and fifty (968,750) Class A4 Preferred Shares, with a nominal value of one euro (EUR 1.-) each.

As a result of the above the Company's shares are henceforth owned as follows:

a) DS LUXEMBOURG ONE S.à r.l.

- (i) nine hundred and sixty-eight thousand seven hundred and forty-eight (968,748) Class A1 Shares;
- (ii) nine hundred and sixty-eight thousand seven hundred and fifty (968,750) Class A2 Shares;
- (iii) nine hundred and sixty-eight thousand seven hundred and fifty (968,750) Class A3 Shares; and
- (iv) nine hundred and sixty-eight thousand seven hundred and fifty (968,750) Class A4 Shares.

b) PALAMON EUROPEAN EQUITY II L.P.

- (i) one (1) Class A1 Share.

c) PALAMON EUROPEAN EQUITY II "BOA" L.P.

(i) one (1) Class A1 Share.

Third resolution

The shareholders decide to increase the share capital of the Company by an amount of one million one hundred twenty-five thousand and two euros (EUR 1,125,002.-) so as to raise it from its present amount of three million eight hundred and seventy-five thousand euros (EUR 3,875,000.-) to five million and two euros (EUR 5,000,002.-) by creating and issuing (i) two hundred and eighty-one thousand two hundred and fifty (281,250) Class B1 Preferred Shares, (ii) two hundred and eighty-one thousand two hundred and fifty (281,250) Class B2 Preferred Shares, (iii) two hundred and eighty-one thousand two hundred and fifty (281,250) Class B3 Preferred Shares, (iv) two hundred and eighty-one thousand two hundred and fifty (281,250) Class B4 Preferred Shares, (v) one (1) Class C Preferred Share, to be issued with a share premium of five million one hundred and seventy-four thousand nine hundred and ninety-nine euros (EUR 5,174,999.-) (the "C Share Premium") and (vi) one (1) Class D Preferred Share, to be issued with a share premium of two million five hundred and eighty-seven thousand four hundred and ninety-nine euros (EUR 2,587,499.-) (the "D Share Premium"), each having a par value of one euro (EUR 1.-) and all having the rights and obligations (collectively referred to as the "New Shares") as set out in the Company's articles of incorporation, with payment of a global share premium of seven million seven hundred and sixty-two thousand four hundred and ninety-eight euros (EUR 7,762,498.-), through a contribution in kind of DS Beteiligungs KG (GmbH & Co.), a limited liability partnership (Kommanditgesellschaft) organized under the laws of Germany, having its registered office at Stormarnring 14, 22145 Stapelfeld, Germany, registered with the commercial register at the local court of Lübeck under HRA 2276 RE ("DS KG"), consisting of the transfer of a claim of DS KG against the Company of an amount of eight million eight hundred and eighty-seven thousand five hundred euros (EUR 8,887,500.-) resulting from the assignment of a claim for a total amount of eight million eight hundred and eighty-seven thousand five hundred euros (EUR 8,887,500.-) under an Anteilskauf- und Abtretungsvertrag dated 3 November 2008 (notarial deed of the notary Dr. Sebastian Gronstedt, Frankfurt, UR-no. 176/2008) to the Company.

Subscription - Payment

Thereupon intervened "DS Beteiligungs KG (GmbH & Co.)", prenamed, duly represented by Mrs Nadia WEYRICH, previously named, by virtue of a proxy, given on 26 November 2008, declares to subscribe to (i) two hundred and eighty-one thousand two hundred and fifty (281,250) Class B1 Preferred Shares, (ii) two hundred and eighty-one thousand two hundred and fifty (281,250) Class B2 Preferred Shares, (iii) two hundred and eighty-one thousand two hundred and fifty (281,250) Class B3 Preferred Shares, (iv) two hundred and eighty-one thousand two hundred and fifty (281,250) Class B4 Preferred Shares, (v) one (1) Class C Preferred Share, subscribed with a share premium of five million one hundred and seventy-four thousand nine hundred and ninety-nine euros (EUR 5,174,999.-) and (vi) one (1) Class D Preferred Share, subscribed with a share premium of two million five hundred and eighty-seven thousand four hundred and ninety-nine euros (EUR 2,587,499.-), and to make payment in full for each such New Shares thus subscribed and connected share premium, amounting globally to eight million eight hundred and eighty-seven thousand five hundred euros (EUR 8,887,500.-), to be paid through the transfer of a claim of DS KG against the Company of an amount of eight million eight hundred and eighty-seven thousand five hundred euros (EUR 8,887,500.-) resulting from the assignment of a claim for a total amount of eight million eight hundred and eighty-seven thousand five hundred euros (EUR 8,887,500.-) under an Anteilskauf- und Abtretungsvertrag dated 3 November 2008 (notarial deed of the notary Dr. Sebastian Gronstedt, Frankfurt, UR-no. 176/2008) to the Company (the "Contribution in Kind").

DS Beteiligungs KG (GmbH & Co.), through its proxy holder, declares that there subsists no impediments to the free transferability of the Contribution in Kind to the Company without any restriction or limitation and that valid instructions have been given to undertake all notifications, registrations or other formalities necessary to perform a valid transfer of the Contribution in Kind to the Company.

Proof of the ownership by DS Beteiligungs KG (GmbH & Co.) of the Contribution in Kind has been given to the undersigned notary.

In addition, DS LUXEMBOURG ONE S.à r.l., PALAMON EUROPEAN EQUITY II L.P., and PALAMON EUROPEAN EQUITY II "BOA" L.P., prenamed, through their proxy holder, further stated that a report has been drawn up by the management of the Company on 26 November 2008, whereby the Contribution in Kind so contributed is described and valued.

That report will remain attached to the present deed and will be filed together with it with the registration authorities.

The total contribution of eight million eight hundred and eighty-seven thousand five hundred euros (EUR 8,887,500.-) will therefore be allocated as follows: (i) one million one hundred twenty-five thousand and two euros (EUR 1,125,002.-) to the Company's share capital, (ii) five million one hundred and seventy-four thousand nine hundred and ninety-nine euros (EUR 5,174,999.-) to the C Share Premium account and (iii) two million five hundred and eighty-seven thousand four hundred and ninety-nine euros (EUR 2,587,499.-) to the D Share Premium account.

Fourth resolution

Considering the below restatement, the shareholders decide that the Company shall now have the following object, which is reflected in article 2 as restated below:

"The purpose of the Company is the holding of participations, in any form whatsoever, in Luxembourg and foreign companies and any other form of investment, the acquisition by purchase, subscription or in any other manner as well as the transfer by sale, exchange or otherwise of securities of any kind and the administration, control and development of its portfolio.

An additional purpose of the Company is the acquisition and sale of real estate properties either in the Grand Duchy of Luxembourg or abroad as well as all operations relating to real estate properties, including the direct or indirect holding of participation in Luxembourg or foreign companies, the principal object of which is the acquisition, development, promotion, sale, management and/or lease of real estate properties.

The Company may further guarantee, grant security in favour of third parties to secure its obligations or the obligations of companies in which it holds a direct or indirect participation or which form part of the same group of companies as the Company, grant loans or otherwise assist the companies in which it holds a direct or indirect participation or which form part of the same group of companies as the Company.

The Company may carry out any commercial, industrial, financial or intellectual property activities, which it may deem useful in accomplishment of these purposes."

Fifth resolution

Considering the below restatement, the shareholders decide that the Company shall now, vis-à-vis third parties, in case of a Sole Board Member (as defined below), be bound by the sole signature of the Sole Board Member and when there is more than one Board Member (as defined below), the Company shall be bound by the joint signature of any two Board Members, which is reflected in article 10.2 as restated below.

Sixth resolution

The shareholders decide to amend and restate the Company's articles of incorporation, which shall henceforth be read as follows:

A. - Purpose - Duration - Name - Registered office

Art. 1. There exists a private limited company (société à responsabilité limitée) (hereinafter the "Company"), which shall be governed by the 1915 Law, as well as by the Articles and the Shareholders Agreement.

Art. 2. The purpose of the Company is the holding of participations, in any form whatsoever, in Luxembourg and foreign companies and any other form of investment, the acquisition by purchase, subscription or in any other manner as well as the transfer by sale, exchange or otherwise of securities of any kind and the administration, control and development of its portfolio.

An additional purpose of the Company is the acquisition and sale of real estate properties either in the Grand Duchy of Luxembourg or abroad as well as all operations relating to real estate properties, including the direct or indirect holding of participation in Luxembourg or foreign companies, the principal object of which is the acquisition, development, promotion, sale, management and/or lease of real estate properties.

The Company may further guarantee, grant security in favour of third parties to secure its obligations or the obligations of companies in which it holds a direct or indirect participation or which form part of the same group of companies as the Company, grant loans or otherwise assist the companies in which it holds a direct or indirect participation or which form part of the same group of companies as the Company.

The Company may carry out any commercial, industrial, financial or intellectual property activities, which it may deem useful in accomplishment of these purposes.

Art. 3. The Company is incorporated for an unlimited period.

Art. 4. The Company exists under the name of "DS LUXEMBOURG TWO S.à. r.l.".

Art. 5. The registered office of the Company is established in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg. The registered office may be transferred within the same municipality by decision of the manager or, in case of several managers, by the board of managers.

5.1 Branches or other offices may be established either in Luxembourg or abroad by resolution of the manager or, in case of several managers, by the board of managers.

5.2 In the event that the manager or the board of managers determine that extraordinary political, economic or social developments have occurred or are imminent, that would interfere with the normal activities of the Company at its registered office or with the ease of communication between such office and persons abroad, the registered office may be temporarily transferred abroad until the complete cessation of these abnormal circumstances; such temporary measures shall have no effect on the nationality of the Company which, notwithstanding the temporary transfer of its registered office, will remain a Luxembourg company.

B. - Share capital - Shares

Art. 6. Share Capital

6.1 The share capital is fixed at five million and two Euro (EUR 5,000,002.-) divided into:

- Nine hundred and sixty eight thousand seven hundred and fifty (968,750) class A1 shares (the "Class A1 Preferred Shares"),
 - Nine hundred and sixty eight thousand seven hundred and fifty (968,750) class A2 shares (the "Class A2 Preferred Shares"),
 - Nine hundred and sixty eight thousand seven hundred and fifty (968,750) class A3 shares (the "Class A3 Preferred Shares"),
 - Nine hundred and sixty eight thousand seven hundred and fifty (968,750) class A4 shares (the "Class A4 Preferred Shares"),
 - Two hundred and eighty-one thousand two hundred and fifty (281,250) class B1 shares (the "Class B1 Preferred Shares"),
 - Two hundred and eighty-one thousand two hundred and fifty (281,250) class B2 shares (the "Class B2 Preferred Shares"),
 - Two hundred and eighty-one thousand two hundred and fifty (281,250) class B3 shares (the "Class B3 Preferred Shares"),
 - Two hundred and eighty-one thousand two hundred and fifty (281,250) class B4 shares (the "Class B4 Preferred Shares"),
 - One (1) class C share (the "Preferred Shares C"),
 - One (1) class D share (the "Preferred Shares D"),
- all with a nominal value of one Euro (EUR 1.-) each all subscribed and fully paid up.

6.2 The Class A1 Preferred Shares, the Class A2 Preferred Shares, the Class A3 Preferred Shares, the Class A4 Preferred Shares, shall be collectively referred as the "Preferred Shares A". The holder of such Preferred Shares A shall be entitled to voting, dividend and distribution rights equal to those of any ordinary share or Preferred Share B, provided, however, that the holder of each Preferred Share A shall be entitled to an additional preferred dividend of 8 per cent. p.a. calculated on the nominal amount of the Preferred Share A plus any Share Surplus A as defined below (to the extent not already repaid), and, to the extent in any given year the preferred dividend is not paid, a share surplus ("Share Surplus A") shall be created for such amount or, if such Share Surplus A is created already, it shall be increased accordingly, and the holder of each Preferred Share A shall be entitled to those preferred liquidation and distribution rights more fully described in the present Articles and especially article 27.5.

6.3 The Class B1 Preferred Shares, the Class B2 Preferred Shares, the Class B3 Preferred Shares, the Class B4 Preferred Shares, shall be collectively referred as the "Preferred Shares B". The holder of such Preferred Share B shall be entitled to voting, dividend and distribution rights equal to those of any ordinary share or Preferred Shares A, provided, however, that the holder of each Preferred Shares B shall be entitled to an additional preferred dividend of 8 per cent. p.a. calculated on the nominal amount of the Preferred Shares B plus any Share Surplus B as defined below (to the extent not already repaid), and, to the extent in any given year the preferred dividend is not paid, a share surplus ("Share Surplus B") shall be created for such amount or, if such Share Surplus B is created already, it shall be increased accordingly, and the holder of each Preferred Shares B shall be entitled to those preferred liquidation and distribution rights more fully described in the present Articles and especially article 27.6.

6.4 The holder of the Preferred Shares C shall be entitled to voting, dividend and distribution rights equal to those of any Share, provided, however, that the holder of each Preferred Shares C shall be entitled to an additional preferred dividend of 8 per cent. p.a. calculated on the nominal amount of the Preferred Shares C plus a share surplus repayable in cash by preference (to the extent not already repaid) ("Share Surplus C") in the amount of EUR 5,174,999 and, to the extent in any given year the preferred dividend is not paid, the Share Surplus C shall be increased accordingly, and the holder of each Preferred Shares C shall be entitled to those preferred liquidation and distribution rights more fully described in the present Articles and especially article 27.6; otherwise, the holder of the Preferred Shares C shall not be entitled to any other voting, dividend or distribution rights.

6.5 The holder of the Preferred Shares D shall be entitled to voting, dividend and distribution rights equal to those of any Share, provided, however, that the holder of each Preferred Shares D shall be entitled to an additional preferred dividend of 8 per cent. p.a. calculated on the nominal amount of the Preferred Shares D plus a share surplus repayable in cash by preference (to the extent not already repaid) ("Share Surplus D") in the amount of EUR 2,587,499 and, to the extent in any given year the preferred dividend is not paid, the Share Surplus D shall be increased accordingly, and the holder of each Preferred Shares D shall be entitled to those preferred liquidation and distribution rights more fully described in the present Articles and especially article 27.6; otherwise, the holder of the Preferred Shares D shall not be entitled to any other voting, dividend or distribution rights.

6.6 The Preferred Shares A, the Preferred Shares B, the Preferred Shares C and the Preferred Shares D shall be collectively referred to as the "Shares" and individually as a "Share".

6.7 The holders of the Shares are together referred to as the "Shareholders".

6.8 Without prejudice to the legal requirements, the rights of the different classes of shares are ruled in the present Articles.

6.9 The Company can proceed to the repurchase of its own Shares within the limits set by the 1915 Law.

6.10 The share capital may be changed at any time by a decision of the sole Shareholder or by a decision of the Shareholders' meeting, voting with the majority rules set out by article 21.1 of these Articles, or, as the case may be, by the 1915 Law for any amendment to these Articles.

6.11 In case of reduction of share capital, the share capital of the Company and the share premium attaching to any class of Shares shall be repaid to the holders of the relevant class of Shares under the same conditions.

Art. 7. The Company will recognize only one holder per share. The joint co-owners shall appoint a single representative who shall represent them towards the Company. The death, suspension of civil rights, bankruptcy or insolvency of one of the partners will not cause the dissolution of the Company.

C. - Management

Art. 8. Board of Managers

8.1. The Company is managed by a board of managers (the "Board of Managers") appointed as a collegiate body by the General Meeting of the Shareholders in accordance with the provisions set out hereafter. The members of the Board of Managers (each a "Board Member") do not need to be Shareholders. The Board of Managers shall be composed of at least one Board Member (in case of a single Board Member, the "Sole Board Member"), the number of which being determined by the General Meeting of the Shareholders by a resolution of the Shareholders in accordance with the provisions of article 21.

8.2. The Board of Managers shall always be composed so that:

8.2.1 the Palamon Funds and Luxco One and each of their Permitted Transferees are entitled, subject to the rights of each of the ERISA Funds under article 14.1, from time to time to propose for appointment at least a number of candidates as Board Members equivalent to the majority of Board Members plus 1 out of which the General Meeting of the Shareholders shall appoint a number of Board Members equivalent to the majority of Board Members.

8.2.2 any Board Member nominated or proposed by an ERISA Fund pursuant to article 14.1, will count as a Board Member appointed on the proposal of the respective Palamon Fund or its Permitted Transferees.

8.3. The Board Members shall be appointed by a simple majority decision of the General Meeting of Shareholders pursuant to article 21, which determines their powers, indemnities and the term of their mandates. If no term is indicated, the Board Members are appointed for an undetermined period.

8.4. Any Board Member can be removed ad nutum and without a cause with a 50 % plus one vote majority of the votes capable of being cast at a General Meeting of Shareholders. Notwithstanding the foregoing sentence (i) the right of a Shareholder or Shareholders to propose a candidate for appointment to the Board of Managers includes the right to propose the dismissal or suspension of the Board Member appointed in accordance with article 8.2 after the nomination by that Shareholder, and (ii) the provisions of article 8.2 shall apply mutatis mutandis to the replacement of a Board Member.

8.5 In relation to article 8.2, the Shareholders shall, if a resolution of the Shareholders' General Meeting is required, vote in favour of the appointment of the person(s) duly nominated or entitled to be appointed. The failure of the Palamon Funds, Luxco One or any of their Permitted Transferees to fully exercise their right to nominate Board Members pursuant to article 8.2, shall not constitute a waiver or diminution of such rights. If a Board Member nominated pursuant to this article 8.5 is unwilling or unable to serve, or otherwise ceases to serve, any replacement shall be nominated in accordance with article 8.2 and appointed in accordance with this article 8.5. The Shareholders shall vote in favour of the dismissal or suspension of a Board Member in accordance with article 8.4, if and when such dismissal or suspension, is requested by the Shareholders pursuant to whose nomination such member was appointed. The Shareholders shall not vote in favour of the dismissal or suspension of a Board Member, which was elected on the proposal of one of the Shareholders pursuant to article 8.2 unless such dismissal or suspension has been approved in writing by such Shareholder by which the respective Board Member was proposed.

Art 9. Board Proceedings

9.1. The Board of Managers can deliberate or act validly only if a majority of the Board Members are present or represented at a meeting. If a meeting is not quorate, a new meeting of the Board of Managers with the same agenda is to be convened observing the same convocation period and notification as set out in article 9.3. In such new meeting a quorum shall be deemed constituted as long as two Board Members (including at least one appointed under article 8.2) are present or represented, provided, however, that the Board Members were notified of such fact in the invitation.

9.2. All meetings of the Board of Managers shall be held physically at the registered office of the Company or any other place in Luxembourg unanimously determined by the Board of Managers and in English unless the members resolve otherwise in individual cases. The Chairman ("Chairman") or any other two members of the Board of Managers shall convene meetings, which shall be chaired by the Chairman. The first Chairman shall be appointed by the General Meeting of the Shareholders from amongst the Board Members appointed pursuant to article 8.2. The Board of Managers may appoint from among its members a successor Chairman. In the absence of the Chairman, the Board of Managers will appoint another person as Chairman pro tempore by vote of the majority in numbers present in person or by proxy at such meeting.

9.3. Meetings of the Board of Managers shall be held as often as the business of the Company so requires. Every Board Member can require that a meeting be convened. The meetings of the Board of Managers shall be convened in writing by facsimile or by e-mail, the place, date, time and preliminary agenda being indicated with at least seven (7) days' notice unless (i) all the Board Members waive these formalities, or (ii) unless in case of urgency duly justified in the resolutions taken by the Board of Managers in which case the notice can be reduced to one (1) day provided that a minimum notice period of seven (7) days applies in respect of the following matters:

9.3.1 approving or determination of the annual or quarterly (consolidated) accounts of DS Produkte and its subsidiaries;

9.3.2 the adoption or amendment of the strategic framework and the core target parameters of the Business Plan for DS Produkte and any of its subsidiaries (Business Plan means an annual business plan (including a monthly budget) for DS Produkte and any of its subsidiaries).

The notice period shall begin to run on the day following the day on which the invitation is mailed. The day of the meeting shall not count as part of the notice period.

9.4. Resolutions of the meetings of the Board of Managers shall in principle be adopted in meetings. However, to the extent permitted by law, resolutions of the meetings of the Board of Managers may be adopted outside meetings in writing, by facsimile, by e-mail or in telephone or videoconferences without complying with any provisions set forth herein with regard to the convocation of such meetings, provided that no Board Member participates in meetings (telephone conferences) via telephone from the United Kingdom. The participation in a meeting by these means is equivalent to a participation in person at such meeting. Any Board Member may act at any meeting of the Board of Managers by appointing in writing or by telefax, cable and telegram or telex another Board Member as his proxy. A Board Member may represent more than one of his colleagues.

9.5. The Board of Managers may further in all circumstances take decisions by way of unanimous written resolutions. Resolutions in writing approved and signed by all Board Members shall have the same effect as resolutions passed at a Board of Managers' meeting. In such cases, resolutions or decisions shall be expressly taken, either formulated by writing by circular way, transmitted by mail, courier, electronic mail or telefax.

9.6 Absent Board Members may be represented by other Board Members. Experts and other persons can be invited by the Chairman, or any Board Member authorised by the Chairman, to participate in the meeting.

9.7. Resolutions of the Board of Managers shall be adopted pursuant to a simple majority vote of its members present or represented at such meeting. Each Board Member has one vote. In case of a tie, the Chairman shall have a casting vote.

9.8. The following measures shall not be taken or implemented by any company of the Acquired Group without prior consent of the Board of Managers granted by resolution of the Board of Managers:

9.8.1 agreeing or changing the overall commercial strategy of DS Produkte and its subsidiaries, including any new lines of business or geographical expansion;

9.8.2 approving or determination of the annual or quarterly (consolidated) accounts of DS Produkte and its subsidiaries;

9.8.3 the adoption or amendment of the strategic framework and the core target parameters of the Business Plan for DS Produkte and any of its subsidiaries (Business Plan means an annual business plan (including a monthly budget) for DS Produkte and any of its subsidiaries);

9.8.4 the alteration of the accounting reference date or the accounting policies of DS Produkte or any of its subsidiaries;

9.8.5 the creation, consolidation, sub-division, conversion or cancellation of any share capital of DS Produkte or any of its subsidiaries;

9.8.6 the issue or allotment of any share capital of DS Produkte or any of its subsidiaries or the creation of any option or right to subscribe or acquire, or convert any security into, any share capital of DS Produkte or any of its subsidiaries;

9.8.7 any reduction of the share capital of DS Produkte or any of its subsidiaries;

9.8.8 the purchase or redemption (provided that such redemption is on a pro rata basis between holders of a class of shares) of any share capital of DS Produkte or any of its subsidiaries;

9.8.9 the declaration or payment of any dividend or the declaration or making of any other distribution or the passing of any resolution to retain or allocate profits by DS Produkte or any of its subsidiaries;

9.8.10 the alteration of any provisions of the finance documents signed as part of the acquisition as defined under the Acquisition Agreement;

9.8.11 the entering into of any loan facilities agreements in connection with either a (re-) financing of the Company's or any of its subsidiaries debt or equity financing or the acquisition of a business asset ("Facilities Agreements") or alteration or repayment thereof;

9.8.12 the incurring or utilization of borrowings by DS Produkte or any of its subsidiaries above an amount of EUR 1,000,000. - other than under a duly approved Facilities Agreements or as permitted thereunder; the creation of any encumbrance over any asset of, or the giving of any guarantee by DS Produkte or any of its subsidiaries, above an amount of EUR 1,000,000. - and other than pursuant to or permitted under a duly approved Facilities Agreements or in the ordinary course of trading;

9.8.13 any action or omission that would constitute a breach of a Facilities Agreement;

9.8.14 the entry into, termination or variation of any contract with any managing director or any officer in as similar position or any member of the advisory board of DS Produkte or contracts with the management of DS Produkte;

9.8.15 the entry into, termination or variation of any transaction between DS Produkte or any of its subsidiaries and (i) a (indirect) Shareholder of the Company other than the Palamon Funds (unless the transaction is not on market terms for the service provided) or (ii) any affiliate of such Shareholder or (iii) any director or officer or executive employee of such Shareholder or any affiliate of such Shareholder;

9.8.16 the entry into, termination or variation of any contract (including an employment or advisory contract) or arrangement between (a) DS Produkte or any of its subsidiaries and (b) Dieter Schwarz or Ralf Dümmel or any member of the management of DS Produkte or any of its subsidiaries or persons who in relation to Dieter Schwarz or Ralf Dümmel or any member of the management of DS Produkte or any of its subsidiaries are related persons, including the variation of the remuneration or other benefits under such a contract or arrangement, and the waiver of the assertion of claims resulting from any breach of such a contract or arrangement with obligations arising thereunder above an amount of EUR 1,000,000.- in an individual case;

9.8.17 the acquisition or disposal of any lines of business (or a material part thereof) by DS Produkte or any of its subsidiaries;

9.8.18 the disposal by DS Produkte or any subsidiary of any shareholding or other equity participation in any subsidiary regardless of its value;

9.8.19 the repayment by DS Produkte of capital or assets to any of the Shareholders;

9.8.20 any resolution to wind up or the filing of a petition for winding up by DS Produkte or any of its subsidiary or the making by DS Produkte or any of its subsidiaries of any arrangement with creditors generally or any application for an administration order or for the appointment of a receiver or administrator;

9.8.21 any application for the listing of any shares or other securities of DS Produkte or any of its subsidiaries on any stock exchange or for permission for dealings in any shares or other securities of DS Produkte or any of its subsidiaries in any securities market;

9.8.22 appointing a financial adviser, commencing negotiations in relation to, or entering into any transaction relating to the sale of the business or a transactions which involves the sale of all substantial assets of DS Produkte or any of its subsidiaries or a substantial reorganisation of DS Produkte or any of its subsidiaries and/or its assets;

9.8.23 any substantial change in the management organisation or reporting duties of DS Produkte and its subsidiaries;

9.8.24 the approval of any and all press releases which refer, also indirectly, to Palamon or any person affiliated to Palamon;

9.8.25 the acquisition or establishment by DS Produkte or any of its subsidiaries of any business;

9.8.26 the selection of, or any commissioning of, the following parties used by DS Produkte or any of its subsidiaries: accountants, legal counsels, banking institutions with which DS or any of its subsidiaries maintains deposits, borrowings or other business relationships, investment banking institutions, public relations and advertising agent, any other outside consultants, in each case where the expenditure with such person is expected to exceed EUR 1,500,000. - in any financial year and save for appointments or changes that are contemplated in the budget or business plan approved by the advisory board of DS Produkte;

9.8.27 any opening of letters of credit in excess of EUR 1,000,000. - or EUR 1,500,000. - in case of delivery of goods;

9.8.28 the approval of any contract or commitment in respect of a capital expenditure in fixed or working capital (a) not contemplated in a budget approved by the advisory board of DS Produkte including capital expenditures in lieu of other capital expenditures specifically contemplated in the budget approved by the advisory board of DS Produkte exceeding EUR 1,000,000. - per project or EUR 2,000,000. - in aggregate per annum and (b) which would result in the total amount spent during the relevant year exceeding the limit for capital expenditure contemplated in the budget approved by the advisory board of DS Produkte.

9.9 A secretary may be appointed by a resolution of the General meeting of the Shareholders (the "Secretary"). The Secretary, who need not be a Board Member, shall have the responsibility to act as clerk of the meetings of the Board of Managers and of the General meeting of the Shareholders and to keep the records and the minutes of the Board of Managers and of the General meeting of the Shareholders and their transactions and shall perform like duties for all committees of the Board of Managers (if any), when required. In addition to the power of the Board of Managers to do so, the Secretary shall have the power and authority to issue certificates and extracts on behalf of the Company to be produced in court, or more generally, vis-à-vis any third parties to be used as official documents.

9.10. Minutes of each meeting of the Board of Managers are to be kept, setting out the place and the date of the meeting, the participants, the items of the agenda and the essential content of the resolutions of the Board of Managers. The minutes shall be signed by the Chairman or by the Secretary or any other member to whom the Chairman delegates this task or the member who chairs the meeting due to the Chairman's absence. A copy of the minutes shall be sent to every Board Member and be maintained by the Company in a special register. Any proxy document shall be attached to the minutes of the relevant meeting. Copies or extracts of minutes, which may be produced in judicial proceedings or otherwise, will also be signed by the Chairman or by the Secretary.

Art. 10. Board Powers, Binding Signatures

10.1. The Board of Managers is vested with the broadest powers to manage the business of the Company and to authorise and/or perform all acts of disposal and administration falling within the purposes of the Company. All powers not expressly reserved by the law or by the Articles of Association to the General Meeting of Shareholders shall be within the competence of the Board of Managers. Vis-à-vis third parties the Board of Manager has the most extensive powers to act on behalf of the Company in all circumstances and to do, authorise and approve all acts and operations relative to the Company not reserved by law or the Articles of Association to the General Meeting of Shareholders or as may be provided herein.

10.2. Vis-à-vis third parties, the Company shall be, in case of a Sole Board Member, bound by the sole signature of the Sole Board Member. When there is more than one Board Member, the Company shall be bound by the joint signature of any two Board Members.

Art. 11. Interim Dividend. The Board of Managers may decide to pay interim dividends on the basis of a statement of accounts prepared by the Board of Managers showing that sufficient funds are available for distribution, it being understood that the amount to be distributed may not exceed realized profits since the end of the last fiscal year, increased by carried forward profits and distributable reserves, but decreased by carried forward losses and sums to be allocated to a reserve to be established by law or by these Articles.

Art. 12. Board Indemnification

12.1. The Board Members are not held personally liable for the indebtedness of the Company. As agents of the Company, they are responsible for the performance of their duties.

12.2. Every person who is, or has been, a Board Member or officer of the Company shall be indemnified by the Company to the fullest extent permitted by law against liability and against all expenses reasonably incurred or paid by him in connection with any claim, action, suit or proceeding which he becomes involved as a party or otherwise by virtue of his being or having been such Board Member or officer and against amounts paid or incurred by him in the settlement thereof. The words "claim", "action", "suit" or "proceeding" shall apply to all claims, actions, suits or proceedings (civil, criminal or otherwise including appeals) actual or threatened and the words "liability" and "expenses" shall include without limitation attorneys' fees, costs, judgements, amounts paid in settlement and other liabilities.

Art. 13. Conflicts. No contract or other transaction between the Company and any other corporation or entity shall be affected or invalidated by the fact that any one or more of the Board Members or officers of the Company is interested in or is a manager, director, officer or employee of such other corporation or entity. Any Board Member or officer of the Company who serves as manager, director, officer or employee of any corporation or entity with which the Company shall contract or otherwise engage in business shall not solely by reason of such affiliation with such other corporation or entity be prevented from considering and voting or acting upon any matters with respect to such contract or other business.

Art. 14. ERISA Rights

14.1 To the extent consistent with 1915 Law and for as long as an ERISA Fund or its nominees are directly or indirectly Shareholders, such ERISA Fund will obtain certain management rights in the Company in a manner and to the extent permitting such ERISA Fund to substantially influence or participate in the management of the Company. Accordingly, it is agreed for the benefit of each of the ERISA Funds individually that each ERISA Fund or its nominee shall have the right (which rights shall belong solely to, and shall be exercised exclusively by, such ERISA Fund for its own benefit and for its own account) from time to time and at any time by notice in writing to propose up to two persons for election as Board Members of the Company and the Shareholders shall vote and take such other action as may be necessary to ensure that in each case one person proposed by each ERISA Fund shall hold office as a Board Member of the Company (collectively the "ERISA Board Member").

14.2 Each ERISA Fund, as long as such ERISA Fund directly or indirectly holds Shares in the Company, shall also have the right:

14.2.1 to visit and inspect any of the offices and properties of the Company and its subsidiaries and the right to inspect and copy the books and records of the Company and its subsidiaries, at such times as the ERISA Fund shall reasonably request;

14.2.2 the right to appoint a representative to attend as an observer each and every meeting of the Board of Managers of the Company (and each subsidiary thereof). The appointment and removal of such a representative shall be by written notice from the ERISA Fund to the Company and shall take effect upon the delivery of written notice thereof at the Company's registered office or at any meeting of the Board of Managers;

14.2.3 the right to receive, within a reasonable time after its written request therefore, any information relating to the Company or its subsidiaries or associated companies as it in its sole discretion deems fit, including without limitation: (i) within 30 days of the month end monthly consolidated financial information and statements, including but not limited to a balance sheet, profit and loss and cash flow statements of the Company and each of its subsidiaries and associated companies; (ii) within 90 days of the end of each accounting period end annual audited consolidated financial statements; (iii) on an annual basis and no later than 30 days prior to the beginning of the Company's financial year or, if so requested

on a more frequent basis, the business plan, budget and cash flow forecasts and projections of the Company and each of its subsidiaries and associated companies; (iv) monthly reports including a narrative setting out the progress of the group on matters materially affecting the business and affairs of the group; and (v) such additional financial or management information as the ERISA Fund may reasonably request including any operating reports, budgets, other financial reports and details of material developments or events or significant proposals;

14.2.4 the right to meet on a regular basis with the Board Members or other personnel of the Company and its subsidiaries and associated companies from time to time and upon reasonable notice to the Company (or the applicable subsidiary or associated company) for the purpose of consulting with, rendering advice, recommendations and assistance to, and influencing the Board Members of the Company (or its subsidiaries and associated companies) or obtaining information regarding the Company or any of its subsidiaries' (or associated companies') business operations, financial condition, activities and prospects and expressing its views thereon including, without limitation, significant changes in management, personnel and compensation of employees, introduction of new products or new lines of business, important acquisitions or dispositions of plants and equipment, significant research and development programs, the purchasing or selling of important trademarks, licenses or concessions or the proposed commencement or compromise of significant litigation;

14.2.5 the right to submit proposals and suggestions to the Board of Managers of the Company or to the board of any of its subsidiaries, if not adopted by management; and

14.2.6 to the extent consistent with applicable law, to receive, to the extent legally permissible (and with respect to events which require public disclosure, only following the Company's public disclosure thereof through applicable securities law filings or otherwise), notice in advance with respect to any significant corporate actions, including, without limitation, extraordinary dividends, mergers, acquisitions or dispositions of assets, issuances of significant amounts of debt or equity and material amendments to the present Articles, and the right to consult with the Company with respect to such actions.

14.3 In the event that either Palamon II or Palamon II BOA transfers in accordance with the provisions of the present Articles all or any part of its Shares to an affiliated entity (or to a direct or indirect wholly-owned conduit subsidiary of any such affiliated entity) that is intended to qualify as a VCOC under the Plan Asset Regulations, such affiliated entity shall be afforded the same rights with respect to the Company afforded to the ERISA Funds hereunder and shall be treated, for such purposes, as a third party beneficiary hereunder.

14.4 In the event that the Company ceases to qualify as an "operating company" (as defined in the first sentence of 29 C.F.R. Section 2510.3-101(e)), then the Company and each Shareholder will co-operate in good faith to take all reasonable action necessary to provide that the investment of Palamon II or Palamon II BOA or any other Shareholder who is an ERISA Fund qualifies as a "venture capital operating company" (as defined in the Plan Asset Regulations) and shall continue to qualify as a "venture capital investment" (as defined in the Plan Asset Regulations). This provision or any other provision under this article 14 shall not be construed, as an obligation on any Shareholder to provide any additional finance to the Company or its subsidiaries, and no Shareholder shall assume any monetary obligation or expenditure connected to this article 14.

14.5 The Shareholders and the Company agree with each of the ERISA Funds that if that ERISA Fund notifies the Shareholders and the Company in writing that the provisions of articles 14.1 and 14.4 require any amendment to preserve the qualification of the ERISA Funds as a VCOC for the purposes of ERISA, or otherwise to ensure that the assets of the ERISA Funds are not considered "plan assets" for the purposes of ERISA, the Shareholders and the Company will consent to the proposed amendments, provided that the amendments do not result in a material adverse effect on the operations, business or the prospects of the Company and its subsidiaries or, in the opinion of the Palamon Funds and the Board of Managers, to the current or future value of the Company or any class of Shares in the Company.

D. - Transfer of shares

Art. 15. Transfer of Securities

15.1. Except as otherwise specifically set out in these Articles, any transfer of Shares (between Shareholders or to persons other than the Shareholders) shall always be subject to, and will be effective and recognised by the Company only if realised in compliance with, the provisions set out in these Articles. Any recognition or inscription of a transfer of Shares will be subject to compliance with the provisions set out in these Articles.

15.2. Transfers of Shares (or other instrument) shall be subject to the approval of Shareholders representing at least 75% (three-quarters) of the share capital of the Company, unless otherwise set out under the Articles.

15.3. No Shares or other equity interests in the Company shall be issued and no Shares, PECs or other instruments or securities shall be transferred to a person who is not already a party to the Shareholders' Agreement, unless such person has already executed a Deed of Adherence and a Voting Undertaking and if so required by the Board of Managers in the case of a Manager or their joint vehicle, a Deed of Acknowledgement and Undertaking and a Voting Undertaking and in either case, if so required by the Board of Managers, submitted to the Board of Managers a legal opinion confirming the validity and enforceability thereof, satisfactory in form and substance to the Board of Managers acting reasonably. Subject thereto, upon the execution by a subscriber for or transferee of Shares, PECs or other instruments or securities

issued by the Company of the appropriate Deed of Adherence, the provisions of the Shareholders' Agreement shall apply to the subscriber or transferee as if it were a party to the Shareholders' Agreement.

15.4. Unless the Board of Managers explicitly agrees otherwise, no Company's Shares shall be transferred unless the transferee at the same time acquires a proportional amount of other instruments or securities which may be issued by the Company from time to time and which are held by the transferor (e.g. in respect of the Preferred Shares A a proportionate amount of PECs and in respect of Preferred Shares B a proportionate portion of the Share Surplus C and D, respectively, in which case Article 17.4 last sentence (ii) shall apply accordingly).

15.5. The Shareholders are only permitted to transfer, assign, sell, dispose, encumber or create any interest in or right or claim to their Shares, or other instruments or securities issued by the Company or any rights to subscribe for Shares or other instruments or securities issued by the Company (or to enter into any agreement or undertaking to do so) if in compliance with articles 15.3 and 15.4 above and only:

15.5.1 subject to articles 17.3 and 17.4 by the Palamon Funds or Luxco One or any of their Permitted Transferees; or

15.5.2. by DS KG to DS a number of up to 93,750 Shares of each class of Preferred Shares B 1 through B4 (i.e. 375,000 Preferred Shares B1 through B4 in total) plus the Preferred Shares D and/or RD a number of up to 187,500 Shares of each class of Preferred Shares B1 through B4 (i.e. 750,000 Preferred Shares B1 through B4 in total) plus the Preferred Shares C; or

15.5.3 in the event of an option pursuant to articles 19 and 20 in accordance with articles 19 or 20 (as applicable); or

15.5.4 by each of DS or RD to an entity of which either of them owns as beneficiary the majority of the statutory interest and the management of which is fully controlled and subject to the directions of DS or RD (either of them an "Investment Vehicle" which term shall, for the avoidance of doubt, include DS KG), subject to such Investment Vehicles giving binding and enforceable undertakings for the automatic retransfer of the Shares or other instruments or securities held by DS or RD, to the satisfaction of the Board of Managers, in the event that DS or RD no longer own the majority in the statutory interest of such Investment Vehicle or that the management of such Investment Vehicle is no longer fully controlled and subject to the directions of DS or RD (other than because of DS' or RD' death in which case the heirs shall comply with the provisions of article 19.1.6); or

15.5.5 as permitted under article 16; or

15.5.6 upon a Realisation under article 18; or

15.5.7 when required, or in acceptance of an offer made by an Acquirer, under article 17; or

15.5.8 subject to articles 17.3 and 17.4 with the prior written consent of the Board of Managers; or

15.5.9 in the case of Luxco One or any of its Permitted Transferees acting as a Warehouse, the transfer of ordinary shares to existing or new Managers of the Acquired Group or their joint vehicle up until such existing and new Managers in aggregate hold 8% of all the Shares;

provided that no transfer, assignment, Encumbrance or creation of any interest in the Shares or right or claim to, or to the benefit of, a competitor of the Acquired Group shall be permitted without the prior written consent of the Board of Managers. In the event of any transfer pursuant to articles 15.5.2, 15.5.3 or 15.4.4, the Board of Managers shall approve such transfer if in compliance with the provisions of these Articles.

15.6. Articles 15.3 through 15.5 shall apply mutatis mutandis to any transaction pursuant to which the allocation of the economic and / or legal interest in the assets of DS KG as currently owned by DS and RD is altered or made subject to any third party right or interest.

15.7. Other than in the event of the share issues referred in article 15.8, the Shareholders agree that upon an increase of the issued share capital of, or other issue of securities or instruments by the Company, each person who then holds Shares ("Existing Shareholder"), shall have the right to subscribe on the same terms for that proportion of new shares or securities or instruments which is as nearly as practicable equal to the proportion of the nominal value of the Shares held by the Existing Shareholder to the nominal value of all Shares then in issue. Such right shall, except in case of urgency as resolved by the Board of Managers, be exercisable for a period of 15 days following the resolution to increase the capital or issue new Shares or securities. An Existing Shareholder who is Luxco One or a Palamon Fund or an Affiliate thereof may nominate any one or more of its Permitted Transferees to subscribe for all or part of those new Shares or securities in the Company for which the Existing Shareholder is entitled to subscribe pursuant to the foregoing sentence. Subscriptions rights, which are not exercised or waived by an Existing Shareholder or an assignee, shall accrue to all other Existing Shareholders pro rata their holding of Shares. If new Shares or securities are issued with a premium or in connection with other related obligations (including the obligation to provide additional debt funding) the same terms and conditions relating to the subscription of the new Shares or securities shall apply to all Existing Shareholders including, for the avoidance of doubt, article 15.3 of these Articles.

15.8. The Board of Managers may request the Shareholders to waive their subscription rights under article 15.7 and these Articles and to admit a new shareholder as nominated by the Board of Managers as a subscriber for such number of new Shares or equity securities on such terms as the Board of Managers may in its reasonable discretion determine (and the Shareholders undertake to comply with any such request and shall vote in favour of such shareholder resolutions as may be requested to effect this) if and to the extent the Board of Managers takes a decision:

15.8.1 to issue ordinary Shares or options to acquire or subscribe for ordinary Shares to existing or new Managers of the Acquired Group or to Luxco One or any of its Permitted Transferees acting as a Warehouse, up to an aggregate maximum of 8 % of all Shares (on a diluted basis, but before any dilution pursuant to articles 15.8.2 and 15.8.3); or

15.8.2. to invest in assets or shares of another company provided that the operations of such company is complementary to the business model of the Acquired Group (the "Add-on Investment") pursuant to which all or some of the consideration is proposed to be settled by means of shares and related debt instruments, provided that if the new shareholder under this article 15.8.2 is a member of the Palamon Group, the Board of Managers must obtain a fairness opinion from a reputable independent investment bank or corporate finance adviser as to the fair valuation of the shares or assets to be acquired by the Company and the Shares and debt instruments proposed to be issued by the Company; or

15.8.3 to issue Shares to a provider of mezzanine financing as agreed under a mezzanine warrant or similar instrument up until such mezzanine provider holds 20% of all Shares (on a diluted basis, and - as applicable - after any dilution pursuant to article 15.8.1 but before any dilution pursuant to article 15.8.2); or

15.8.4 to issue a total of 375,000 Preferred Shares B 1 through 4 to DS in accordance with article 15.12.

15.9 If an issue or transfer of Shares, PECs or other instruments or securities is permitted or agreed pursuant to the terms of the present Articles, the Shareholders undertake to pass all resolutions and make and take all declarations and actions as may be necessary or appropriate in the reasonable discretion of the Board of Managers to effect the same in compliance with these Articles and the terms and conditions of the securities or instruments in question.

15.10 Upon any transfer in accordance with articles 15, 16 and 17, the relevant transferor shall be released from the liabilities and obligations assumed by the transferee. In the event of Syndication in accordance with article 16.1.2, Luxco One and the Palamon Funds shall ensure that all rights of the Transferee under the Shareholders' Agreement or in his capacity as Shareholder, if exercised in relation to the Sellers shall be exercised in a coordinated fashion together with Luxco One through a joint representative.

15.11 The Shareholders undertake to pass any resolutions necessary or appropriate in the discretion of the Board of Managers in order to (pre-) approve any such transfer as is referred to in articles 15 to 20 (including the granting of powers of attorney for any future shareholders meetings) in order to effect the same in compliance with these Articles and the terms and conditions of the PECs or other securities or instruments in question.

15.12 DS shall be entitled to make an additional investment into the Company in an amount of EUR 2,962,500 in cash until 31 October 2009 (which entitlement shall be deemed exercised if full payment is made by that date) and subject to paying such amount to the Company, DS shall be entitled to subscribe for additional Preferred Shares B 1 through 4 in the nominal amount of EUR 375,000 in total and the remainder of the investment shall be attributed to the Share Surplus D which shall be increased for such amount accordingly. The foregoing entitlement shall expire if the Company does not receive the full payment by 31 October 2009. If duly exercised the issue of new Shares as provided for pursuant to this article 15.12 shall be documented in the form as required under applicable law within 2 months.

Art. 16. Palamon Permitted Transfers

16.1. Subject to the obligation for any transferee to become a party to the Shareholders' Agreement as provided for in article 15.3 above, for the duration of such Shareholders' Agreement, the Palamon Funds (and its Affiliates including Luxco One) shall have the right to transfer Shares, PECs or any other securities or instruments issued to them in connection with their investment or any right to subscribe for any of the foregoing at their sole discretion:

16.1.1. to Affiliates or, on a distribution in kind or specie, to the underlying investors in such Palamon Funds, or to another institutional investor which is advised or managed by the adviser or manager of such Palamon Funds, or its underlying investors, in each such case without any restrictions; and

16.1.2. in a Syndication to a Syndication Partner; and

16.1.3 with respect to a co-investment or similar scheme for the benefit of officers, employees and partners of Palamon Capital Partners LP and its Affiliates ("Co-Investment Scheme") to any person which holds or is to hold assets for a Co-Investment Scheme or to the officers, employees and partners entitled to such assets under the Co-Investment Scheme (each a "Permitted Transfer").

Art. 17. Purchase Offer and Tag Along / Right of first Refusal

17.1 If the Shareholders holding more than 50% of the Shares (including in any case the Preferred Shares A) then in issue and not held in the Free Float (i.e. Shares held by person other than Shareholders with independent shareholdings of less than 3 per cent) (the "Selling Investors") wish to sell all their Shares and other securities or instruments then held by them and find a bona fide arm's length purchaser which is not an Affiliate of any such shareholders and agree terms for the sale to such purchaser of all the Shares and other securities or instruments then held by them or wish to tender all or part of their Shares in a Listing and the Board of Managers so resolves, then, on receipt of written notification of such fact, and - for the avoidance of doubt - subject to Article 15.4 - all the other holders of Shares shall be bound and undertake to accept any offer from such a purchaser or to tender a pro rata portion of such Shares and any other securities or instruments issued by the Company in such Listing equivalent to the portion of the Selling Investors Shares intended to be tendered. Except as agreed otherwise in the present Articles, any Shareholder bound to sell or tender all or part of his Shares and / or other securities or instruments shall do so on the same terms, and subject to the same represen-

tations and warranties and indemnifications, as agreed for the Selling Investors and at the same time as the Selling Investors sell or tender their Shares and any other securities or instruments issued by the Company, provided that (i) if and to the extent the Selling Investors agree to sell classes of Shares or other securities or investments different from those classes of Shares, certificates and other instruments held by the other holders of Shares, the consideration for all such Shares, certificates and instruments shall be allocated in accordance with article 27 which shall apply mutatis mutandis and (ii) the liability of the other Shareholders under any representations, warranties, undertakings, indemnifications or covenants shall be limited (in the absence of willful misconduct or fraud on their part) to the value of the consideration received for their Shares and other securities or instruments). The Shareholders waive all rights of pre-emption, rights of veto and analogous rights under the present Articles, the Shareholders' Agreement or otherwise for these purposes.

17.2 The Sellers and their heirs (and any of their Investment Vehicles) shall not be bound and shall not be obliged to accept any offer from such a purchaser or to tender a pro rata portion of such Shares and any other securities or instruments issued by the Company in such Listing equivalent to the portion of the Selling Investors Shares intended to be tendered pursuant to the preceding article 17.1, if the consideration offered and allocable to the Sellers or their heirs (or any of their Investment Vehicles) pursuant to article 27 is not at least equivalent to the initial investment of the respective Seller (i.e. EUR 5,925,000 in respect of RD and EUR 2,962,500 in respect of DS or EUR 5,925,000 respectively, if the call option pursuant to Article 15.12 was exercised and the additional investment was paid up) or in the event the Selling Investor sells or tenders only a portion of its Shares in the corresponding pro rata portion of the initial investment amount unless (a) the Selling Investors have offered to sell all their Shares and any other securities they wished to sell to the Sellers (and heirs or Investment Vehicles) legally binding in writing upon the same terms and conditions as offered by the third party, (b) the time period to accept such offer was at least eight weeks, except if any company of the Acquired Group is in breach of, or will at the next covenant testing date be in breach of any financial covenant under the Facility Agreement in which case a time period of 2 weeks to accept such offer shall be sufficient (which period shall be expressly stated in the offer) and (c) if none of the Sellers has accepted such offer within the stated time period. The provisions of this article 17.2 applies mutatis mutandis to any other transfers of the majority of shares in DS Produkte or the majority of its assets to any third person other than one or more Affiliate of the Shareholders (in particular other than a Refinancing). Should such transfer as described in the preceding sentence result in a consideration below the minimum consideration described in Sentence 1 of this article 17.2, the other Sellers are further not obliged to support a Realisation by any action or other means and the respective Selling Shareholder is not entitled to pursue such transaction, unless an offer as described in this article 17.2 has been made to the other Sellers and heirs and/or Investment Vehicles but has not been accepted by any of them.

17.3 No sale of Shares other than a Permitted Transfer shall be made by a Shareholder (the "Selling Shareholder") if it would result in any person and its Affiliates (other than the Palamon Group) (the "Acquirer") alone, or acting in concert with a group of persons, holding more than 50% of the Shares then in issue unless the Acquirer shall have made a binding offer (with no conditions other than those which apply to the proposed transfer of all the respective Shares) to the other Shareholders to acquire all their Shares and any PECs or other securities or instruments issued by the Company then held by them at a price at least equal to the price per Share (or part thereof) and for such other securities or instruments offered by the Acquirer to the Selling Shareholder wanting to divest provided that if and to the extent the Selling Shareholder(s) has/have agreed to sell classes of Shares, PECs, certificates or instruments different from those classes of Shares, PECs, certificates and instruments held by the other holders of Shares, or PECs, the consideration for all such Shares, certificates and instruments shall be allocated in accordance with article 27 which shall apply mutatis mutandis. The offer to the other Shareholders shall be open for acceptance for at least (fifteen) 15 days after receipt of such offer and the completion of such offer shall be subject to the completion of the proposed Transfer of the Selling Shareholder to the Acquirer and, upon request, the other Shareholders and their advisors shall on the condition of confidentiality be given the opportunity to review the terms and conditions for the proposed transfer from the Selling Shareholder to the Acquirer. The Board of Managers shall approve of and register the Transfer by the Selling Shareholder only, if this article 17.3 has been duly observed.

17.4 Article 17.3 shall apply mutatis mutandis to the benefit of the Sellers, their heirs and any of the Investment Vehicles in the event of any Transfer by the Luxco One or any member of the Palamon Group or any of their Permitted Transferees of all or a part of their Shares, PECs or other instruments or securities to any person for which the approval of the Board of Managers pursuant to article 15.5.8 is required or which is permitted under article 15.5.1 and in relation to which none of the other cases set forth in article 15.5 is applicable. In case of a partial transfer, article 17.3 shall apply (i) in respect of a pro rata portion of the Sellers holding of Shares, PECs or other instruments or securities which is proportional to the aggregate holding of Preferred Shares B of the Sellers upon Completion (as increased by any additional Preferred Shares B issued pursuant to article 15.12) compared to the aggregate holding of Preferred Shares A in issue upon Completion and (ii) if following the exercise of the right pursuant to article 17.3, the Sellers are entitled to transfer a part of their Preferred Shares C and D, the Sellers shall have the right to convert the part of their entitlement in respect of the Share Surpluses C and D (to the extent subject to the Transfer pursuant to the article 17.4) into a commercially equivalent debt or equity instrument to be transferred to the Acquirer with preference rights equivalent to those attaching to the Preferred Shares C and D but with no voting rights and the amount of the Share Surpluses C and D shall be reduced accordingly.

Art. 18. Realisation

18.1 It is the intention of the Palamon Funds and Luxco One to achieve an optimized Realisation at a time selected by the Palamon Funds, including repayment or settlement of the other securities and instruments issued to the Shareholders by the Acquired Group. Subject to article 17.2 above, each of the other Shareholders shall take such action and give such co-operation and assistance as the Palamon Funds or Luxco One or any of their Permitted Transferees may reasonably request in this context including without limitation, the preparation of an information memorandum or prospectus and the giving of presentations to potential purchasers, investors, underwriters, financiers and their respective advisers with a view to facilitating such Realisation and a possible conversion of the Company under the 1915 Law into another legal form, or a liquidation of the Company, as may be requested by Luxco One or the Palamon Funds.

18.2 In the event of a Listing the Sellers shall be bound to enter into a non-compete undertaking for the benefit of the entity to be listed with the scope as agreed between the Sellers and LuxCo One for a period of up to 18 months and shall be bound to accept customary lock up obligations and transfer any Shares subject to such lock up into blocking accounts.

Art. 19. Minority Default

19.1 The Company shall be entitled to redeem, to acquire or to nominate an acquirer for all of the Shares and other certificates and instruments held by DS KG, DS or RD on the terms of this article 19 and each DS KG, DS and RD by entering into the Shareholders' Agreement grants the Company, the right to so acquire, redeem, or nominate an acquirer for, and undertakes to assign and transfer, his entire holding of Shares and other certificates and instruments if any of the following events occurs ("Default Call Option"):

19.1.1 insolvency, composition, bankruptcy (including any statutory procedures requiring him to give a declaration as to his assets) or similar proceedings in any jurisdiction are formally opened against a Seller;

19.1.2 insolvency, composition, bankruptcy (including any statutory procedures requiring the making of a declaration as to his assets) or similar proceedings in any jurisdiction are formally opened (or declined for lack of assets) against any vehicle through which a Seller holds all or part of his Shares and other certificates or instruments;

19.1.3 the creation of any Encumbrance over (unless the same is terminated or released within two months after its creation could have become known to him) or any enforcement or equivalent proceedings being initiated against him or an Investment Vehicle of him and not stayed or suspended within a period of two months (from the time he could have been aware of it) unless required under the Shareholders' Agreement;

19.1.4 a Seller ceasing either to control or to be economic owner of at least the majority of the statutory interest of any Investment Vehicle through which a Seller holds all or part of his Shares and other certificates or instruments;

19.1.5 on a divorce if the German matrimonial law on community of surplus or separation of property does not apply to the Manager and, furthermore, the divorce impacts the control, economic ownership and transferability of the Shares or any other instruments or certificates; and

19.1.6 if in the event of the death of a Seller his Shares and other certificates or instruments are bequeathed to more than one heir or otherwise his holding of Shares and other certificates or instruments becomes owned by more than one person, unless within a period of four months those heirs or other persons (i) irrevocably appoint (such appointment to be made by all of them by way of written notice to all Shareholders) one of them as a joint representative who by way of contractual agreement shall have been authorised irrevocably to exercise exclusively all rights of the heirs and those other persons, do all acts and make all declarations on behalf of the heirs in connection with their capacity as Shareholders and Parties to the Shareholders' Agreement (such process to be re-iterated if the joint representative ceases to perform his function due to incapacity or death); provided that if any of them fails to honour such arrangement or, if the Shares are held in joint ownership (Gesamthand), any of them requires the dissolution of such joint ownership, a Default Call Option shall be exercisable against all such heirs and other persons and (ii) each of them in respect of himself delivers to the other Shareholders a Deed of Adherence and a Voting Undertaking.

19.2 The consideration or compensation to be paid to the Seller upon the exercise of a Default Call Option shall be the value of the Shares, i.e. the nominal value as increased by the amount of any paid up Share Surplus C and D) or other securities or instruments subject to the Default Call Option as at the Completion Date, but in no event more than their fair market value at the time of the exercise of the Default Call Option which shall take into account the business, operating and market position and the financial condition and prospects of the Acquired Group on a going concern basis and the size of the Sellers participation and, for the avoidance of doubt, any preference rights as set out in article 27.

19.3 If a Shareholder fails to comply with its obligations under this article 19 in respect of the Shares registered in its name, the Board of Managers may (and shall, if so requested by any Shareholder (other than the Seller in question)) authorise any Board Member to execute, complete and deliver as agent for and on behalf of that Manager a transfer of the relevant Shares in favour of the relevant transferee to the extent that the transferee has put the Company in cleared funds in respect of the consideration as determined under article 19.2 due for the Shares. The Board of Managers shall authorise registration of the transfer(s), after which the validity of such transfer(s) shall not be questioned by any person. Each defaulting Shareholder shall surrender his share certificates (if any) relating to the Shares (or provide an indemnity in respect thereof in a form satisfactory to the Board of Managers) to the Company. On, but not before, such surrender

or provision, each affected Shareholder shall be entitled to the consideration as determined under article 19.2 due for the Shares transferred on its behalf, without interest.

Art. 20. Call Option against Seller's heirs

20.1 For the purpose of the present article:

20.1.1 "Exercise Date" means the date on which the Company gives notice pursuant to article 20.3 to exercise a Triggered Option; and

20.1.2 "Market Value" shall mean the fair market value of the Seller's entire Equity Stake as defined below as agreed by the heirs of the relevant Seller and the Board of Managers within 30 days of the Exercise Date, or, failing such agreement, as determined by an independent firm of qualified accountants of international reputation appointed jointly by the Company and the Seller's heirs, acting as an independent expert (not an arbitrator) whereby each of the Company and the Seller's heirs shall bear 50% of the costs of such independent expert. In the event, the Shareholders cannot agree on the appointment of an independent expert such expert shall be proposed by the Institut der Wirtschaftsprüfer, Düsseldorf. The valuation shall in either case be in accordance with the IDW S1 accounting standard of the Institut der Wirtschaftsprüfer, Düsseldorf and shall take into account the business, operating and market position and the financial condition (in particular the level of cash and financial and other debt) and prospects of the Acquired Group on a going concern basis and the size of the Seller's Equity Stake and, for the avoidance of doubt, any preference rights as set out in articles 27.4 and 27.5.

20.2 If a Seller passes away, the Company shall be entitled, at its discretion, to redeem or acquire, or to nominate a third party to acquire all of the Shares and other securities or other instruments issued by the Company and any other member of the Acquired Group of the Seller ("Seller's Equity Stake") on the terms of the present article 20 and each Seller hereby grants the Company the right to so redeem, acquire or nominate an acquirer for and undertakes to assign and transfer the entire Seller's Equity Stake in such circumstances ("Call Option"). The Seller's Equity Stake shall be transferred together with all ancillary rights attaching thereto including any right to (preferred) dividends or interest for periods preceding the Exercise Date except if and to the extent paid already as of the date of the Exercise Date.

20.3 If a Call Option becomes exercisable pursuant to article 20.2 (the "Triggered Option"), the Triggered Option may be exercised by the Company or its nominee (following a resolution of the Board of Managers to that effect) by notice in writing to the Seller's heirs at any time. In such notice of exercise the Company or its nominee may elect either to redeem or to acquire the Seller's Equity Stake subject to the Triggered Option itself or that by way of performance of the Triggered Option the Seller's heirs shall transfer the Seller's Equity Stake to a person nominated by it and the Seller's heirs shall enter into any documentation as is necessary or, in the reasonable discretion of the Board of Managers, desirable to effect the transfer or redemption.

20.4 The price at which any Seller's Equity Stake is transferred under the present article 20 (the "Transfer Price") shall be its Market Value; provided that if a Realisation by way of Sale or Listing occurs within 6 months from the exercise of the Call Option and if pursuant to such Realisation the proceeds that would have been allocable to the Seller's Equity Stake from such Realisation pursuant to article 27 (or in a partial Sale or Listing to the relevant part of the Seller's Equity Stake subject to the Sale or Listing) would have been higher if the Call Option had not been exercised, the acquirer or, in the event of a redemption, the Company shall pay to the Seller's heirs from the proceeds of the Realisation an amount equal to the difference between the Market Value and the proceeds that would have been allocable to the Seller's Equity Stake in such Realisation within 7 days from receipt of such proceeds.

20.5 The Transfer Price pursuant to article 20.4 shall be determined as of the last balance sheet date of the Acquired Group preceding the Exercise Date.

20.6 The Transfer Price shall be payable within 1 month after the Exercise Date and the transfer of title to the Seller's Equity Stake shall be subject to the due payment of the Transfer Price.

20.7 If the Seller's heirs fail to comply with their obligations under the present article 20 in respect of the Shares registered in their name, the Board of Managers may (and shall, if so requested by any Shareholder (other than the Seller's heirs in question)) authorize any Board Member to execute, complete and deliver as agent for and on behalf of that Seller's heirs a transfer of the relevant Shares in favour of the relevant transferee to the extent that the transferee has put the Company in cleared funds in respect of the consideration as determined under article 20.4 due for the Shares. The Board Members shall authorize registration of the transfer(s), after which the validity of such transfer(s) shall not be questioned by any person.

20.8 In the event a Seller passes away and such Seller is not a direct shareholder of the Company, but the Shares allocated to such Seller are held through DS KG, the provisions of the present article 20 shall also apply to such vehicle accordingly, but only in relation to such participation of Shares as is allocated to the deceased Seller.

E. - Decisions of the sole shareholder - Collective decisions of the shareholders

Art. 21.

21.1. Unless explicitly otherwise provided for in the present Articles or required by mandatory law, including but not limited to the 1915 Law, all resolutions of the General Meeting (as defined below) of the Shareholders require a simple majority of the votes capable of being cast. Regardless of any special majority as may be required under mandatory law,

including but not limited to the 1915 Law, the Shareholders agree to use their voting rights in a manner consistent with the commitments undertaken by each of them in the present Articles and, in particular, to vote in favour of any resolution proposed by the majority of the Shareholders for:

21.1.1 the approval of any third party as a shareholder of the Company, if such third party becomes a transferee provided that the provisions set forth in articles 15 and 18 inclusive have been duly observed;

21.1.2 the approval or the implementation of any measure proposed by Luxco One conducive to a Realisation pursuant to article 18.1;

21.1.3 if required, the appointment as member of the Board of Managers of persons duly nominated under article 8;

21.1.4 if required, the removal of a member of the Board of Managers if the Shareholders, which initially nominated or proposed such member; have requested such removal;

21.1.5 subject to the due observation of article 15.7, any issue of Shares or other instruments or any other financing measures; and

21.1.6 any measure to rectify or avoid any breach of any covenant or any default or non-performance under the Facilities Agreement.

21.2 All Shareholders' decisions are taken by the general meeting of the Shareholders to be held at the registered office of the Company and at least once a year (the "General Meeting"). However, the holding of a meeting is not compulsory as long as the number of Shareholders is less than twenty-five and in such case Shareholders' resolutions may be validly passed in writing. Any regularly constituted meeting of Shareholders of the Company or any valid written resolution (as the case may be) shall represent the entire body of the Shareholders of the Company.

21.3. Each Shareholder may take part in General Meetings or written resolutions. Each Shareholder has a number of votes equal to the number of Shares he owns and may validly act at any meeting of Shareholders through a special proxy.

21.4. Unanimous written resolutions may be passed at any time by facsimile, by e-mail or in telephone or videoconferences.

21.5. Save a higher majority as provided herein, collective decisions are only validly taken in so far as they are adopted by Shareholders owning together more than half of the share capital.

21.6 The Shareholders may not change the nationality of the Company otherwise than by unanimous consent. Any other amendment of the Articles requires the approval of a majority of Shareholders representing three-quarters of the share capital at least.

Art. 22. In the case of a sole Shareholder, such Shareholder exercises the powers granted to the General Meeting of Shareholders under the provisions of section XII of 1915 Law.

F. - Financial year - Annual accounts - Distribution of profits

Art. 23. The Company's year commences on January 1st, and ends on December 31st.

Art. 24. Each year on December 31, the accounts are closed and the Board Member(s) prepare(s) an inventory including an indication of the value of the Company's assets and liabilities. Each Shareholder may inspect the above inventory and balance sheet at the Company's registered office.

Art. 25. Distribution

25.1 Five per cent (5%) of the net profit is set aside for the establishment of a statutory reserve, until such reserve amounts to ten per cent (10%) of the share capital.

25.2 No dividends shall be payable to the Shareholders without the consent of (a) the Board of Managers and (b) to the extent required by law, of the General Meeting of the Shareholders with a simple majority of the votes capable of being cast.

25.3 Subject always to the above article 25.2, the order of priority set forth in article 27.1 through 27.9 shall apply mutatis mutandis to any distribution to Shareholders and/or holders of PECs and/or of other forms of security, including any payment of dividends.

G. - Dissolution - Liquidation

Art. 26. In the event of a dissolution of the Company, the Company shall be liquidated by one or more liquidators, who need not be Shareholders, and which are appointed by the General Meeting of Shareholders, which will determine their powers and fees. Unless otherwise provided, the liquidators shall have the most extensive powers for the realisation of the assets and payment of the liabilities of the Company.

Art. 27. In the event of any liquidation or winding up of the Company, the Shareholders hereby agree that to the extent legally permissible, it is intended that the proceeds of liquidation be applied to instruments issued by the Company by order of priority as follows:

27.1. firstly, all debt instruments issued by the entity being liquidated shall be fully repaid in order of the priority specified in such instruments (failing which, pari passu) and pari passu between the holders of a particular instrument, including in each case all accrued but unpaid interest;

27.2. secondly, any outstanding amounts payable by BidCo to the Sellers as earn out payment including interest, if any, pursuant to clause 3.4 of the Acquisition Agreement;

27.3. thirdly, any transaction costs relating to a Realisation;

27.4 fourthly, all PECs issued by the entity being liquidated in connection with Annex C and Schedule 2.3 of the Shareholders' Agreement shall be fully repaid pari passu between such instruments and pari passu between the holders of a particular instrument or class of shares, including in each case all accrued but unpaid interest;

27.5 fifthly, to the extent not already paid, to the holders of Preferred Shares A, pari passu between the holders of particular classes of Preferred Shares A, an amount equivalent to the nominal value of the Preferred Shares A and the amount of any Share Surplus A plus any unpaid preferred dividend as attaching thereto;

27.6 sixthly, to the extent not already paid, to the holders of Preferred Shares B, C and D, pari passu between the holders of particular classes of Preferred Shares B, C and D, an amount equivalent to the nominal value of the Preferred Shares B, C and D and any amount of the Share Surplus B, C and D plus any unpaid preferred dividend as attaching thereto;

27.7 seventhly, any shares bearing a preference other than those referenced pursuant to articles 27.5 and 27.6 above issued by the entity being liquidated shall be fully repaid in the order of preference under the Articles of the relevant entity and pari passu between the holders of a particular class of such shares, including in each case all accrued but unpaid dividends;

27.8 eighthly, any other equity securities (other than ordinary shares) issued and then any share premium or payment to capital reserves made by a shareholder in the entity being liquidated in respect of a share shall be returned to that shareholder (or its successor in title to such share) as the case may be,

27.9 finally, the remaining liquidation proceeds shall be distributed among the holders of ordinary shares (e.g. ordinary shares underlying to options subscribed by Managers via a Warehouse) and Preferred Shares A and B pro rata to their shareholdings thereof,

provided that to the extent the proceeds do not suffice for all payments due under articles 27.1 to 27.9 they shall be applied to the relevant entitlements in the order as indicated, i.e. any entitlement as referenced in any given level of priority pursuant to articles 27.1 to 27.9 shall be paid only if and to the extent any of the entitlements in any of the preceding levels of priority have been satisfied in full and, if and to the extent the proceeds do not suffice for all payments within a given level of priority, the amount of proceeds applicable to such level of priority shall be applied to the relevant persons pro rata to their entitlements thereunder which shall rank pari passu.

27.10 The preceding liquidation rights shall also apply mutatis mutandis to the extent legally permissible in the event of a sale of all or substantially all of the assets of the Company (or the Company and its subsidiaries taken as a whole), a merger, consolidation or takeover of the Company, or a (partial) listing of the Company or a vehicle created for those purposes or a (partial) Realisation by way of sale of the Shares or otherwise.

H. - Others

Art. 28. All matters not governed by these Articles of Association shall be determined in accordance with the law of 10 August 1915 concerning commercial companies, as amended.

Art. 29. Definitions.

Acquired Group	means the Company and its subsidiaries from time to time;
Acquirer	has the meaning given to it in article 17.3;
Acquisition Agreement	means the Share Purchase and Transfer Agreement between BidCo as Purchaser and DS Anteilsverwaltungs GmbH & Co. KG, DS KG, DS and RD as Sellers dated November 3, 2008 (notarial deed of the notary public Dr. Sebastian Gronstedt, Frankfurt am Main, UR-no. 176/2008) regarding the acquisition of all shares in DS Produkte and any ancillary documents executed or to be executed pursuant to it inter alia with the Parties to the Shareholders' Agreement;
Add-on Investment	has the meaning given to it in article 15.8.2;
Affiliate or Affiliated	when used (i) with reference to a specified person (excluding, however, any individual), shall mean any person that directly or indirectly through one or more intermediaries owns or controls, is owned or controlled by or is under common control or ownership with the specified person. For such purposes and for the purposes of the definition of Palamon Group, the term "control" (including the terms "controlling", "controlled by" and "under common control with") shall mean the possession, direct or indirect, of the power to direct or cause the direction of the management and policies of a person, whether through the ownership of a majority of voting securities, by contract or otherwise and, for the avoidance of doubt, a person which is the general partner of a limited partnership controls that limited partnership and in addition when used (ii) with reference to a member of the Palamon Group shall mean any other member of the Palamon Group;
Articles	means the present articles of association, as amended from time to time;

BidCo	means DS Holding GmbH (Blitz F08-sechs-zwei GmbH), a limited liability company (Gesellschaft mit beschränkter Haftung) incorporated under the laws of Germany, to be registered with the commercial register of the local court of Frankfurt am Main, having its registered office at Mainzer Landstraße 47, 60329 Frankfurt am Main, Germany
Board Members	has the meaning given to it in article 8.1;
Board of Managers	means the board of managers of the Company from time to time;
Call Option	has the meaning given to it in article 20.2;
Deed of Adherence	means a document completed under which a permitted transferee or assignee of one of the Shareholders or a subscriber for shares, PECs or other instruments or securities issued by the Company or other third party agrees to be bound to the terms of the Shareholders' Agreement as if it had been a signatory;
Deed of Acknowledgement and Undertaking	means a document completed in case of a transfer or assignment or a subscription to new Shares, PECs or other instruments or securities issued by the Company to a Manager and/or his investment vehicle if applicable;
DS	means Dieter Schwarz, with residential address at Kurpromenade 12, 23669 Timmendorfer Strand, Germany;
DS KG	means DS Beteiligungs KG (GmbH & Co.), registered with the commercial register at the local court of Lübeck under HRA 2276 RE and having its registered office at Stormarnring 14, 22145 Stapelfeld;
DS Produkte	means DS Produkte Dieter Schwarz GmbH, registered with the commercial register at the local court of Lübeck, Germany, under registration number HRB 3576 RE and having its corporate headquarters at Stormarnring 14, 22145 Stapelfeld, Germany
Encumbrance	means any mortgage, charge, claim, pledge, lien, restriction, assignment, hypothecation, security interest, title retention, or any other agreement or arrangement the effect of which is the creation of security, or any other interest, equity or other right of any person, or any agreement or arrangement to create any of the same, and "encumber" shall be construed accordingly;
ERISA	means the Employee Retirement Income Security Act 1974 as amended;
ERISA Board Member	has the meaning given to it in article 14.1;
ERISA Funds(s)	means both or either of Palamon II and Palamon II BOA and any Permitted Transferees of the Palamon Funds or Luxco One which intends to qualify as an exempted VCOC requires certain control and management rights under ERISA;
Exercise Date	has the meaning given to it in article 20.1.1;
Existing Shareholder	has the meaning given to it in article 15.7;
Facilities Agreements	has the meaning given to it in article 9.8.11;
Investment Vehicle	has the meaning as set out in article 15.5.4;
Investors	means Luxco One, the Palamon Funds and any of their Permitted Transferees;
Listing	means the admission to listing on any internationally recognised securities market and the offering of all or part of the shares (or the equivalent securities following a reconstruction or amalgamation) of the Company (or its legal successor as the case may be) a subsidiary of the Company or a newly-formed company of which the Company or its legal successor is a subsidiary;
Luxco One	means DS Luxembourg One S.à r.l, a private limited liability company (société à responsabilité limitée) incorporated under the laws of Luxembourg, registered with the Luxembourg Register of Commerce and Companies under number B 142.136, having its registered office at 5, rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg;
Manager	means an officer or employee of any member of the Acquired Group who, upon resolution of the Board of Managers, is invited to subscribe directly or indirectly for Shares or options for the acquisition of Shares and does so in accordance with the terms of the present Articles;
Market Value	has the meaning given to it in article 20.1.2;
Palamon	means (i) Palamon European Equity II, LP, a limited partnership organised and existing under the laws of England & Wales, having its registered office located at Cleveland House, 33 King Street, London SW1Y 6RJ, England ("Palamon II") and (ii) Palamon European Equity II "BOA", LP, a limited partnership organised and existing under the laws of England & Wales, having its registered office located at Cleveland House, 33 King Street, London SW1Y 6RJ, England ("Palamon II BOA");
Palamon Funds	means (i) Palamon European Equity II, LP, a limited partnership organised and existing under the laws of England & Wales, having its registered office located at Cleveland House, 33 King Street, London SW1Y 6RJ, England ("Palamon II") and (ii) Palamon European Equity II "BOA", LP, a limited partnership organised and existing under the laws of England & Wales, having its

	registered office located at Cleveland House, 33 King Street, London SW1Y 6RJ, England ("Palamon II BOA");
Palamon Group	means: <ul style="list-style-type: none"> (a) the Palamon Funds; (b) any persons who are Affiliates (within the meaning of paragraph (i) of the definition of Affiliate) of the Palamon Funds (the "Palamon Affiliates"); (c) any nominee of the Palamon Funds or the Palamon Affiliates holding assets or shares for the account of the Palamon Funds or the Palamon Affiliates; (d) any limited partner or general partner of the Palamon Funds or their Affiliates; (e) any person controlled by the Palamon Funds or the Palamon Affiliates or controlled by any combination of the Palamon Funds and the Palamon Affiliates and any general partner of the Palamon Funds or the Palamon Affiliates or which is controlled by any general partner of any of the Palamon Funds or the Palamon Affiliates; and (f) any other limited partnership, fund or collective investment or co-investment plan managed or controlled by (i) a general partner of the Palamon Funds or (ii) the Palamon Funds or (iii) by any other person controlled by, or subject to the control of, the general partner of any of the Palamon Funds (or the representative(s) or holder(s) or trustee(s) of any such partnership, fund or plan or any unit holder or other beneficiary of said partnership, fund or plan);
PECs	means the preferred equity certificates to be issued by the Company as registered form securities on the basis of the terms and conditions for preferred equity certificates;
Permitted Transfers	means a disposal made in accordance with article 16 (the transferees of the shares or subscription rights transferred as a consequence of the Permitted Transfers being the "Permitted Transferees");
Plan Asset Regulations	means the "plan assets" regulation (29 CFR 25103-101) under ERISA;
Preferred Shares A 1 through 4	means those preferred shares (action préférentielle) in the Company, divided into four classes of shares as Preferred Shares A1 - A4 with a nominal value of EUR 1.00, with those class rights attaching thereto as set forth in the present Articles,
Preferred Shares B 1 through 4	means those preferred shares (action préférentielle) in the Company, divided into four classes of shares as Preferred Shares B1 - B4 with a nominal value of EUR 1.00, with those class rights attaching thereto as set forth in the Articles, each of which shall be issued to DS KG in consideration for the contribution by way of assignment of a portion of a claim in the amount of EUR 1,125,000 of DS KG against the Company to the Company, which claim is arising under the assignment by DS KG of a part of its purchase price claim against BidCo under the Acquisition Agreement to the Company;
Preferred Shares C	means those preferred shares (action préférentielle) in the Company, with a nominal value of EUR 1.00 each of which shall be issued to DS KG regarding RD in consideration for the contribution by way of assignment of a portion of a claim in the amount of EUR 5,175,000 of DS KG against the Company to the Company, which claim is arising under the assignment by DS KG of a part of its purchase price claim against BidCo under the Acquisition Agreement to the Company;
Preferred Shares D	means those preferred shares (action préférentielle) in the Company with a nominal value of EUR 1.00 each of which shall be issued to DS KG regarding DS in consideration for the contribution by way of assignment of a portion of a claim in the amount of EUR 2,587,500 of DS KG against the Company to the Company, which claim is arising under the assignment by DS KG of a part of its purchase price claim against BidCo under the Acquisition Agreement to the Company;
RD	means Ralf Dümmel, with residential address at Meiendorfer Weg 69 a, 22145 Hamburg, Germany;
Realisation	means a Sale or a Listing or a Refinancing;
Refinancing	shall be the raising of debt or equity finance by the Acquired Group or an Affiliate thereof for the purpose of repaying all or part of the existing debt obtained pursuant to the Facility Agreements and / or the payment of proceeds to the Shareholders and any transaction ancillary or conducive thereto;
Sale	means a sale of more than fifty percent (50%) of the Shares or of the business of the Acquired Group in one transaction or a series of related transactions provided that a Sale shall not include a sale by way of Syndication;
Secretary	has the meaning given to it in article 9.9;
Sellers	means Dieter Schwarz and Ralf Dümmel and DS KG, for as long as DS KG holds shares in the Company;

Seller's Equity Stake	has the meaning given to it in article 20.2;
Selling Investors	has the meaning given to it in article 17.1;
Selling Shareholder	has the meaning given to it in article 17.3;
Shareholders	means a holder of the Shares from time to time;
Shares	means the ordinary and preferred shares in the Company as issued and outstanding from time to time;
Share Surplus A	has the meaning given to it in article 6.2;
Share Surplus B	has the meaning given to it in article 6.3;
Share Surplus C	has the meaning given to it in article 6.4;
Share Surplus D	has the meaning given to it in article 6.5;
Shareholders' Agreement	means the investment and shareholders' agreement in relation to the Company, as amended from time to time;
Syndication	means the transfer of Shares and / or other securities or instruments issued by the Company and / or subscription rights to any of the foregoing from Luxco One or the Palamon Funds or any member of the Palamon Group to one or more financial investors or their Affiliates (other than an operative company) ("Syndication Partner") up until such Syndication Partners (after the exercise of any subscription right) in aggregate hold such portion of Shares and / or other securities or instruments as is equal to the portion of the Shares then in aggregate held by Luxco One and the Palamon Funds or any member of the Palamon Group.
Syndication Partner	has the meaning given to it in the definition of Syndication;
Transfer Price	has the meaning given to it in article 20.4;
Triggered Option	has the meaning given to it in article 20.3;
VCOC	means a "venture capital operating company" within the meaning of the Plan Asset Regulations;
Voting Undertaking	means the undertaking to be given by each Shareholder, subject to German law, in respect of exercising voting rights to implement and comply with the present Articles;
Warehouse	means Luxco One or any of its Permitted Transferees acting as a warehouse to acquire ordinary shares on behalf of a Manager, provided that such Warehouse shall have the right to subscribe for such number of ordinary shares as are underlying to the options granted to the Managers and at the subscription price as agreed pursuant to the option agreement and be reimbursed by the Company for any reasonable costs and expenses arising in connection therewith; and
1915 Law	means the Luxembourg law dated 10 August 1915 on commercial companies as amended from time to time.

Other terms in capital letters shall have the meaning given to them in the Shareholders' Agreement.

Costs and Expenses

The costs, expenses, remuneration or charges of any form whatsoever incumbent to the Company and charged to it by reason of the present deed are assessed to fifty-three thousand euro.

Whereof the present deed is drawn up in Luxembourg, on the day stated at the beginning of this document.

The undersigned notary who speaks and understands English, states herewith that the present deed is worded in English, followed by a French version; on request of the appearing parties and in case of divergences between the English and the French text, the English version will prevail.

The document having been read to the proxy holder of the appearing parties known to the notary by her name, first name, civil status and residence, the proxy holder of the appearing parties signed together with the notary the present deed.

Suit la traduction en français du texte qui précède

L'an deux mille huit, le vingt-six novembre.

Par-devant Maître Jean-Joseph WAGNER, notaire résidant à Sanem, Grand-Duché de Luxembourg.

Ont comparu:

- DS LUXEMBOURG ONE S.à r.l., une société à responsabilité limitée régie selon les lois du Grand-Duché de Luxembourg, ayant son siège social au 5, rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg et immatriculée auprès du Registre du Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 142.136,

ici représentée par Madame Nadia WEYRICH, employée privée, demeurant professionnellement à Belvaux, en vertu d'une procuration sous seing privé donnée en date du 26 novembre 2008.

- PALAMON EUROPEAN EQUITY II L.P., un limited partnership régi selon les lois d'Angleterre et du Pays de Galles, ayant son siège social à Cleveland House 33 King Street, Londres, SW1Y 6RJ, immatriculé à Cardiff sous le numéro LP 10434,

ici représentée par Madame Nadia WEYRICH, prénommée, en vertu d'une procuration sous seing privé donnée en date du 26 novembre 2008.

- PALAMON EUROPEAN EQUITY II "BOA" L.P., un limited partnership régi selon les lois d'Angleterre et du Pays de Galles, ayant son siège social à Cleveland House 33 King Street, Londres, SW1Y 6RJ, immatriculé à Cardiff sous le numéro LP 10450,

ici représentée par Madame Nadia WEYRICH, prénommée, en vertu d'une procuration sous seing privé donnée en date du 26 novembre 2008.

Les procurations signées ne varient par la mandataire des parties comparantes et par le notaire soussigné resteront annexées au présent acte pour être soumises avec lui aux formalités de l'enregistrement.

Lesquelles parties comparantes sont les associés de "DS LUXEMBOURG TWO S.à r.l." (ci après la "Société"), une société à responsabilité limitée régie selon les lois du Grand-Duché de Luxembourg, ayant son siège social au 5, rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg et immatriculée auprès du Registre du Commerce et des Sociétés sous le numéro B 142.135, constituée suivant un acte du notaire soussigné en date du 1er octobre 2008, dont les statuts ont été publiés au Mémorial C, Recueil Spécial des Sociétés et Associations du 22 octobre 2008 (numéro 2586, page 124105) (le "Mémorial C") et ont été modifiés suivant acte reçu par le notaire soussigné le 25 novembre 2008.

Lesquelles parties comparantes, représentant l'intégralité du capital social, ont requis le notaire instrumentant d'acter les résolutions suivantes:

Première résolution

Les associés décident de créer dix catégories de parts sociales désignées comme les parts sociales préférentielles de catégorie A1 (ci-après désignées comme les "Parts Sociales Préférentielles de Catégorie A1"), les parts sociales préférentielles de catégorie A2 (ci-après désignées comme les "Parts Sociales Préférentielles de Catégorie A2"), les parts sociales préférentielles de catégorie A3 (ci-après désignées comme les "Parts Sociales Préférentielles de Catégorie A3"), les parts sociales préférentielles de catégorie A4 (ci-après désignées comme les "Parts Sociales Préférentielles de Catégorie A4"), les parts sociales préférentielles de catégorie B1 (ci-après désignées comme les "Parts Sociales Préférentielles de Catégorie B1"), les parts sociales préférentielles de catégorie B2 (ci-après désignées comme les "Parts Sociales Préférentielles de Catégorie B2"), les parts sociales préférentielles de catégorie B3 (ci-après désignées comme les "Parts Sociales Préférentielles de Catégorie B3"), les parts sociales préférentielles de catégorie B4 (ci-après désignées comme les "Parts Sociales Préférentielles de Catégorie B4"), les parts sociales préférentielles de catégorie C (ci-après désignées comme les "Parts Sociales Préférentielles de Catégorie C") et les parts sociales préférentielles de catégorie D (ci-après désignées comme les "Parts Sociales Préférentielles de Catégorie D"), chacune ayant une valeur nominale de un euro (EUR 1,-).

Deuxième résolution

Les associés décident de transformer les trois millions huit cent soixante-quinze mille (3.875.000) parts sociales ordinaires existantes, ayant une valeur nominale d'un euro (EUR 1,-) chacune, en (i) neuf cent soixante-huit mille sept cent cinquante (968.750) Parts Sociales Préférentielles de Catégorie A1, (ii) neuf cent soixante-huit mille sept cent cinquante (968.750) Parts Sociales Préférentielles de Catégorie A2, (iii) neuf cent soixante-huit mille sept cent cinquante (968.750) Parts Sociales Préférentielles de Catégorie A3, (iv) neuf cent soixante-huit mille sept cent cinquante (968.750) Parts Sociales Préférentielles de Catégorie A4, ayant une valeur nominale de un euro (EUR 1,-) chacune.

En conséquence de ce qui précède, les parts sociales de la Société sont désormais détenues comme suit:

a) DS LUXEMBOURG ONE S.à r.l.

(i) neuf cent soixante-huit mille sept cent quarante-huit (968.748) Parts Sociales de Catégorie A1;

(iii) neuf cent soixante-huit mille sept cent cinquante (968.750) Parts Sociales de Catégorie A2;

(iii) neuf cent soixante-huit mille sept cent cinquante (968.750) Parts Sociales de Catégorie A3;

(iv) neuf cent soixante-huit mille sept cent cinquante (968.750) Parts Sociales de Catégorie A4;

b) PALAMON EUROPEAN EQUITY II L.P.

(i) une (1) Part Sociale de Catégorie A1.

c) PALAMON EUROPEAN EQUITY II "BOA" L.P.

(i) une (1) Part Sociale de Catégorie A1.

Troisième résolution

Les associés décident d'augmenter le capital de la Société à concurrence d'un million cent vingt-cinq mille et deux euros (EUR 1.125.002,-) de façon à l'accroître de son montant actuel de trois millions huit cent soixante-quinze mille euros (EUR 3.875.000,-) à cinq millions et deux euros (EUR 5.000.002,-) en créant et en émettant (i) deux cent quatre-vingt-un mille deux cent cinquante (281.250) Parts Sociales Préférentielles de Catégorie B1, (ii) deux cent quatre-vingt un mille deux cent cinquante (281.250) Parts Sociales Préférentielles de Catégorie B2, (iii) deux cent quatre-vingt un mille deux cent cinquante (281.250) Parts Sociales Préférentielles de Catégorie B3, (iv) deux cent quatre-vingt un mille deux cent cinquante (281.250) Parts Sociales Préférentielles de Catégorie B4, (v) une (1) Part Sociale Préférentielle de Catégorie

C, émise avec une prime d'émission de cinq millions cent soixante quatorze mille neuf cent quatre-vingt dix-neuf (EUR 5.174.999,-) (la "Prime d'Emission C") et (vi) une (1) Part Sociale Préférentielle de Catégorie D, émise avec une prime d'émission de deux millions cinq cent quatre-vingt sept mille quatre cent quatre-vingt dix-neuf (EUR 2.587.499,-) (la "Prime d'Emission D"), ayant une valeur nominale d'un euro (EUR 1,-) chacune et ayant les droits et obligations décrits par les statuts de la Société, tels que refondus ci-dessous (collectivement désignées comme les "Nouvelles Parts Sociales"), avec le paiement d'un montant total de prime d'émission de sept millions sept cent soixante-deux mille quatre cent quatre-vingt dix-huit euros (EUR 7.762.498,-), par le biais d'un apport en nature de DS Beteiligungs KG (GmbH & Co.), un limited liability partnership (Kommanditgesellschaft) régi selon les lois allemandes, ayant son siège social au Stormarnring 14, 22145 Stapelfeld, Allemagne, immatriculé auprès du registre commercial de la cour locale de Lübeck sous le numéro HRA 2276 RE ("DS KG"), consistant dans le transfert d'une créance de DS KG contre la Société d'un montant de huit millions huit cent quatre-vingt-sept mille cinq cents euros (EUR 8.887.500,-) résultant de la cession d'une créance d'un montant total de huit millions huit cent quatre-vingt-sept mille cinq cents euros (EUR 8.887.500,-) à la Société suivant un Anteilskauf- und Abtretungsvertrag daté du 3 novembre 2008 (acte notarié du notaire Dr. Sebastian Gronstedt, Francfort, UR-no. 176/2008).

Souscription - Paiement

Est alors intervenu DS Beteiligungs KG (GmbH & Co.), précité, dûment représenté par Madame Nadia WEYRICH, prénommée, en vertu d'une procuration du 26 novembre 2008, a déclaré souscrire à (i) deux cent quatre-vingt un mille deux cent cinquante (281.250) Parts Sociales Préférentielles de Catégorie B1, (ii) deux cent quatre-vingt un mille deux cent cinquante (281.250) Parts Sociales Préférentielles de Catégorie B2, (iii) deux cent quatre-vingt un mille deux cent cinquante (281.250) Parts Sociales Préférentielles de Catégorie B3, (iv) deux cent quatre-vingt un mille deux cent cinquante (281.250) Parts Sociales Préférentielles de Catégorie B4, (v) une (1) Part Sociale Préférentielle de Catégorie C, souscrite avec une prime d'émission de cinq millions cent soixante quatorze mille neuf cent quatre-vingt dix-neuf (EUR 5.174.999,-) et (vi) une (1) Part Sociale Préférentielle de Catégorie D, souscrite avec une prime d'émission de deux millions cinq cent quatre-vingt sept mille quatre cent quatre-vingt dix-neuf (EUR 2.587.499,-) et payer entièrement chacune des Nouvelles Parts Sociales ainsi souscrites et la prime d'émission y relative, pour un montant total de huit millions huit cent quatre-vingt-sept mille cinq cents euros (EUR 8.887.500,-), et payées par un apport en nature de DS KG, consistant dans le transfert d'une créance de DS KG contre la Société d'un montant de huit millions huit cent quatre-vingt-sept mille cinq cents euros (EUR 8.887.500,-) résultant de la cession d'une créance d'un montant total de huit millions huit cent quatre-vingt-sept mille cinq cents euros (EUR 8.887.500,-) à la Société suivant un Anteilskauf- und Abtretungsvertrag daté du 3 novembre 2008 (acte notarié du notaire Dr. Sebastian Gronstedt, Francfort, UR-no. 176/2008) ("Apport en Nature").

DS Beteiligungs KG (GmbH & Co.), agissant par son mandataire dûment mandaté a déclaré qu'il n'existe pas d'obstacles au libre transfert, sans restriction ou limitation, de l'Apport en Nature à la Société et que des instructions valables ont été données en vue de l'accomplissement de toute notification, tout enregistrement ou de toute autre formalité nécessaire pour effectuer un transfert valable de l' Apport en Nature à la Société.

La preuve de la propriété par DS Beteiligungs KG (GmbH & Co.) de l'Apport en Nature a été donné au notaire soussigné.

De plus, DS LUXEMBOURG ONE S.à r.l., PALAMON EUROPEAN EQUITY II L.P., et PALAMON EUROPEAN EQUITY II "BOA" L.P., précités, agissant par leur mandataire dûment mandaté, font également état du fait qu'un rapport a été rédigé par la gérance de la Société le 26 novembre 2008, dans lequel l'Apport en Nature est décrit et évalué.

Ce rapport restera annexé au présent acte pour être soumis avec lui aux formalités de l'enregistrement.

L'apport total de huit millions huit cent quatre-vingt-sept mille cinq cents euros (EUR 8.887.500,-) est alloué comme suit: (i) un million cent vingt-cinq mille deux euros (EUR 1.125.002,-) au capital social (ii) cinq millions cent soixante quatorze mille neuf cent quatre-vingt-dix-neuf euros (EUR 5.174.999,-) au compte de Prime d'Emission C et (iii) deux millions cinq cent quatre-vingt-sept mille quatre cent quatre-vingt-dix-neuf (EUR 2.587.499,-) au compte de Prime d'Emission D.

Quatrième résolution

Considérant la refonte des statuts ci-dessous, les associés décident que la Société aura désormais l'objet suivant, ce qui est reflété à l'article 2, tel que refondu ci-dessous:

"La Société a pour objet la prise de participations, sous quelque forme que ce soit, dans des sociétés luxembourgeoises ou étrangères et toutes autres formes d'investissements, d'acquisition par voie d'achat, de souscription ou de toute autre façon aussi bien par transfert, par vente, échange ou autrement des titres de toute nature, et l'administration, le contrôle et le développement de son portefeuille.

Un objet supplémentaire de la Société est l'acquisition et la vente de biens immobiliers soit au Grand-Duché de Luxembourg soit à l'étranger, ainsi que toutes les opérations liées à des biens immobiliers, comprenant la prise de participations directes ou indirectes dans des sociétés au Luxembourg ou à l'étranger dont l'objet principal consiste dans l'acquisition, le développement, la promotion, la vente, la gestion et/ou la location de biens immobiliers.

La Société peut également garantir, accorder des sûretés à des tiers afin de garantir ses obligations ou les obligations de sociétés dans lesquelles elle détient une participation directe ou indirecte ou des sociétés qui font partie du même

groupe de sociétés que la Société, accorder des prêts à, ou assister autrement des sociétés dans lesquelles elle détient une participation directe ou indirecte ou des sociétés qui font partie du même groupe de sociétés que la Société.

La Société pourra exercer toutes activités de nature commerciale, industrielle, financière ou de propriété intellectuelle, estimées utiles pour l'accomplissement de ces objets."

Cinquième résolution

Considérant la refonte des statuts ci-dessous, les associés décident que la Société, vis-à-vis des tiers, est, en cas de Membre du Conseil Unique (tel que défini ci-dessus), valablement engagée par la seule signature du Membre du Conseil unique, ou, en cas de pluralité de Membres du Conseil (tel que défini ci-dessus), par la signature conjointe de deux Membres du Conseil, ce qui est reflété à l'article 10.2, tel que refondu ci-dessous.

Sixième résolution

Les associés décident de modifier et de refondre les statuts de la Société, qui doivent désormais être lus comme suit:

A. - Objet - Durée - Dénomination - Siège

Art. 1^{er}. Il existe une société à responsabilité limitée (ci-après la "Société") qui sera régie par la Loi de 1915, ainsi que par les présents Statuts et le Pacte d'Associés.

Art. 2. La Société a pour objet la prise de participations, sous quelque forme que ce soit, dans des sociétés luxembourgeoises ou étrangères et toutes autres formes d'investissements, d'acquisition par voie d'achat, de souscription ou de toute autre façon aussi bien par transfert, par vente, échange ou autrement des titres de toute nature, et l'administration, le contrôle et le développement de son portefeuille.

Un objet supplémentaire de la Société est l'acquisition et la vente de biens immobiliers soit au Grand-Duché de Luxembourg soit à l'étranger, ainsi que toutes les opérations liées à des biens immobiliers, comprenant la prise de participations directes ou indirectes dans des sociétés au Luxembourg ou à l'étranger dont l'objet principal consiste dans l'acquisition, le développement, la promotion, la vente, la gestion et/ou la location de biens immobiliers.

La Société peut également garantir, accorder des sûretés à des tiers afin de garantir ses obligations ou les obligations de sociétés dans lesquelles elle détient une participation directe ou indirecte ou des sociétés qui font partie du même groupe de sociétés que la Société, accorder des prêts à, ou assister autrement des sociétés dans lesquelles elle détient une participation directe ou indirecte ou des sociétés qui font partie du même groupe de sociétés que la Société.

La Société pourra exercer toutes activités de nature commerciale, industrielle, financière ou de propriété intellectuelle, estimées utiles pour l'accomplissement de ces objets.

Art. 3. La Société est constituée pour une durée illimitée.

Art. 4. La Société prend la dénomination de "DS LUXEMBOURG TWO S.à. r.l".

Art. 5. Le siège social sera à Luxembourg, Grand Duché de Luxembourg. Le siège social pourra être transféré dans la même ville par décision des gérants ou, en cas de pluralité de gérants, par le conseil de gérance.

5.1. Des succursales ou d'autres bureaux peuvent être établis soit à Luxembourg soit à l'étranger par une résolution du gérant ou, en cas de pluralité de gérants, par le conseil de gérance.

5.2. Au cas où le gérant ou le conseil de gérance estimerait que des événements extraordinaires d'ordre politique, économique ou social, de nature à compromettre l'activité normale au siège social ou la communication aisée avec ce siège ou de ce siège avec l'étranger, se présentent ou paraissent imminents, il pourra transférer provisoirement le siège social à l'étranger jusqu'à cessation complète de ces circonstances anormales; cette mesure provisoire n'aura toutefois aucun effet sur la nationalité de la Société, laquelle, nonobstant ce transfert provisoire, restera une société luxembourgeoise.

B. - Capital social - Parts sociales

Art. 6. Capital social

6.1 Le capital social est fixé à la somme de cinq millions et deux euros (EUR 5.000.002,-), divisé en:

- Neuf cent soixante-huit mille sept cent cinquante (968.750) parts sociales de catégorie A1 (les "Parts Sociales Préférentielles de Catégorie A1");
- Neuf cent soixante-huit mille sept cent cinquante (968.750) parts sociales de catégorie A2 (les "Parts Sociales Préférentielles de Catégorie A2");
- Neuf cent soixante-huit mille sept cent cinquante (968.750) parts sociales de catégorie A3 (les "Parts Sociales Préférentielles de Catégorie A3");
- Neuf cent soixante-huit mille sept cent cinquante (968.750) parts sociales de catégorie A4 (les "Parts Sociales Préférentielles de Catégorie A4");
- Deux cent quatre-vingt un mille deux cent cinquante (281.250) parts sociales de catégorie B1 (les "Parts Sociales Préférentielles de Catégorie B1");

- Deux cent quatre-vingt un mille deux cent cinquante (281.250) parts sociales de catégorie B2 (les "Parts Sociales Préférentielles de Catégorie B2");
 - Deux cent quatre-vingt un mille deux cent cinquante (281.250) parts sociales de catégorie B3 (les "Parts Sociales Préférentielles de Catégorie B3");
 - Deux cent quatre-vingt un mille deux cent cinquante (281.250) parts sociales de catégorie B4 (les "Parts Sociales Préférentielles de Catégorie B4");
 - Une (1) part sociale de catégorie C (les "Parts Sociales Préférentielles C");
 - Une (1) part sociale de catégorie D (les "Parts Sociales Préférentielles D");
- toutes d'une valeur nominale d'un euro (EUR 1,-) chacune, entièrement souscrite et payée.

6.2 Les Parts Sociales Préférentielles de Catégorie A1, les Parts Sociales Préférentielles de Catégorie A2, les Parts Sociales Préférentielles de Catégorie A3, les Parts Sociales Préférentielles de Catégorie A4, seront collectivement désignées comme les "Parts Sociales Préférentielles A". Les détenteurs de ces Parts Sociales Préférentielles A bénéficieront de droits de vote, droits aux dividendes et droits aux distributions, égaux à ceux de toutes parts sociales ordinaires ou Parts Sociales Préférentielles B, sous réserve cependant que le détenteur de ces Parts Sociales Préférentielles A ait droit à un dividende préférentiel supplémentaire de 8 pour cent par année, calculé suivant le montant nominal de la Part Sociale Préférentielle A plus toute Prime d'Emission A tel que définie ci-dessous (dans la mesure ou elle n'a pas déjà été repayée), et, sous réserve que durant toute année concernée le dividende préférentiel n'est pas payé, une prime d'émission (la "Prime d'Emission A") sera créée pour un tel montant ou, si une Prime d'Emission A est déjà créée, elle sera augmentée en conséquence, et le détenteur de chaque Part Sociale Préférentielle A aura droit à des droits de distribution et de liquidation préférentiels plus précisément décrits dans les présents Statuts et spécialement à l'article 27.5.

6.3 Les Parts Sociales Préférentielles de Catégorie B1, les Parts Sociales Préférentielles de Catégorie B2, les Parts Sociales Préférentielles de Catégorie B3, les Parts Sociales Préférentielles de Catégorie B4, seront collectivement désignées comme les "Parts Sociales Préférentielles B". Les détenteurs de ces Parts Sociales Préférentielles B bénéficieront de droits de vote, droits aux dividendes et droits aux distributions, égaux à ceux de toutes parts sociales ordinaires ou Parts Sociales Préférentielles A, sous réserve cependant que le détenteur de ces Parts Sociales Préférentielles B ait droit à un dividende préférentiel supplémentaire de 8 pour cent par année, calculé suivant le montant nominal de la Part Sociale Préférentielle B plus toute Prime d'Emission B tel que définie ci-dessous (dans la mesure ou elle n'a pas déjà été repayée), et, sous réserve que durant toute année concernée le dividende préférentiel n'est pas payé, une prime d'émission (la "Prime d'Emission B") sera créée pour un tel montant ou, si une Prime d'Emission B est déjà créée, elle sera augmentée en conséquence, et le détenteur de chaque Part Sociale Préférentielle B aura droit à des droits de distribution et de liquidation préférentiels plus précisément décrits dans les présents Statuts et spécialement à l'article 27.6.

6.4 Les détenteurs de ces Parts Sociales Préférentielles C bénéficieront de droits de vote, droits aux dividendes et droits aux distributions, égaux à ceux de toutes Parts Sociales, sous réserve cependant que le détenteur de ces Parts Sociales Préférentielles C ait droit à un dividende préférentiel supplémentaire de 8 pour cent par année, calculé suivant le montant nominal de la Part Sociale Préférentielle C plus toute Prime d'Emission repayable en numéraire par préférence (dans la mesure ou elle n'a pas déjà été repayée) (la "Prime d'Emission C") d'un montant de EUR 5.174.999,-, et, sous réserve que durant toute année concernée le dividende préférentiel n'est pas payé, la Prime d'Emission C sera augmentée en conséquence, et le détenteur de chaque Part Sociale Préférentielle C, aura droit à des droits de distribution et de liquidation préférentiels plus précisément décrits dans les présents Statuts et spécialement à l'article 27.6; Autrement, le détenteur de ces Parts Sociales Préférentielles C n'aura pas droit à tout droit de vote, tout droits aux dividendes et droits aux distributions.

6.5 Les détenteurs de ces Parts Sociales Préférentielles D bénéficieront de droits de vote, aux dividendes et aux distributions, égaux à ceux de toutes Parts Sociales, sous réserve cependant que le détenteur de ces Parts Sociales Préférentielles D ait droit à un dividende préférentiel supplémentaire de 8 pour cent par année, calculé suivant le montant nominal de ces Parts Sociales Préférentielles D plus toute Prime d'Emission repayable en numéraire par préférence (dans la mesure ou elle n'a pas déjà été repayée) (la "Prime d'Emission D") d'un montant de EUR 2.587.499,-, et, sous réserve que durant toute année concernée le dividende préférentiel n'est pas payé, la Prime d'Emission D sera augmentée en conséquence, et le détenteur de chaque Part Sociale Préférentielle D aura droit à des droits de distribution et de liquidation préférentiels plus précisément décrits dans les présents Statuts et spécialement à l'article 27.6; Autrement, le détenteur de ces Parts Sociales Préférentielles D n'aura pas droit à tout droits de vote, tout droits aux dividendes et droits aux distributions.

6.6 Les Parts Sociales Préférentielles A, les Parts Sociales Préférentielles B, les Parts Sociales Préférentielles C et les Parts Sociales Préférentielles D seront collectivement désignées comme les "Parts Sociales" et individuellement une "Part Sociale".

6.7 Les détenteurs de Parts Sociales sont désignés dans leur ensemble comme les "Associés".

6.8 Sans préjudice des dispositions légales, les droits attachés aux différentes catégories de Parts Sociales sont décrits dans les présents Statuts.

6.9 La Société peut procéder au rachat de ses propres Parts Sociales dans les limites fixées par la Loi de 1915.

6.10 Le capital social peut être modifié, à tout moment, par une résolution de l'Associé unique ou de l'assemblée des Associés, adoptée aux conditions de majorité exigées par l'article 21.1 de ces Statuts ou, le cas échéant, par la Loi de 1915 pour toute modification de ces Statuts.

6.11 En cas de réduction du capital social, le capital social de la Société et la prime d'émission attachée à la catégorie de Parts Sociales afférente, devront être repayés aux détenteurs des catégories de Parts Sociales concernées dans les mêmes conditions.

Art. 7. La Société ne reconnaîtra qu'un seul propriétaire par part sociale. Les copropriétaires indivis doivent désigner une seule personne qui les représente auprès de la Société. Le décès, l'interdiction, la faillite ou la déconfiture de l'un des associés ne met pas fin à la Société.

C. - Gérance

Art. 8. Conseil de Gérance

8.1. La Société est administrée par un conseil de gérance (le "Conseil de Gérance"), nommé en tant qu'organe collégial par l'Assemblée Générale des Associés conformément aux dispositions fixées ci-après. Les membres du Conseil de Gérance (chacun un "Membre du Conseil") n'ont pas besoin d'être associés. Le conseil de Gérance sera composé d'au moins un Membre du Conseil (dans le cas d'un seul Membre du Conseil, le "Membre du Conseil Unique"), leur nombre étant déterminé par l'Assemblée Générale des Associés par une résolution des Associés suivant les dispositions de l'article 21.

8.2. Le Conseil de Gérance sera toujours composé de telle façon à ce que:

8.2.1 Les Fonds Palamon et Luxco 1 et chacun des Cessionnaires Admis auront le droit, soumis aux droits de chacun des Fonds ERISA en vertu de l'article 14.1, de proposer à tout moment la nomination en tant que Membres du Conseil d'un nombre de candidats au moins équivalent à la majorité des Membres du Conseil plus un, desquels candidats l'Assemblée Générale des Associés nommera un nombre de Membres du Conseil équivalent à la majorité des Membres du Conseil.

8.2.2 tout Membre du Conseil nommé ou proposé par un Fond ERISA suivant l'article 14.1, sera comptabilisé en tant que Membre du Conseil nommé sur proposition du Fonds Palamon concerné ou de son Cessionnaire Admis.

8.3 Les Membres du Conseil seront nommés par une décision à la majorité simple prise par l'Assemblée Générale des Associés suivant l'article 21, qui déterminera leurs pouvoirs, indemnités et le terme de leur mandat. Si le terme n'est pas indiqué, les Membres du Conseil sont nommés pour une durée indéterminée.

8.4. Tout Membre du Conseil peut être démis de ses fonctions ad nutum et sans cause avec une majorité de 50 % plus une voix des votes, pouvant être enregistrés à l'Assemblée Générale des Associés. Nonobstant la phrase précédente (i) le droit d'(un) Associé(s) de proposer un candidat à une nomination au Conseil de Gérance comprend le droit de proposer la démission ou la suspension du Membre du Conseil nommé conformément à l'article 8.2 après la nomination par cet Associé, et (ii) les dispositions de l'article 8.2 s'appliqueront mutatis mutandis au remplacement d'un Membre du Conseil.

8.5 Relativement à l'article 8.2, les Associés voteront, si une résolution de l'Assemblée Générale des Associés est requise, en faveur de la nomination de personne(s) dûment nommées ou devant être nommées. Le défaut d'exercice de leur droit de nommer les Membres du Conseil suivant l'article 8.2 par les Fonds Palamon, Luxco 1 ou l'un de leurs Cessionnaires Admis, ne constituera pas une renonciation ou une diminution de leurs droits. Si un Membre du Conseil nommé suivant le présent article 8.5 ne souhaite pas ou est incapable d'occuper sa fonction, ou autrement cesse de l'occuper, tout remplaçant sera désigné suivant les dispositions de l'article 8.2 et nommé suivant les dispositions du présent article 8.5. Les Associés voteront en faveur de la démission ou de la suspension d'un Membre du Conseil en accord avec l'article 8.4, si et lorsqu'une telle démission ou suspension est requise par les Associés suivant lesquels un tel membre a été nommé. Les Associés ne voteront pas en faveur d'une telle démission ou suspension d'un Membre du Conseil, qui a été choisi sur proposition d'un des Associés suivant l'article 8.2 à moins qu'une telle démission ou suspension ait été approuvé par écrit par cet Associé par lequel le Membre du Conseil en question a été proposé.

Art. 9. Procédures du Conseil

9.1. Le Conseil de gérance peut valablement délibérer ou agir valablement seulement si une majorité des Membres du Conseil sont présents ou représentés à cette réunion. Si une réunion n'est pas valablement réunie, une nouvelle réunion du Conseil de Gérance sera convoquée avec le même ordre du jour, observant la même période de convocation et de notification tel que décrites à l'article 9.3. Lors d'une telle réunion, le quorum sera considéré comme constitué aussi longtemps que deux Membres du Conseil (incluant au moins un membre nommé suivant l'article 8.2) sont présents ou représentés, dans la mesure, cependant où les Membres du conseil se sont vus notifiés d'un tel fait dans leur invitation.

9.2. Toutes les réunions du Conseil de Gérance seront tenues en anglais et au siège social de la Société ou à tout autre endroit au Luxembourg, si les Membres du Conseil en décident unanimement autrement dans des cas bien précis. Le président (le "Président") ou deux Membres du Conseil, convoqueront des réunions qui seront présidées par le Président. Le premier Président sera nommé par l'Assemblée Générale des Associés parmi les Membres du Conseil nommés en vertu de l'article 8.2. Le Conseil de Gérance peut nommer parmi ses membres un successeur au Président. En l'absence du Président, le Conseil de Gérance doit nommer une autre personne en tant que Président pro tempore par vote de la majorité en nombre des personnes présentes ou représentées par procuration à cette assemblée.

9.3. Les réunions du Conseil de Gérance seront tenues aussi souvent que les affaires de la Société le nécessiteront. Chaque Membre du Conseil peut requérir qu'une réunion soit convoquée. Les réunions du Conseil de Gérance seront convoquées par écrit par fax ou par email, le lieu, la date, l'heure et l'ordre du jour préliminaire étant indiqués avec au moins une période de notification de sept (7) jours à moins que (i) tous les Membres du Conseil ne renoncent à ces formalités, ou (ii) à moins qu'il n'y ait une urgence dûment justifiée dans les résolutions prises par le Conseil de Gérance dans ce cas la période de notification pourra être réduite à un (1) jour sachant que la période de notification minimum de sept (7) jours devra toujours s'appliquer pour les matières suivantes:

9.3.1 l'approbation ou la détermination des comptes annuels ou trimestriels (consolidés) de DS Produkte;

9.3.2 l'adoption ou la modification de la structure stratégique et des paramètres de la cible principal du Business Plan de DS Produkte et de l'une de ses filiales (Business plan signifie un business plan annuel (incluant un budget mensuel) de DS Produkte et de l'une de ses filiales).

La période de notification commencera à courir le jour suivant celui ou l'invitation aura été envoyée. Le jour de la réunion ne comptera pas comme faisant partie de la période de notification.

9.4. Les résolutions du Conseil de Gérance seront en principe adoptées en réunion. Cependant, dans la mesure permise par la loi, les résolutions des réunions du Conseil de Gérance pourront être adoptées en dehors de réunions par écrit, par fax, par e-mail ou par téléphone ou visioconférence sans égard à toutes provisions exposées ci-avant concernant la convocation de telles réunions, dans la mesure où aucun Membre du Conseil ne participe à ces réunions (conférences téléphoniques) par téléphone depuis le Royaume-Uni. La participation à une réunion par ces moyens est équivalente à une participation en personne à de telles réunions. Tout Membre du Conseil peut agir à toute réunion du Conseil de Gérance en nommant un autre membre en tant que représentant par écrit ou par fax, câble ou télégramme ou télex. Un Membre du Conseil peut représenter plus d'un de ses collègues.

9.5 Le Conseil de Gérance peut également dans toutes circonstances prendre des décisions par la voie de résolutions écrites unanimes. Les résolutions écrites approuvées et signées par tous les Membres du Conseil auront le même effet que les résolutions prises lors de réunions du Conseil de Gérance. Dans de tels cas, les résolutions ou les décisions seront expressément prises, soit formulés par écrit par le biais de résolutions circulaires, transmises par courrier, courrier électronique ou fax.

9.6 Les Membres du Conseil absents peuvent être représentés par d'autres Membres du Conseil. Des experts et d'autres personnes, peuvent être invités par le Président, ou tout Membre du Conseil autorisé par le Président, à participer à l'assemblée.

9.7. Les résolutions du Conseil de Gérance seront adoptées suite à une simple majorité des votes des membres présents ou représentés à cette assemblée. En cas d'égalité, le Président aura une voix prépondérante.

9.8 Les mesures suivantes ne pourront être prises ou mises en place par toutes sociétés du Groupe Acquis sans le consentement préalable du Conseil de Gérance:

9.8.1 l'accord ou le changement de l'ensemble de la stratégie commerciale de DS Produkte et de ses filiales, incluant toutes nouvelles mesures d'expansion géographiques ou des affaires;

9.8.2 l'approbation ou la détermination des comptes annuels ou trimestriels (consolidés) de DS Produkte et de ses filiales;

9.8.3 l'adoption ou la modification de la structure stratégique et des paramètres de la cible principal du Business Plan de DS Produkte et de l'une de ses filiales (Business plan signifie un business plan annuel (incluant un budget mensuel) de DS Produkte et de l'une de ses filiales);

9.8.4 l'altération des dates de référence comptables ou des règles de comptabilité de DS Produkte ou de l'une de ses filiales;

9.8.5 la création, la consolidation, la sub-division, la conversion ou l'annulation de tout capital social de DS Produkte ou de l'une de ses filiales;

9.8.6 l'émission ou l'allocation de tout capital social de DS Produkte ou de l'une de ses filiales ou la création de toute option ou droit de souscription ou d'acquisition ou de conversion de tout titre en capital social de DS Produkte ou de l'une de ses filiales;

9.8.7 toute réduction de capital social de DS Produkte ou de l'une de ses filiales

9.8.8 l'achat ou le remboursement (dans la mesure où un tel remboursement est fait au prorata entre les détenteurs d'une catégorie de parts sociales) de tout capital social de DS Produkte ou de l'une de ses filiales;

9.8.9 la déclaration ou le paiement de tout dividende ou la déclaration ou le fait de faire toute autre distribution ou la prise de toute résolution afin de retenir ou allouer des profits de DS Produkte ou de l'une de ses filiales;

9.8.10 l'altération de toutes dispositions de documents financiers signés suite à l'acquisition telle que définie dans le Contrat d'Acquisition;

9.8.11 l'entrée dans tout contrat de prêt en lien avec soit un (re-)financement de la dette ou de l'equity de la Société ou de l'une de ses filiales ou l'acquisition d'un actif d'entreprise ("Contrats de Crédit") ou l'altération ou le re-paiement y relatif;

9.8.12 la souscription ou l'utilisation d'emprunts par DS Produkte ou l'une de ses filiales au-delà d'un montant de EUR 1.000.000, - autrement que dans le cadre de Contrat de Crédits ou de ce qui est permis par ces derniers; la création de tout droit réel sur tout actif ou le fait de donner en garantie par DS Produkte ou l'une de ses filiales au-delà d'un montant de EUR 1.000.000, - et autrement que dans le cadre de Contrat de Crédits ou de ce qui est permis par ces derniers ou dans le cours ordinaire des opérations;

9.8.13 toute action ou omission qui constituerait une violation d'un Contrat de Crédit;

9.8.14 l'entrée dans, la résiliation ou la variation de tout contrat avec tout directeur général ou agent dans une position similaire ou tout membre du comité consultatif de DS Produkte ou de contrats avec la gérance de DS Produkte;

9.8.15 l'entrée dans, la fin ou la variation de toute transaction entre DS Produkte ou l'une de ses filiales et (i) un Associé (indirect) de la Société autre que les Fonds Palamon (à moins que la transaction ne soit pas pour le service fourni suivant les termes du marché) ou (ii) tout affilié d'un tel Associé ou (iii) tout directeur ou agent ou employé exécutif de cet Associé ou de l'affilié de cet Associé;

9.8.16 l'entrée dans, la résiliation ou la variation de tout contrat (incluant un contrat de travail ou de conseil) ou l'arrangement entre (a) DS Produkte ou l'une de ses filiales et (b) Dieter Schwarz ou Ralf Dümmel ou tout membre de la gérance de DS Produkte ou l'une de ses filiales ou des personnes qui sont liés à Dieter Schwarz ou Ralf Dümmel ou tout membre de la gérance de DS Produkte ou l'une de ses filiales, incluant la variation de la rémunération ou autre bénéfices suivant un contrat ou un arrangement, et la renonciation ou l'assertion de plaintes résultant de la rupture de tout contrat ou arrangement avec des obligations en découlant et s'élevant à plus de EUR 1.000.000,- dans un cas particulier;

9.8.17 l'acquisition ou la disposition de toutes lignes d'affaire (ou une part matériel en découlant) par DS Produkte ou l'une de ses filiales;

9.8.18 la disposition par DS Produkte ou l'une de ses filiales de toute participation ou autre participation en equity dans toute filiale sans égard pour sa valeur;

9.8.19 le re-paiement par DS Produkte du capital ou des actifs à l'un quelconque des Associés;

9.8.20 toute décision de liquider ou le dépôt d'une pétition en vue de la faillite de DS Produkte ou l'une de ses filiales ou le fait pour DS Produkte ou l'une de ses filiales de passer tout arrangement avec les créanciers ou toute mise en place d'un ordre administratif ou de la nomination d'un curateur ou d'un administrateur;

9.8.21 toute mise en place d'une admission à la cote de toutes parts sociales ou autres titres de DS Produkte ou l'une de ses filiales sur une bourse de valeurs ou de la permission de négocier toutes parts sociales ou autres titres de DS Produkte ou l'une de ses filiales sur tout marché de titres;

9.8.22 la nomination d'un conseiller financier, le début de négociations en lien avec, ou l'entrée dans toutes transactions relatives à la vente de l'affaire ou une transaction qui implique la vente de tout actifs substantiels de DS Produkte ou l'une de ses filiales par une réorganisation substantielle de DS Produkte ou l'une de ses filiales et/ou de ses actifs;

9.8.23 tout changement substantiel dans l'organisation de la gérance ou le rapport des devoirs de DS Produkte et de ses filiales;

9.8.24 l'approbation de tous communiqués de presse qui fait référence, aussi indirectement, à Palamon ou l'une des personnes affiliées à Palamon;

9.8.25 l'acquisition ou l'établissement de toute affaire par DS Produkte ou l'une de ses filiales;

9.8.26 la sélection de, ou toute mise en service des personnes suivantes utilisées par DS Produkte ou l'une de ses filiales: Comptables, conseillers juridiques, institutions bancaires avec lesquelles DS ou l'une de ses filiales conserve des dépôts, emprunts ou autres relations d'affaires, institutions bancaires d'investissement, agents de publicité et de relations publiques, tout autre consultant, dans chaque cas là où la dépense avec une telle personne devrait excéder EUR 1.500.000, - lors de toute année sociale et sauf dans le cadre des nominations ou changements qui sont couverts par le budget ou le business plan approuvé par le comité consultatif de DS Produkte;

9.8.27 toute ouverture de lettres de crédits excédant EUR 1.000.000, - ou EUR 1.500.000, - dans le cas de livraison de marchandises;

9.8.28 l'approbation de tout contrat ou engagement eu égard à une dépense en capital immobilisé ou fonds de roulement (a) non envisagé dans un budget approuvé par le comité consultatif de DS Produkte, incluant les dépenses en capital faites en lieu et place de toutes autres dépenses en capital spécifiquement envisagées dans le budget approuvé par le comité consultatif de DS Produkte excédant EUR 1.000.000, - par projet ou EUR 2.000.000, - en totalité par année et (b) qui résulterait dans le montant total dépensé durant l'année concernée excédant la limite de dépense en capital envisagé dans le budget approuvé par le comité consultatif de DS Produkte.

9.9. Un secrétaire peut être nommé par une résolution de l'Assemblée Générale des Associés (le "Secrétaire"). Le Secrétaire, qui n'a pas besoin d'être un Membre du Conseil, aura la responsabilité d'agir en tant que clerc des assemblées du Conseil de Gérance et de l'Assemblée Générale des Associés et gardera les dossiers et les procès verbaux du Conseil de Gérance et de l'Assemblée Générale des Associés et leurs transactions et devra accomplir les devoirs pour tous les comités du Conseil de Gérance (le cas échéant) lorsque nécessaire. A l'instar du Conseil de Gérance, le Secrétaire aura le pouvoir et l'autorité pour émettre des certificats et extraits au nom de la Société afin d'être présentés lors de procédures judiciaires ou plus généralement, à des tiers et être utilisés comme documents officiels.

9.10 Les procès verbaux de chaque assemblée du Conseil de Gérance doivent être conservés, précisant le lieu et la date de l'assemblée, les participants, les sujets traités à l'ordre du jour et le contenu essentiel des résolutions du Conseil de Gérance. Les procès-verbaux de toutes assemblées du Conseil de Gérance, seront signés par le Président ou par le Secrétaire ou par tout autre Membre du Conseil à qui le Président délègue cette tâche ou le membre qui préside le meeting du fait de l'absence du Président. Une copie de ces procès verbaux devra être envoyée à tous les Membres du Conseil et maintenue par la Société dans un registre spécial. Toute procuration doit être attachée aux procès-verbaux de l'assemblée concernée. Des copies ou extraits des procès verbaux qui peuvent être présentés lors de procédures judiciaires ou autres, doivent être signés par le Président ou par le Secrétaire.

Art. 10. Pouvoirs du Conseil, Représentation

10.1. Le Conseil de Gérance est investi des plus larges pouvoirs pour administrer les affaires de la Société et pour autoriser et/ou exécuter tous les actes de disposition et d'administration correspondant à l'objet de la Société. Tous les pouvoirs qui ne sont pas expressément réservés par la loi ou par ses Statuts à l'Assemblée Générale des Associés seront de la compétence du Conseil de Gérance. Vis-à-vis des tiers, le Conseil de Gérance a les pouvoirs les plus étendu pour agir au nom de la Société en toutes circonstances et de faire, autoriser et approuver tous les actes et opérations relatifs à la Société non expressément réservés par la loi ou par les Statuts à l'assemblée générale des associés comme cela peut l'être fixé ci-dessous.

10.2. Vis-à-vis des tiers, la Société est, en cas de Membre du Conseil Unique, valablement engagée par la seule signature du Membre du Conseil Unique, ou, en cas de pluralité de Membres du Conseil, par la signature conjointe de deux Membres du Conseil.

Art. 11. Dividende Intérimaire. Le Conseil de Gérance peut décider de payer des dividendes intérimaires sur la base d'un bilan des comptes préparé par le Conseil de Gérance montrant que des fonds suffisants sont disponibles pour distribution, sachant que le montant à distribuer ne peut pas excéder, si applicable, les bénéfices réalisés depuis la fin du dernier exercice social, augmentés des bénéfices reportés et des réserves distribuables, mais diminués des pertes reportées et des sommes allouées à la réserve établie selon la loi ou selon ces Statuts.

Art. 12. Indemnisation du Conseil

12.1. Les Membres du Conseil ne sont pas tenus personnellement responsables des dettes de la Société. En tant qu'agents de la Société, ils sont responsables de l'exécution de leurs devoirs.

12.2. Toute personne qui est, ou a été, un Membre du Conseil ou un agent de la Société, sera indemnisée par la Société autant que la loi le permet contre tout passifs et dépenses, raisonnablement supportés et payés par elle en raison d'une plainte, d'une poursuite en justice, d'un procès ou d'une procédure dans lequel elle serait devenue partie ou sinon en vertu de sa qualité ou de son ancienne qualité de Membre du Conseil ou de directeur et contre les montants payés ou encourus par elle dans la transaction ci-dessus. Les mots "plainte", "poursuite en justice", "procès" or "procédure" s'appliqueront à toutes les plaintes, actions en justice, procès ou procédure (civil, pénal ou autre y compris les appels) présentes ou menacés et les mots "passif" et "dépenses" comprendront sans limitation les honoraires des avocats, les coûts de jugements, les montants payés lors de la transaction et les autres passifs.

Art. 13. Conflits. Aucun contrat ou autre transaction entre la Société et une autre société ou entité, ne devra être affecté ou invalidé par le fait que un ou plusieurs des Membres du Conseil ou directeurs de la Société a des intérêts ou est gérant, directeur, employé de cette autre société ou entité. Tout Membre du Conseil ou directeur de la Société qui est gérant, directeur, employé d'une autre société ou entité avec laquelle la Société devra contracter ou sinon s'engager dans des affaires ne devra pas seulement en raison de cette affiliation avec une autre société ou entité être interdit de considérer et voter ou agir sur les questions ayant un lien avec ce contrat ou ces affaires.

Art. 14. Droits ERISA

14.1 Dans les limites de la Loi de 1915 et aussi longtemps qu'un Fond ERISA ou ses candidats sont directement ou indirectement Associés de la Société, ce Fond ERISA obtiendra certains droits de gestion dans la Société d'une manière et dans la mesure permettant à ce Fond ERISA d'influencer substantiellement ou de participer dans la gestion de la Société et de ses filiales. Par conséquent, il est convenu au bénéfice de chaque Fond ERISA individuellement que chaque Fond ERISA ou son prête-nom aura le droit (lequel droit appartiendra seulement et sera exercé exclusivement par ce Fond ERISA à son profit et pour son propre compte) de temps à autres et à tout moment avec une notification écrite de proposer jusqu'à deux personnes à la nomination de Membres du Conseil de la Société et les Associés voteront et prendront toute autre action qui serait nécessaire pour assurer que dans chaque cas une personne proposée par chaque Fond ERISA aura la fonction de Membre du Conseil de la Société (collectivement le "Membre du Conseil ERISA").

14.2 Chaque Fond ERISA, aussi longtemps que ce Fond ERISA détient directement ou indirectement des Parts Sociales dans la Société, aura aussi le droit:

14.2.1 de visiter et inspecter chacun des bureaux et propriétés de la Société et de ses filiales et le droit d'inspecter et reproduire les livres et registres de la Société et des ses filiales, aux moments ou le Fond ERISA l'aura raisonnablement requis;

14.2.2 de nommer un représentant pour participer comme observateur à chacune des réunions du Conseil de Gérance de la Société (et chacune des filiales). La nomination et la révocation de ce représentant, seront faites par notification

écrite du Fond ERISA à la Société et prendra effet à la délivrance de la notification écrite au siège social de la Société ou à toute réunion du Conseil de Gérance;

14.2.3 de recevoir, dans un temps raisonnable, après sa demande écrite, toutes les informations en relation avec la Société ou ses filiales ou sociétés affiliées, qu'il considère, à sa seule discrétion, comme appropriées, comprenant sans limitation : (i) dans les 30 jours de la fin du mois les informations et déclarations financières consolidées mensuellement, incluant mais sans y être limité les bilans, profits et pertes et les déclarations relatives au flux de trésorerie de la Société et chacune de ses filiales et sociétés affiliées, (ii) dans les 90 jours de la fin de chaque période comptable des déclarations financières consolidées annuelles, (iii) sur une base annuelle et pas plus tard que dans les 30 jours qui précèdent le début de l'exercice social de la Société ou si requis sur une base plus fréquente, le business plan, le budget et les prévisions et les estimations du flux de trésorerie de la Société et de chacune de ses filiales et sociétés affiliées ; (iv) des rapports mensuels comprenant un cadre explicatif sur l'évolution du groupe dans les matières affectant matériellement le commerce et les affaires du groupe ; et (v) les informations supplémentaires financières ou de gestion que le Fond ERISA peut raisonnablement requérir comprenant tous rapports d'exploitation, budgets, autres rapports financiers et les détails des développements matérielles ou événements ou propositions significatives;

14.2.4 de rencontrer sur une base régulière les Membres du Conseil ou autre personnel de la Société et de ses filiales et ses sociétés affiliées de temps en temps et moyennant un préavis raisonnable à la Société (ou la filiale ou la société affiliée en question) aux fins de consulter, donner un avis, des recommandations et assistance et d'influencer les gérants de la Société (ou ses filiales et sociétés affiliées) ou d'obtenir des informations concernant les opérations commerciales, les conditions financières, les activités et perspectives de la Société ou de ses filiales (ou de ses sociétés affiliées) et de donner son point de vue à ce sujet comprenant, sans limitation, des changements significatifs dans la gestion, le personnel et la rémunération des employés, l'introduction de nouveaux produits ou de nouvelles lignes d'affaires, des acquisitions importantes ou des ventes d'usines et d'équipements, des recherches significatives et des programmes de développement, l'achat ou la vente d'importantes marques de fabrique, licences ou concessions ou le début proposé ou le compromis d'un litige important ;

14.2.5 de soumettre des propositions et suggestions au Conseil de Gérance de la Société ou au conseil de l'une quelconque des ses filiales, s'ils n'ont pas été adoptés par la gérance ; et

14.2.6 de recevoir, dans une mesure compatible avec la loi applicable (et au regard d'événements qui requièrent une divulgation publique, seulement à la suite de la divulgation publique de la Société au moyen de dépôts légaux de garanties en question ou autrement), un préavis en avance relatif à toutes Parts Sociales significatives, comprenant, sans limitation, des dividendes extraordinaires, des fusions, des acquisitions ou des ventes d'actifs, des émissions de montants significatifs de dette ou capital et des modifications matérielles des Statuts, et le droit de se consulter avec la Société en relation à ses actions.

14.3. Dans le cas où, soit Palamon II, soit Palamon II BOA, transfert conformément aux présents Statuts tout ou partie de ses Parts Sociales dans la Société vers une entité affiliée (ou vers une filiale d'une telle entité affiliée qu'il détient directement ou indirectement) avec l'intention d'être qualifié de VCOC suivant le Plan de Régulation des Actifs, une telle entité affiliée bénéficiera des mêmes droits concernant la Société que ceux dont bénéficient les Fonds ERISA et sera traitée, à cette fin, en tant que tierce partie bénéficiaire.

14.4. Au cas où la Société cesse d'être qualifiée comme une "société opérationnelle" (telle que définie à la première phrase du 29 C.F.R. Section 2510.3-101 (e), la Société et chaque Associé coopéreront de bonne foi pour prendre toutes les actions raisonnables nécessaires pour assurer que l'investissement de Palamon II ou Palamon II BOA ou de toute autre Associé qui est un Fond ERISA est qualifié comme "société opérationnelle à capital risque" (telle que définie dans le Plan de Régulation des Actifs) et doit continuer à être qualifiée comme "investissement à capital risque" (tel que défini dans le Plan de Régulation des Actifs). Cette disposition du présent article 14 ne doit pas être entendue comme une obligation de tout Associé de fournir tout financement supplémentaire à la Société ou à ses filiales, et aucun Associé n'assumera d'obligation monétaire ou de dépenses en lien avec le présent article 14.

14.5 Les Associés et la Société se sont accordés avec chacun des Fonds ERISA afin que si ce Fond ERISA notifie aux Associés et à la Société par écrit que les dispositions de l'article 14.1 et 14.4 requiert toute modification afin de préserver la qualification des Fonds ERISA en tant VCOC pour les besoins de ERISA, ou autrement pour assurer que les actifs des Fonds ERISA, ne seront pas considérés comme des "actifs du régime" pour les besoins de ERISA, les Associés et la Société consentiront aux modifications proposées, dans la mesure où les modifications ne résultent pas en un effet matériel opposé sur les opérations, les affaires ou les prospections de la Société et ses filiales ou, de l'opinion des Fonds Palamon et le Conseil de Gérance, sur la valeur future ou actuelle de la Société ou toute catégorie de Parts Sociales de la Société.

D. - Transfert de parts sociales

Art. 15. Transfert de Titres

15.1 Sauf si cela est autrement prévu par les présents Statuts, tout transfert de Parts Sociales (entre les Associés ou des personnes autres que les Associés) sera toujours sujet à, et sera effectif et reconnu par la Société seulement s'il est réalisé en accord avec les dispositions des présents Statuts. Toute reconnaissance ou inscription d'un transfert de Parts Sociales sera sujet au respect des dispositions des présents Statuts.

15.2 Les transferts de Parts Sociales (ou autre instrument) seront sujets à l'approbation des Associés représentant au moins 75% (trois-quarts) du capital social de la Société, à moins qu'il n'en soit autrement prévu par les présents Statuts.

15.3. Les Parts Sociales ou autres participations dans la Société ne pourront être émises et les Parts Sociales, PECs ou autres instruments ne pourront être transférés à une personne qui n'est pas déjà partie au Pacte d'Associés à moins que le cessionnaire n'ait déjà exécuté l'Acte d'Adhésion et un Engagement de Vote, si cela est requis par le Conseil de Gérance dans le cas d'un Gérant ou leur véhicule conjoint, un Acte de Reconnaissance et d'Engagement et un Engagement de Vote et dans l'un et l'autre cas, si cela est requis par le Conseil de Gérance, par la soumission d'une opinion juridique au Conseil de Gérance agissant raisonnablement, confirmant la validité et le caractère exécutable, satisfaisant quant à la forme et la substance. A cet égard, après exécution par un souscripteur ou cessionnaire des Parts Sociales, PECs ou autres instruments ou titres émis par la Société, de l'Acte d'Adhésion, les dispositions du Pacte d'Associés s'appliqueront au souscripteur ou cessionnaire comme s'il était parti au Pacte d'Associés.

15.4. A moins que le Conseil de Gérance n'en décide explicitement autrement, aucune Part Sociale de la Société ne sera transférée à moins que le cessionnaire, au même moment, acquière un montant d'autres instruments pouvant être émis par la Société de temps à autres et qui sont détenus par le cédant (ex. Concernant les Parts Sociales Préférentielles A, un montant proportionnel de PECs et concernant les Parts Sociales Préférentielles B, une part proportionnelle de Prime d'Emission C et D, respectivement, dans chaque cas la dernière phrase (ii) de l'article 17.4 s'appliquera dès lors).

15.5. Les Associés sont seulement autorisés à transférer, céder, vendre, disposer, grever ou créer un intérêt ou un droit de suite, sur leurs Parts Sociales ou autres instruments ou titres émis par la Société ou tout droits de souscrire des Parts Sociales ou autres instruments ou titres émis par la Société (ou d'entrer dans un contrat ou une transaction pour se faire) si cela est fait en conformité avec les articles 15.3 et 15.4 ci-dessus et seulement:

15.5.1. sous réserve du respect des articles 17.3 et 17.4, par les Fonds Palamon ou Luxco One ou l'un de leurs Cessionnaires Admis; ou

15.5.2. par DS KG à DS un nombre d'au plus 93.750 Parts Sociales de chaque catégorie de Parts Sociales Préférentielles B1 à B4 (i.e 375.000 Parts Sociales Préférentielles B1 à B4 au total) plus les Parts Sociales Préférentielles D et/ou à RD un nombre d'au plus 187.500 Parts Sociales B1 à B4 (i.e 750.000 Parts Sociales Préférentielles B1 à B4 au total) plus les Parts Sociales Préférentielles C; ou

15.5.3. dans le cas d'une option suivant les articles 19 et 20 en accord avec les articles 19 ou 20 (suivant ce qui est applicable); ou

15.5.4. par chacun de DS ou RD, à une entité de laquelle l'un d'eux détient en tant que bénéficiaire la majorité des intérêts statutaires et la gestion de laquelle est entièrement contrôlée et sujette aux directives de DS ou RD (l'un ou l'autre un "Véhicule d'Investissement", lequel terme inclura pour éviter tout doute, DS KG), sous réserve qu'un tel Véhicule d'Investissement donne des instructions exécutoires et opposables en vue du re-transfert automatique des Parts Sociales ou autres instruments ou titres détenus par DS ou RD, à la discrétion du Conseil de Gérance, dans le cas où DS ou RD ne détienne plus la majorité des intérêts statutaires de ce Véhicule d'Investissement ou que la gestion du Véhicule d'Investissement n'est plus entièrement contrôlée et sujette aux directives de DS ou RD (autrement que par le décès de DS ou RD, auquel cas leurs descendants respecteront les dispositions de l'article 19.1.6); ou

15.5.5. cela est permis par l'article 16; ou

15.5.6. après Réalisation suivant l'article 18; ou

15.5.7. si cela est requis, ou en cas d'acceptation d'une offre faite par un Acquéreur, suivant l'article 17; ou

15.5.8. sous réserve du respect des articles 17.3 et 17.4 avec le consentement écrit préalable du Conseil de Gérance; ou

15.5.9. dans le cas de Luxco One ou l'un de ses Cessionnaires Admis agissant comme Dépositaire, le transfert de parts sociales ordinaires à des Gérants nouveaux ou existants du Groupe Acquis ou leur véhicule conjoint jusqu'à ce que de tels Gérants nouveaux ou existants ne détiennent au total 8% de l'ensemble des Parts Sociales;

dans la mesure où aucun transfert, cession, Droit Réel ou création d'un intérêt ou d'un droit ou d'un droit de suite, ou au bénéfice, d'un concurrent du Groupe Acquis ne sera permis sans le consentement écrit préalable du Conseil de Gérance. Dans le cas où un transfert est opéré suivant les articles 15.5.2., 15.5.3 ou 15.5.4., le Conseil de Gérance approuvera un tel transfert si cela est en conformité avec les dispositions des présents Statuts.

15.6. Les articles 15.3 à 15.5 s'appliqueront mutatis mutandis à toute transaction suivant laquelle l'allocation d'intérêts financiers et/ou légaux sur les actifs de DS KG actuellement détenus par DS et RD est modifié ou est rendu dépendante de tout intérêt ou droit tiers.

15.7. Autrement que dans le cas d'émission de Parts Sociales désignées à l'article 15.8, les Associés s'accordent sur le fait que suite à une augmentation du capital émis ou d'autre émission de titres ou instruments par la Société, chaque personne qui détient alors des Parts Sociales ("Associé Existant"), aura le droit de souscrire selon les mêmes conditions pour la proportion de nouvelles Parts Sociales ou titres ou instruments qui est presque égale à la proportion de la valeur nominale des Parts Sociales détenues par l'Associé Existant par rapport à la valeur nominale de toutes les Parts Sociales alors émises. Ces droits, sauf en cas d'urgence décidé par le Conseil de Gérance, seront exerçable pendant une période de 15 jours suivant la décision d'augmenter le capital ou d'émettre de nouvelles Parts Sociales ou titres. Un Associé Existant comme Luxco One ou un Fond Palamon ou un Affilié de celui-ci peut nommer un ou plusieurs de ses Cession-

naires Admis afin de souscrire à toutes ou quelques-unes de ces nouvelles Parts Sociales ou titres de la Société pour lesquels l'Associé Existant est autorisé à souscrire du fait de la phrase précédente. Les droits de souscription qui ne sont pas exercés ou auxquels il n'est pas renoncé par un Associé Existant ou un cessionnaire, reviendront aux autres Associés Existants proportionnellement à leur détention de Parts Sociales. Si de nouvelles Parts Sociales ou titres sont émis avec une prime d'émission ou en lien avec d'autres obligations correspondantes (y compris l'obligation de fournir un financement de dette supplémentaire), les mêmes termes et conditions correspondants à la souscription des nouvelles Parts Sociales ou titres devront s'appliquer à tous les Associés Existants y compris, pour éviter tout doute, l'article 15.3 des présents Statuts.

15.8. Le Conseil de Gérance peut demander aux Associés de renoncer à leur droit de souscription suivant l'article 15.7 et par les présents Statuts et d'accepter un nouvel associé lorsqu'il a été désigné par le Conseil de Gérance comme un souscripteur pour ce nombre de nouvelles Parts Sociales ou titres selon les conditions que le Conseil de Gérance déterminera de sa propre discrétion et de manière raisonnable (et les Associés s'engagent à respecter une telle demande et voteront en faveur de telles résolutions d'associés si cela est requis pour donner effet à cela) si et dans la mesure où le Conseil de Gérance prend une décision::

15.8.1 d'émettre des Parts Sociales ordinaires ou des options afin d'acquérir ou de souscrire des Parts Sociales ordinaires en faveur de Gérants existants ou nouveaux du Groupe Acquis ou à Luxco One ou l'un de ses Cessionnaires Admis agissant en tant que dépositaire, jusqu'à un maximum de 8% de l'ensemble des Parts Sociales (sur une base diluée, mais avant toute dilution faite en vertu de l'article 15.8.2 et 15.8.3); ou

15.8.2. d'investir dans des actifs ou des actions d'une autre société dans la mesure où les opérations d'une telle société sont complémentaires avec les modèles d'entreprise du Groupe Acquis (l'"Investissement Supplémentaire") suite à laquelle tout ou partie de la contrepartie est proposée d'être payée par le biais de Parts Sociales et d'instruments de dette correspondants, sachant que si un nouvel Associé en vertu de l'article 15.8.2 est un membre du Groupe Palamon, le Conseil de Gérance doit obtenir une opinion équitable d'un établissement bancaire indépendant réputé ou d'un conseiller financier concernant l'évaluation équitable des actions ou des actifs qui vont être acquis par la Société et les Parts Sociales et les instruments de dettes que la Société propose d'émettre; ou

15.8.3. d'émettre des Parts Sociales à un prestataire de financement mezzanine comme convenu dans un warrant mezzanine ou instrument similaire jusqu'à ce qu'un tel prestataire mezzanine détienne 20% de toutes les Parts Sociales (sur une base diluée, et comme cela est applicable - après toute dilution suivant l'article 15.8.1 mais avant toute dilution suivant l'article 15.8.2); ou

15.8.4 d'émettre un total de 375.000 Parts Sociales Préférentielles B1 à B4 à DS conformément à l'article 15.12.

15.9. Si une émission ou un transfert de Parts Sociales, PECs ou autres instruments ou titres, est permis ou convenu conformément aux termes des présents Statuts, les Associés s'engagent à passer toutes résolutions et à entreprendre et tenir toutes déclarations et actions qui seraient nécessaires ou appropriées à la discrétion du Conseil de Gérance dans le même but, et ce en conformité avec les présents Statuts et les termes et conditions des titres ou instruments en question.

15.10. Après tout transfert en vertu des articles 15, 16 et 17, le cédant concerné sera libéré de ses responsabilités et obligations assurées par le cessionnaire. Dans le cas d'une Syndication en conformité avec l'article 16.1.2, Luxco One et les Fonds Palamon assureront que tous les droits du Cédant suivant le Pacte d'Associés ou en sa capacité d'Associé, s'ils sont exercés relativement aux Vendeurs, seront exercés d'une façon coordonnée ensemble avec Luxco One par le biais d'un représentant conjoint.

15.11. Les Associés s'engagent à passer toutes résolutions nécessaires ou appropriées à la discrétion du Conseil de gérance en vue de (pré-)approuver tout transfert, auquel il est fait référence aux articles 15 à 20 (comprenant l'octroi de procurations pour les prochaines assemblées d'associés) dans le même but, et ce en conformité avec les présents Statuts et les termes et conditions des PECs ou autres titres ou instruments en question.

15.12. DS sera autorisé à faire un investissement en numéraire supplémentaire dans la Société pour un montant de EUR 2.962.500 jusqu'au 31 octobre 2009 (laquelle autorisation sera considérée comme exercée si un paiement intégral est fait avant cette date) et sous réserve du paiement d'un tel montant à la Société, DS sera autorisé à souscrire à des Parts Sociales Préférentielles B1 à B4 supplémentaires pour un montant nominal de EUR 375.000 au total et le restant de l'investissement sera alloué à la Prime d'Emission D qui sera augmenté d'un tel montant en conséquence. L'autorisation ci-avant expirera si la Société ne reçoit pas le paiement intégral avant le 31 octobre 2009. Si elle est dûment exercée, l'émission de nouvelles Parts Sociales telle que prévue au présent article 15.12 sera documentée dans les formes requises suivant la loi applicable dans les 2 mois.

Art. 16. Transferts Autorisés de Palamon

16.1. Soumis à l'obligation pour tout cessionnaire de devenir partie au Pacte d'Associés tel que prévu à l'article 15.3 ci-dessus, pour la durée d'un tel Pacte d'Associés, les Fonds Palamon (et ses Affiliés y compris Luxco One) auront le droit de transférer les Parts Sociales, PECs ou tous autres titres ou instruments émis en leur faveur en lien avec leur investissement ou tout droit de souscrire à ce qui précède à leur seule discrétion:

16.1.1. à des Affiliés ou, par une distribution en nature ou espèce, aux investisseurs sous-jacents de ces Fonds Palamon, ou à un autre investisseur institutionnel qui est conseillé ou administré par un conseiller ou un administrateur de ces Fonds Palamon, ou de ses investisseurs sous-jacents dans chacun de ces cas sans aucune restriction; et

16.1.2. dans une Syndication ou un Associé de Syndication; et

16.1.3. en respect d'un co-investissement ou d'un projet similaire en faveur de directeurs, employés et associés de Palamon Capital Partners, LP et de ses Affiliés ("Projet de Co-Investissement") à toute personne qui détient ou qui va détenir des actifs pour un Projet de Co-Investissement ou aux directeurs, employés et associés qui ont droit à ces biens selon le Projet de Co-Investissement (chacun un "Transfert Autorisé").

Art. 17. Offre d'Achat et Tag Along / Droit de premier Refus

17.1. Si les Associés détenant plus de 50% des Parts Sociales dans la Société (incluant dans chaque cas les Parts Sociales Préférentielles A) alors émises et non détenues dans une Marge Libre (i.e les parts sociales détenues par des personnes autre que les Associés avec des participations indépendantes de moins de 3 pour cent) (les "Investisseurs Cédants") souhaitent vendre toutes leurs Parts Sociales et autres titres ou instruments détenus par eux et trouvent un acheteur de bonne foi dans le respect des conditions normales du marché qui n'est pas un Affilié de l'un de ces Associés et accepte les conditions pour la vente à cet acheteur de toutes les Parts Sociales et autres titres ou instruments détenus par eux ou souhaitent faire une offre de vente de leurs Parts Sociales pour une Admission à la Cote et le Conseil de Gérance décide ensuite, la réception de la notification écrite de ces faits, et - pour éviter tout doute - sous réserve de l'article 15.4 - tous les propriétaires de Parts Sociales seront liés et s'engageront à accepter tout offre d'un tel acheteur ou l'offre de vente d'une part proportionnelle de ces Parts Sociales et de tous autres titres ou instruments émis par la Société pour cette Admission à la Cote équivalente à la portion de Parts Sociales des Investisseurs Cédants dont il est proposé l'offre en vente. Sauf s'il en est autrement prévu par les présents Statuts, tout Associé lié par le fait de vendre ou d'offrir en vente tout ou partie de ses Parts Sociales et/ou autres titres ou instruments, le fera selon les mêmes termes, et sous réserve des mêmes représentations et garanties et indemnisation, tels qu'accordés par les Investisseurs Cédants et au même moment ou les Investisseurs Cédants vendent ou offrent en vente leurs Parts Sociales et tous autres titres ou instruments émis par la Société, dans la mesure ou (i) si et dans la mesure où les Investisseurs Cédants, acceptent de vendre des catégories de Parts Sociales ou d'autres titres ou investissements différents de ces catégories de Parts Sociales, certificats et autres instruments détenus par les autres détenteurs de Parts Sociales, la contre-partie pour toutes ces Parts Sociales, certificats et instruments, sera allouée conformément à l'article 27 qui s'appliquera mutatis mutandis et (ii) la responsabilité des autres Associés suivant toutes représentations, garanties, engagements, indemnisations ou engagement de faire ou de ne pas faire sera limité (en l'absence d'erreur intentionnelle ou de fraude de leur part) à la valeur de la contre-partie reçue pour leurs Parts Sociales et autres titres ou instruments. Les Associés renoncent à leur droit de préemption, droits de veto et autres droits similaires en vertu de ses Statuts du Pacte d'Associés ou autres dans ce but.

17.2. Les Vendeurs et leurs descendants (et l'un de leurs Véhicules d'Investissement) ne seront pas liés et ne seront pas obligés d'accepter toute offre de la part d'un acheteur ou d'offrir en vente une part proportionnelle de ces Parts Sociales et tous autres titres ou instruments émis par la Société dans le cas d'une telle Admission à la Cote équivalente à la portion de Parts Sociales des Investisseurs Cédants devant être offertes en vente suivant le précédent article 17.1., si la contrepartie offerte ou allouable aux Cédants ou leurs descendants (ou à l'un de leurs Véhicules d'Investissement) suivant l'article 27 n'est pas au moins équivalente à l'investissement initial du Cédant respectif (i.e EUR 5.925.000 eu égard à RD et EUR 2.962.500 eu égard à DS ou EUR 5.925.000 respectivement, si l'option d'appel suivant l'article 15.12 a été exercée et que l'investissement supplémentaire a été payé) ou dans le cas où l'Investisseur Cédant vend ou offre en vente seulement une portion de ses Parts Sociales dans une portion proportionnelle correspondante du montant de l'investissement initial à moins que (a) les Investisseurs Cédants ont offert de vendre leurs Parts Sociales et tous autres titres qu'ils souhaitent vendre aux Cédants (et descendants ou Véhicules d'Investissement) légalement exécutoire par écrit selon les mêmes termes et conditions, offerts par le tiers, (b) la période de termes pour accepter une telle offre était d'au moins huit semaines, sauf si l'une des sociétés du Groupe Acquis est en violation de, ou sera, à la prochaine date de test d'engagement de faire ou de ne pas faire, en violation de tout engagement financier suivant le Contrat de Crédit auquel cas une période 2 semaines pour accepter l'offre sera suffisante (laquelle période sera expressément prévue dans l'offre) et (c) si aucun des Cédants n'a accepté une telle offre dans la période de temps impartie. Les dispositions du présent article 17.2 s'appliquent mutatis mutandis à toutes autres de transfert de la majorité des parts sociales de DS Produkte ou la majorité de ses actifs à un tiers autre qu'un ou plusieurs des Affiliés des Associés (en particulier autre qu'un Refinancement). Si un tel transfert tel que décrit à la phrase précédente résultait dans une contrepartie en deçà de la contrepartie minimum décrite dans la première phrase du présent article 17.2, les autres Cédants ne sont ainsi plus obligés de supporter une Réalisation par toute action ou autres moyens et l'Associé Cédant concerné n'est pas autorisé à poursuivre la transaction, à moins qu'une offre telle que décrite au présent article 17.2 ait été faite à d'autres Cédants et leurs descendants et/ou Véhicules d'Investissement mais n'a pas été accepté par eux.

17.3. Aucune vente de Parts Sociales, autre qu'un Transfert Autorisé, ne sera faite par un Associé (l'"Associé Cédant") s'il en résultait que toute personne et ses Affiliés (autre que le Groupe Palamon) (le "Cessionnaire") seul, ou agissant de concert avec un groupe de personnes, détenant plus de 50% des Parts Sociales alors émises à moins que le Cessionnaire n'ait fait une offre le liant (avec aucune autre condition que celle qui s'applique au transfert proposé de toutes les Parts Sociales correspondantes) aux autres Associés afin d'acquérir toutes leurs Parts Sociales et tous PECs ou autres titres ou instruments émis par la Société et ensuite détenus par eux à un prix égal au prix par Part Sociale (ou une partie) et pour ces autres titres ou instruments offerts par le Cessionnaire à l'Associé Cédant voulant se diversifier dans la mesure ou si et dans la mesure où le ou les Associés Cédants a/ont accepté de vendre des catégories de Parts Sociales, PECs, certificats ou instruments différents de ces catégories de Parts Sociales, PECs, certificats et instrument détenus par les

autres propriétaires de Parts Sociales, ou PECs, la contrepartie pour toutes ces Parts Sociales, certificats et instruments, sera allouée conformément à l'article 27 qui s'appliquera mutatis mutandis. L'offre aux autres Associés sera ouverte pour acceptation pour au moins (quinze) 15 jours après réception de cette offre et la réalisation du Transfert proposé de l'Associé Cédant au Cessionnaire et, suivant demande, les autres Associés et leurs conseillers se verront offrir, sous réserve du respect de la confidentialité, l'opportunité d'examiner les termes et conditions du transfert proposé de l'Associé Cédant au Cessionnaire. Le Conseil de Gérance approuvera et inscrira le transfert par l'Associé Cédant seulement, si le présent article 17.3 a été observé.

17.4 L'article 17.3 s'appliquera mutatis mutandis aux Cédants, leurs descendants et l'un de leurs Véhicules d'investissement dans le cas de tout Transfert par Luxco One ou un membre du Groupe Palamon ou l'un de leurs Cessionnaires Admis à tout ou partie de leurs Parts Sociales, PECs ou autres instruments ou titres à toute personne pour lequel l'approbation du Conseil de Gérance suivant l'article 15.5.8 est requise ou qui est permis suivant l'article 15.5.1 et eu égard auquel aucun des autres cas précisés à l'article 15.5 est applicable. Dans le cas d'un transfert partiel, l'article 17.3 s'appliquera (i) pour une portion proportionnelle de la détention de Parts Sociales, de PECs ou autres instruments ou titres des Cédants, qui est proportionnel à la détention totale de Parts Sociales Préférentielles B des Cédants au moment de l'Exécution (augmentée par toutes Parts Sociales Préférentielles B, émises suivant l'article 15.12) par comparaison avec la détention totale de Parts Sociales Préférentielles A émises au moment de l'Exécution et (ii) si suite à l'exercice du droit prévu à l'article 17.3, les Cédants sont autorisés à transférer une partie de leurs Parts Sociales Préférentielles C et D, les Cédants auront le droit de convertir une partie eu égard à leurs Primes d'Emission C et D (dans la mesure du respect des dispositions de l'article 17.4 pour un tel Transfert) en un instrument de dette ou d'equity commercialement équivalente devant être transféré au Cessionnaire avec des droits préférentiels équivalents à ceux attachés aux Parts Sociales Préférentielles C et D mais sans droits de vote et le montant des Primes d'Emission C et D sera réduit en conséquence.

Art. 18. Réalisation

18.1 C'est l'intention des Fonds Palamon et de Luxco One de mener à bien une Réalisation optimisée au moment choisi par les Fonds Palamon, incluant le repaiement ou le règlement des autres titres et instruments émis au profit des Associés par le Groupe Acquis. Sous réserve de l'article 17.2 ci-dessus, chacun des autres Associés entreprendra toute action et apportera toute coopération et toute assistance que les Fonds Palamon ou Luxco One ou l'un de leurs Cessionnaires Admis pourront raisonnablement requérir dans ce contexte, incluant sans limitation aucune, la préparation d'un mémoire d'information ou prospectus et le fait de donner toutes présentations aux acheteurs, investisseurs, syndicaire, financiers potentiels et leurs conseillers respectifs, en vue de faciliter une telle Réalisation et une possible conversion de la Société suivant la Loi de 1915 en une autre forme légale, ou une liquidation de la Société, tel qu'il peut être requis par Luxco One ou les Fonds Palamon.

18.2 Dans le cas d'une Admission à la Cote, les Cédants seront liés par le fait d'entrer dans un engagement de non-concurrence pour le bénéfice de l'entité devant être admise à la cote avec pour objectif, tel que convenu avec les Cédants et Luxco One, une période d'au plus 18 mois et seront liés par le fait d'accepter des obligations de lock-up coutumières et de transférer toutes Parts Sociales sous réserve d'un tel lock-up dans des comptes bloqués.

Art. 19. Défaut de Minorité

19.1 La Société sera autorisée à racheter, acquérir ou désigner un acquéreur pour l'ensemble des Parts Sociales et autres certificats et instruments détenus par DS KG, DS ou RD selon les termes du présent article 19 et chacun de DS KG, DS et RD en entrant dans le Pacte d'Associés accordent à la Société, le droit de souscrire, racheter ou désigner un acquéreur pour, et entreprendre de céder et transférer, l'ensemble de sa détention de Parts Sociales et autres certificats et instruments dans le cas ou l'un des événements suivants survient ("Option d'Appel Par Défaut"):

19.1.1. liquidation, concordat, banqueroute (incluant toutes procédures statutaires requérant de lui qu'il fasse une déclaration concernant ses actifs) ou des procédures similaires dans toute juridiction sont ouvertes contre un Cédant;

19.1.2. liquidation, concordat, banqueroute (incluant toutes procédures statutaires requérant de lui qu'il fasse une déclaration concernant ses actifs) ou des procédures similaires dans toute juridiction sont ouvertes (ou refusées pour manque d'actifs) contre tout véhicule au travers duquel un Cédant détient tout ou partie de ses Parts Sociales et autres certificats ou instruments;

19.1.3. la création de tout Droit Réel (à moins que la même chose ne soit terminée ou opérée dans les deux mois après que sa création ait été portée à sa connaissance) ou toute mise en place ou initiation de procédures équivalentes contre lui ou son Véhicule d'Investissement et qui ne sont pas maintenus ou suspendus dans une période de deux mois (à partir du moment où il a pu en avoir conscience) à moins que cela soit requis par le Pacte d'Associés;

19.1.4. un Cédant cessant soit de contrôler ou d'être bénéficiaire d'au moins la majorité des intérêts statutaires de tout Véhicule d'Investissement au travers duquel un Cédant détient tout ou partie de ses Parts Sociales et autres certificats ou instruments;

19.1.5 suivant un divorce si la loi matrimoniale allemande sur la communauté de surplus ou séparation de propriété ne s'applique pas; et

19.1.6. dans le cas du décès d'un Cédant, ses Parts Sociales et autres certificats ou instruments sont légués à plus d'un de ses descendants ou autrement sa détention de Parts Sociales et autres certificats ou instruments vient à être détenue par plus d'une personne, à moins que dans une période de quatre mois ces descendants ou autres personnes (i) nomment

irrévocablement (une telle nomination devant être faite par tous par le biais d'une notification écrite de tous les Associés) l'un d'eux en tant que représentant conjoint qui par la voie d'un accord contractuel sera autorisé à exercer irrévocablement et exclusivement tous les droits des descendants et ces autres personnes, feront tous actes et toutes déclarations pour le compte des descendants du fait de leur capacité d'Associés et parties au Pacte d'Associés (une telle procédure devant être réitérée si le représentant conjoint cesse de remplir ses fonctions du fait d'une incapacité ou d'un décès); Sous réserve que si l'un d'eux manque d'honorer un tel arrangement ou, si les Parts Sociales sont détenues dans le cadre d'une propriété conjointe (gesamthand), l'un d'eux requiert la dissolution d'une telle propriété conjointe, une Option d'Appel Par Défaut sera exerçable contre tous ces descendants et autres personnes et (ii) chacun d'eux délivre aux autres Associés un Acte d'Adhésion et un Engagement de Vote.

19.2. La contrepartie ou la compensation devant être payé au Cédant suivant l'exercice d'une Option d'Appel Par Défaut sera la valeur des Parts Sociales, i.e la valeur nominal augmentée par le montant de toutes Primes d'Emission C et D déjà payés) ou autres titres ou instruments sujet à une Option d'Appel Par Défaut à la Date d'Exécution, mais en aucun cas plus que la juste valeur de marché au moment de l'exercice de l'Option d'Appel Par Défaut qui prendra en compte les affaires, les position opérante et du marché et la condition financière et les prospections du Groupe Acquis sur la base d'une approche de continuité et la taille de la participation des Cédants et, pour éviter tout doute, tout droits préférentiels tel que prévus à l'article 27.

19.3. Si un Associé manque de respecter ses obligations suivant le présent article 19 eu égard aux Parts Sociales inscrites en son nom, le Conseil de Gérance peut autoriser (et autorisera si cela est requis par tout Associé (autre que le Cédant en question)) tout Membre du Conseil à exécuter, compléter et délivrer en tant qu'agent au nom et pour le compte de ce Gérant, un transfert des Parts Sociales concernées en faveur du cessionnaire concerné dans la mesure ou ce cessionnaire a délivré les fonds nécessaires à la Société, eu égard à la contrepartie telle que déterminée à l'article 19.2 du fait des Parts Sociales. Le Conseil de Gérance autorisera l'inscription du ou des transfert(s), après quoi la validité du ou des transfert(s), ne pourra plus être remis en cause par quiconque. Chaque Associé défaillant renoncera à ses certificats de Parts Sociales (s'il y a lieu) relativement à ces Parts Sociales de la Société (ou procurera une indemnité à cet égard sous une forme qui satisfasse au Conseil de Gérance). Au moment, mais pas avant une telle renonciation ou disposition, chaque Associé affecté aura droit à la contrepartie telle que prévue à l'article 19.2, due en cas de Parts Sociales transférées pour son compte, sans aucun intérêt.

Art. 20. Option d'Appel contre les descendants des Cédants

20.1 pour les besoins du présent article:

20.1.1. "Date d'Exercice" signifiera la date à laquelle la Société donnera notification suivant l'article 20.3 d'exercer l'Option Déclencheuse; et

20.1.2. "Valeur de marché" signifiera la juste valeur de marché de l'ensemble de la Mise de Fonds du Cédant tel que défini ci-dessous et accordé avec les descendants du Cédant concerné et le Conseil de Gérance dans les 30 jours de la Date d'Exercice, ou, à défaut d'un tel accord, tel que déterminé par un cabinet indépendant de comptables qualifiés de réputation internationale, nommé conjointement par la Société et les descendants du cédant, agissant en tant qu'expert indépendant (pas en tant qu'arbitre), eu égard auquel la Société et les descendants du Cédant supporteront 50% des coûts d'un tel expert indépendant. Dans le cas ou les Associés ne s'accordent pas sur la nomination d'un expert indépendant, un tel expert sera proposé par l'Institut der Wirtschaftsprüfer, Düsseldorf. L'évaluation sera faite dans l'un et l'autre cas en conformité avec les standards comptables IDW S1 de l'Institut der Wirtschaftsprüfer, Düsseldorf et prendra en compte les affaires et la position opérante et du marché et la condition financière (en particulier le niveau de liquidités et les finances et autres) et les prospections du Groupe Acquis sur une approche de continuité et la taille de la Mise de Fonds du Cédant et pour éviter tout doute, tous les droits préférentiels tels que prévus aux articles 27.4 et 27.5.

20.2. Si un Cédant décède, la Société sera autorisée, de sa propre discrétion, à racheter ou à acquérir, ou à nommer un tiers en vue d'acquérir l'ensemble des Parts Sociales et autres titres ou autres instruments du Cédant, émis par la Société et d'autres membres du Groupe Acquis ("Mise de Fonds du Cédant") suivant les termes du présent article 20 et chaque Cédant accorde à la Société le droit de racheter, d'acquérir ou de nommer un acquéreur pour et entreprendre de céder et transférer l'ensemble de la Mise de Fonds du Cédant dans de telles circonstances ("Option d'Appel"). La Mise de Fonds du Cédant sera transférée ensemble avec tous autres droits accessoires y attachés incluant tout droit à dividendes (préférentiels) ou intérêts pour les périodes précédant la Date d'Exercice excepté si et dans la mesure ou ceux-ci ont déjà été payés à la date de la Date d'Exercice.

20.3. Si une Option d'Appel devient exerçable suivant l'article 20.2 (l'"Option Déclencheuse"), l'Option Déclencheuse peut être exercée par la Société ou son agent (suivant une résolution du Conseil de Gérance à cet effet) par le biais d'une notification par écrit aux descendants du cédant à tout moment. Dans une telle notification d'exercice, la Société ou son agent, peut choisir soit de racheter ou d'acquérir la Mise de Fonds du Cédant sous réserve de l'Option Déclencheuse ou par le biais de la réalisation de l'Option Déclencheuse, les descendants du Cédant transféreront la Mise de Fonds du Cédant à une personne qu'il désignera et les descendants du Cédant entreront dans toute documentation qui sera nécessaire ou de la raisonnable discrétion du Conseil de Gérance, désirable pour donner effet au transfert ou au rachat.

20.4. Le prix, auquel toute Mise de Fonds du Cédant, est transféré suivant le présent article 20 (le "Prix de Transfert") sera la Valeur de marché; sous réserve que si une Réalisation par la voie d'une Vente ou d'une Admission à la Cote survient dans les 6 mois de l'exercice de l'Option d'Appel et si suivant une telle Réalisation les produits qui seraient

allouables à la Mise de Fonds du Cédant à la date d'une telle Réalisation suivant l'article 27 (ou une Vente ou une Admission à la Cote partielle de la part concernée de la Mise de Fonds du Cédant sujette à cette Vente ou cette Admission à la Cote) seraient plus important si l'Option d'Appel n'avait pas été exercée, le cessionnaire ou dans le cas d'un rachat, la Société paiera aux descendants du Cédant à partir des produits de la Réalisation, un montant égal à la différence entre la Valeur de Marché et les produits qui auraient été allouables à la Mise de Fonds du Cédant dans le cas d'une telle Réalisation dans les 7 jours de la réception des produits.

20.5. Le Prix de Transfert suivant l'article 20.4 sera déterminé suivant le dernier bilan du Groupe Acquis précédant la Date d'Exercice.

20.6. Le Prix de Transfert sera payable dans le mois après la Date d'Exercice et le transfert de titre relativement à la Mise de Fonds du Cédant sera sujet au paiement effectif du prix de transfert.

20.7 Si les descendants du Cédant manquent de respecter les obligations découlant du présent article 20 eu égard aux Parts Sociales inscrites en leur nom, le Conseil de Gérance peut autoriser (et autorisera si cela est requis par tout Associé (autre que le Cédant en question)) tout Membre du Conseil à exécuter, compléter et délivrer en tant qu'agent au nom et pour le compte de ces descendants du Cédant, un transfert des Parts Sociales concernées en faveur du cessionnaire concerné dans la mesure ou ce cessionnaire a délivré les fonds nécessaires à la Société, eu égard à la contrepartie telle que déterminée à l'article 20.4 du fait des Parts Sociales. Le Conseil de Gérance autorisera l'inscription du ou des transfert(s), après quoi la validité du ou des transfert(s) ne pourra plus être remis en cause par quiconque.

20.8. Dans le cas ou un Cédant décède et qu'un tel Cédant n'est pas un Associé direct de la Société, mais que les Parts Sociales allouées à ce Cédant sont détenues au travers de DS KG, les dispositions du présent article 20 s'appliqueront également à ce véhicule en conséquence, mais seulement relativement à cette détention de Parts Sociales comme si elle était allouée au Cédant décédé.

E. - Décisions de l'associé unique - Décisions collectives des associés

Art. 21.

21.1. A moins qu'il n'en soit expressément prévu autrement par les présents Statuts ou requis par la loi applicable, incluant mais n'étant pas limité à la Loi de 1915, toutes les décisions de l'Assemblée Générale des Associés (tel que défini ci-dessous) requiert la majorité simple des votes pris en compte. Nonobstant toute majorité spéciale requise dans une loi impérative, incluant mais non limité à la Loi de 1915, les Associés s'accordent sur le fait d'exercer leurs droits de vote d'une manière compatible avec leurs engagements découlant des présents Statuts et, en particulier, pour voter en faveur de l'une des résolutions proposées par la majorité des Associés pour:

21.1.1 l'approbation de tout tiers comme associé de la Société, si ce tiers devient cessionnaire à condition que les dispositions fixées aux articles 15 à 18 inclus aient été dûment observées.

21.1.2. l'approbation ou l'introduction de toute mesure proposée par Luxco One menant à une Réalisation en vertu de l'article 18.1;

21.1.3. Si demandée, la désignation en tant que membre du Conseil de Gérance de personnes dûment nommées en vertu de l'article 8;

21.1.4. Si demandée, l'exclusion d'un membre du Conseil de Gérance si cette exclusion a été demandée par l'Associé qui a au départ nommé ce membre; et

21.1.6 toute mesure afin de rectifier ou d'éviter toute violation d'obligation de faire ou de ne pas faire ou tout défaut ou non-réalisation suivant les Contrats de Crédit.

21.2. Toutes les décisions des Associés sont prises par l'assemblée générale des Associés qui se tient au siège social de la Société et cela au moins une fois par an ("Assemblée Générale"). Cependant, la tenue d'une assemblée n'est pas obligatoire dans la mesure où le nombre des Associés ne dépasse pas vingt-cinq, dans un tel cas, les décisions des Associés peuvent être valablement prises par écrit. Toute assemblée régulièrement constituée ou toutes résolutions écrites valables (selon le cas) représenteront l'ensemble des Associés de la Société.

21.3. Chaque Associé peut prendre part aux Assemblées Générales ou résolutions écrites. Chaque Associé a un nombre de votes égal au nombre de Parts Sociales qu'il détient et peut valablement agir à toute assemblée d'Associés par une procuration spéciale.

21.4. Des résolutions écrites unanimes peuvent être prises n'importe quand par facsimile, par courriel ou par téléphone ou visioconférences.

21.5 Sauf si une majorité plus importante est prévue ci-après, les décisions collectives sont seulement valablement prises dès lors qu'elles sont adoptées par les Associés représentant plus de la moitié du capital social.

21.6. Les Associés ne peuvent pas changer la nationalité de la Société autrement que par un consentement unanime. Toutes autres modifications des Statuts requièrent l'accord de la majorité des Associés représentant au moins les trois-quarts du capital social.

Art. 22. Dans le cas d'un Associé unique, cet Associé exercera les pouvoirs accordés à l'Assemblée Générale des Associés selon les prescriptions de la section XII de la Loi de 1915.

F. - Année sociale - Bilan - Répartition

Art. 23. L'année sociale commence le 1^{er} janvier et se termine le 31 décembre de chaque année.

Art. 24. Chaque année au 31 décembre, les comptes sont clôturés et le(s) Membre(s) du Conseil prépare(nt) un inventaire comprenant une indication de la valeur du passif et de l'actif de la Société. Chaque Associé peut inspecter l'inventaire susmentionné et le bilan au siège social de la Société.

Art. 25. Distribution

25.1 Cinq pour cent (5%) des bénéfices nets seront obligatoirement alloués à la réserve légale, jusqu'à ce que le montant de cette dernière atteigne dix pour cent (10%) du capital social.

25.2 Aucun dividende ne sera payable aux Associés sans le consentement (a) du Conseil de Gérance et (b) dans la mesure requise par la loi, de l'Assemblée Générale des Associés à la majorité simple des votes pris en compte.

25.3. Toujours sous réserve de l'article 25.2 ci-dessus, l'ordre de priorité tel que prévu aux articles 27.1 à 27.9 s'appliquera mutatis mutandis à toute distribution aux Associés et/ou détenteurs de PECs et/ou autres formes de titres, incluant le paiement de dividendes.

G. - Dissolution - Liquidation

Art. 26. En cas de dissolution de la Société, la liquidation sera faite par un ou plusieurs liquidateur(s), associé(s) ou non, nommé(s) par l'Assemblée Générale des Associés qui fixera leurs pouvoirs et leurs émoluments. Sauf décision contraire, le ou les liquidateur(s) auront les pouvoirs les plus étendus pour la réalisation de l'actif et le paiement du passif de la Société.

Art. 27. En cas de liquidation ou de dissolution de la Société, les Associés s'accordent sur le fait que le boni de liquidation sera attribué, dans la limite permise par la loi, aux instruments émis par la Société dans l'ordre de priorité qui suit:

27.1 premièrement, tous les instruments de dette émis par l'entité en liquidation seront entièrement remboursés dans l'ordre de priorité spécifié dans de tels instruments (sinon, pari passu) et pari passu entre les détenteurs d'un instrument particulier, incluant dans chaque cas tous les intérêts courus mais non payés,

27.2. deuxièmement, tout montants existants payables par BidCo aux Cédants en tant que paiement indexé sur les bénéfices futurs, incluant les intérêts, s'il y a lieu, suivant l'article 3.4 du Contrat d'Acquisition;

27.3 troisièmement, tous coûts de transaction relatifs à une Réalisation;

27.4 quatrièmement, tous les PECs émis par l'entité en liquidation, en lien avec l'annexe C et l'annexe 2.3 du Pacte d'Associés, seront entièrement repayés pari passu entre ces instruments et pari passu entre les détenteurs d'un instrument particulier ou catégorie de Parts Sociales, incluant dans chaque cas tous les intérêts courus mais non payés,

27.5 cinquièmement, dans la mesure où il n'a pas déjà été payé, aux détenteurs de Parts Sociales Préférentielles A, pari passu entre les détenteurs de catégories particulières de Parts Sociales Préférentielles A, un montant équivalent à la valeur nominale des Parts Sociales Préférentielles A et le montant de toute Prime d'Emission A plus tout dividende préférentiel non-payé y attaché;

27.6. sixièmement, dans la mesure où il n'a pas déjà été payé, aux détenteurs de Parts Sociales Préférentielles B, C et D, un montant équivalent à la valeur nominale des Parts Sociales Préférentielles B, C et D, et tout montant de Primes d'Emission B, C et D plus tout dividende préférentiel non-payé y attaché;

27.7. septièmement, toutes Parts Sociales supportant une préférence autre que celles référencées aux articles 27.5 et 27.6 ci-dessus par l'entité en liquidation sera entièrement repayé dans l'ordre de préférence des présents Statuts à l'entité concernée et pari passu entre les détenteurs d'une catégorie particulière de Parts Sociales, incluant dans chaque cas tout dividende non payés et échus;

27.8. huitièmement, tout autres titres (autre que les Parts Sociales ordinaires) émis et alors toute prime d'émission ou paiement de réserves fait par un Associé dans l'entité en liquidation eu égard à une part sociale sera remboursé à cet Associé (ou son successeur en titre d'une telle part sociale) s'il y a lieu;

27.9. finalement, le boni de liquidation restant sera distribué entre les détenteurs de Parts Sociales ordinaires (ex: des Parts Sociales ordinaires desquelles découlent des options souscrites par les Gérants via un Dépositaire) et les Parts Sociales Préférentielles A et B eu pro rata de leur détention;

dans la mesure où le boni de liquidation ne suffit pas à couvrir tous les paiements dus suivant les articles 27.1 à 27.9, le boni sera distribué aux détenteurs des droits dans l'ordre indiqué, autrement dit, tout droit tel qu'il est rapporté à chaque niveau de priorité en vertu des articles 27.1 à 27.9 sera payé seulement si et dans la mesure où les autres droits dans chacun des niveaux de priorité précédents ont été entièrement satisfaits, si et dans la mesure où le boni de liquidation ne suffit pas au paiement intégral au sein d'un niveau de priorité donné, le montant du boni de liquidation applicable à ce niveau de priorité sera appliqué aux personnes concernées pro rata à leurs droits qui seront classés pari passu.

27.10. Les droits de la liquidation, indiqués précédemment, s'appliqueront aussi mutatis mutandis dans les limites légalement autorisées dans le cas d'une vente de la totalité ou de substantiellement tous les actifs de la Société (ou la

Société et ses filiales prise en tant qu'ensemble), une fusion, consolidation or offre publique d'achat de la Société, ou une (partielle) Admission à la Cote de la Société ou d'un véhicule créé dans ce but ou une Réalisation (partielle) par le biais de la vente des Parts Sociales ou autre.

H. - Autres

Art. 28. Toutes les matières qui ne sont pas prévues par ces Statuts doivent être déterminées conformément à la Loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales telles que modifiée.

Art. 29. Définitions

Acte d'Adhésion	signifie un document complété en vertu duquel un cessionnaire autorisé ou un cessionnaire de l'un des Associés ou un souscripteur de Parts Sociales, PECs ou autres instruments ou titres émis par la Société ou autre tiers, s'accorde sur le fait d'être lié par les termes du Pacte d'Associés comme s'il en avait été signataire;
Acte de Reconnaissance et d'Engagement	signifie un document complété en vertu duquel un transfert ou une cession ou une souscription de nouvelles Parts Sociales, PECs ou autres instruments ou titres émis par la Société à un Gérant et/ou son Véhicule d'Investissement s'il y a lieu;
Admission à la Cote	signifie l'admission sur un marché boursier internationalement reconnu et l'offre de tout ou partie des Parts Sociales (ou des titres équivalents suite à une reconstruction ou à une amalgame) de la Société (ou ses successeurs légaux le cas échéant), d'une filiale totalement possédée par la Société ou d'une société nouvellement formée dont la Société ou son successeur légal est une filiale;
Affilié	lorsque utilisé (i) avec une référence à une personne spécifique (excluant, cependant toute personne physique), signifiera toute personne qui directement ou indirectement par le biais de un ou plusieurs intermédiaires détient ou contrôle, est détenue ou contrôlée par ou est sous le contrôle commun ou la propriété de cette personne spécifique. Dans ce but et pour cette définition du Groupe Palamon, le terme "contrôle" (y compris les termes "contrôlant", "contrôlé par" et "sous le contrôle commun avec") signifiera la possession, directe ou indirecte, du pouvoir de direction et de police d'une personne soit à travers la propriété d'une majorité des titres de vote, soit par contrat ou soit autrement et, pour éviter tout doute, une personne qui est l'associé général d'un limited partnership qui contrôle cette association à risque limitée et de surcroît, lorsque utilisé (ii) avec référence à un membre du Groupe Palamon, signifiera tout autre membre du Groupe Palamon;
Associé(s)	signifie un détenteur de Parts Sociales à tout moment;
Associé Cédant	a la signification qui lui est donnée à l'article 17.3;
Associé de Syndication	a la signification qui lui est donnée dans la définition de la Syndication;
Associé Existant	a la signification qui lui est donnée à l'article 15.7;
BidCo	signifie DS Holding GmbH (Blitz F08-sechs-zwei GmbH), une société à responsabilité limitée (Gesellschaft mit beschränkter Haftung) régie par les lois allemandes, sur le point d'être immatriculée auprès de la cour locale de Frankfurt am Main, ayant son siège social à Mainzer Landstraße 47, 60329 Frankfurt am Main, Allemagne.
Cessionnaire	a la signification qui lui est donnée à l'article 17.3;
Conseil de Gérance	signifie le conseil de gérance de la Société de temps à autres;
Contrat d'Acquisition	signifie le contrat d'achat et cession de Parts Sociales entre BidCo agissant en qualité d'acheteur et DS Anteilsverwaltungs GmbH & Co. KG, DS KG, DS et RD agissant en qualité de vendeurs, en date du 3 novembre 2008 (acte notarié du notaire public Dr Sebastian Gronstedt, Frankfurt am Main, UR-no. 176/2008) relatif à l'acquisition de toutes les Parts Sociales de DS Produkte et tous documents accessoires signés ou devant être signés entre les parties désignées dans le Pacte d'Associés;
Contrat de crédit	a la signification qui lui est donnée à l'article 9.8.11;
Date d'Exercice	a la signification qui lui est donnée à l'article 20.1.1;
Dépositaire	signifie Luxco One et l'un de ses Cessionnaires Autorisés agissant comme dépositaire en vue de l'acquisition de Parts Sociales ordinaires pour le compte d'un Gérant, sous réserve que le Dépositaire ait le droit de souscrire à un certain nombre de Parts Sociales découlant des options accordées aux Gérants et à prix de souscription convenu dans le cadre du contrat d'option et sera remboursé par la Société pour tous coûts et dépenses raisonnables en découlant;
Droit Réel	signifie toute hypothèque, charge, demande, gage, servitude, restriction, cession, sûretés, réserve de propriété ou tout autre arrangement dont l'effet est la création de sûreté ou tout autre intérêt, equity ou autre droit de toute personne ou tout accord ou arrangement pour créer les mêmes, et "grever" sera interpréter conformément;

DS	signifie Dieter Schwarz, ayant son adresse résidentielle à Kurpromenade 12, 23669 Timmen- dorfer Strand, Allemagne;
DS KG	signifie DS Beteiligungs KG (GmbH & Co.), immatriculée auprès du registre commercial de la cour locale de Lübeck sous HRA 2276 RE et ayant son siège social à Stormarnring 14, 22145 Stapelfeld;
DS Produkte	signifie DS Produkte Dieter Schwarz GmbH, immatriculée auprès du registre commercial de la cour locale de Lübeck sous le numéro HRB 3576 RE et ayant son siège social à Stormarnring 14, 22145 Stapelfeld, Allemagne;
Engagement de Vote	signifie l'engagement donné par chacun des Associés, sous réserve de la loi allemande, eu égard à l'exercice des droits de vote pour mettre en application et respecter les présents Statuts;
ERISA	signifie Employee Retirement Income Security Act 1974 tel que modifié;
Fond(s) ERISA	signifie l'ensemble ou chacun de Palamon II et Palamon II BOA et tout Cessionnaires Admis des Fonds Palamon ou de Luxco One qui a pour but d'être qualifié de VCOC exempté, qui requiert certains droits de contrôle et de management en vertu des règles ERISA;
Fonds Palamon	signifie (a) Palamon European Equity II, LP, un limited partnership organisé et existant selon les lois d'Angleterre et d'Ecosse, ayant son siège social au Cleveland House, 33 King Street, London SW1Y 6RJ, Angleterre ("Palamon II") et (b) Palamon European Equity II "BOA", LP, un limited partnership organisé et existant selon les lois d'Angleterre et d'Ecosse, ayant son siège social au Cleveland House, 33 King Street, London SW1Y 6RJ, Angleterre ("Palamon II BOA")
Gérant	signifie un agent ou un employé de tout membre du Groupe Acquis qui, suivant résolution du Conseil de Gérance, est invité à souscrire directement ou indirectement aux Parts Sociales ou à une option en vue de l'acquisition de Parts Sociales et le fait en conformité avec les dispositions des présents Statuts;
Groupe Acquis	signifie la Société et ses filiales de temps à autres;
Groupe Palamon	signifie: (a) les Fonds Palamon; (b) toute personne qui est un Affilié (dans le cadre de la signification du paragraphe (i) de la définition de Affilié) des Fonds Palamon (les "Affiliés Palamon"); (c) tout prête-nom des Fonds Palamon ou des Affiliés Palamon détenant des biens ou des Parts Sociales pour le compte des Fonds Palamon ou des Affiliés Palamon; (d) tout associé en risque limité ou associé général des Fonds Palamon ou leurs Affiliés; (e) toute personne contrôlée par les Fonds Palamon ou les Affiliés Palamon ou contrôlée par toute combinaison des Fonds Palamon ou des Affiliés Palamon et tout associé général des Fonds Palamon ou des Affiliés Palamon ou qui est contrôlé par tout associé général de tous Fonds Palamon ou des Affiliés Palamon; et (f) tout autre limited partnership, fond ou investissement collectif ou co-investissement admi- nistré ou contrôlé par (i) un associé général des Fonds Palamon ou (ii) les Fonds Palamon ou (iii) par toute autre personne contrôlée par, ou soumise au contrôle de, l'associé général de tout Fond Palamon (ou les représentant(s) ou détenteur(s) ou trustee(s) de ces association, fond ou plan ou toute personne détentrice ou autre bénéficiaire de ces sus-mentionnée asso- ciation, fond ou plan);
Investissement Supplémentaire	a la signification qui lui est donnée à l'article 15.8.2;
Investisseurs	signifie Luxco One, les Fonds Palamon et chacun de leurs Cessionnaires Admis;
Investisseurs Cé- dants	a la signification qui lui est donnée à l'article 17.1;
Loi de 1915	signifie la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales telle que modifiée à tout moment;
Luxco One	signifie DS Luxembourg One S.à r.l., une société à responsabilité limitée régie selon les lois de Luxembourg, immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés sous le numéro B 142.136., ayant son siège social au 5, rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg;
Membre du Conseil	a la signification qui lui est donnée à l'article 8.1;
Membre du Conseil ERISA	a la signification qui lui est donnée à l'article 14.1;
Mise de Fonds du Cédant	a la signification qui lui est donnée à l'article 20.2;
Option d'Appel	a la signification qui lui est donnée à l'article 20.2;

Option Déclencheuse	a la signification qui lui est donnée à l'article 20.3;
Pacte d'Associés Palamon	signifie tout pacte d'associés en lien avec la Société, tel qu'amendée de temps à autres; signifie (a) Palamon European Equity II, LP, un limited partnership organisé et existant selon les lois d'Angleterre et d'Ecosse, ayant son siège social au Cleveland House, 33 King Street, London SW1Y 6RJ, Angleterre ("Palamon II") et (b) Palamon European Equity II "BOA", LP, un limited partnership organisé et existant selon les lois d'Angleterre et d'Ecosse, ayant son siège social au Cleveland House, 33 King Street, London SW1Y 6RJ, Angleterre ("Palamon II BOA")
Parts Sociales	signifie les parts sociales ordinaires et les Parts Sociales Préférentielles de la Société souscrites et payées à tout moment;
Parts Sociales Préférentielles de Catégorie A1 à A4	signifie ces parts sociales préférentielles de la Société, divisés en quatre catégories de parts sociales en tant que Parts Sociales Préférentielles A1 à A4, d'une valeur nominale de EUR 1 chacune ayant les droits tels que prévus par les présents Statuts
Parts Sociales Préférentielles de Catégorie B1 à B4	signifie ces parts sociales préférentielles de la Société, divisés en quatre catégories de parts sociales en tant que Parts Sociales Préférentielles B1 à B4, d'une valeur nominale de EUR 1 chacune, ayant différents droits relatifs à chaque catégorie, tels qu'il sont définis dans les présents Statuts, chacune d'elles seront émises à DS KG en contrepartie de l'apport par la voie d'une cession à la Société d'une portion d'une créance d'un montant de EUR 1.125.000 de DS KG contre la Société, laquelle créance découle de la cession par DS KG d'une partie de sa créance relative au prix d'achat contre BidCo suivant le Contrat d'Acquisition à la Société;
Parts Sociales Préférentielles de Catégorie C	signifie ces parts sociales préférentielles de la Société, divisés en quatre catégories de parts sociales en tant que Parts Sociales Préférentielles B1 à B4, d'une valeur nominale de EUR 1, chacune d'elles seront émises à DS KG relativement à RD en contrepartie de l'apport par la voie d'une cession à la Société d'une portion d'une créance d'un montant de EUR 5.175.000 de DS KG contre la Société, laquelle créance découle de la cession par DS KG d'une partie de sa créance relative au prix d'achat contre BidCo suivant le Contrat d'Acquisition à la Société;
Parts Sociales Préférentielles de Catégorie D	signifie ces parts sociales préférentielles de la Société, divisés en quatre catégories de parts sociales en tant que Parts Sociales Préférentielles B1 à B4, d'une valeur nominale de EUR 1, chacune d'elles seront émises à DS KG relativement à DS en contrepartie de l'apport par la voie d'une cession à la Société d'une portion d'une créance d'un montant de EUR 2.587.500 de DS KG contre la Société, laquelle créance découle de la cession par DS KG d'une partie de sa créance relative au prix d'achat contre BidCo suivant le Contrat d'Acquisition à la Société;
PECs	signifie les preferred equity certificates devant être émis par la Société sous forme de titres enregistrables sur la base des termes et conditions des preferred equity certificates;
Plan de Régulation des Actifs	signifie la régulation du "plan des actifs" (29 CFR 25103-101) en vertu des règles ERISA;
Prime d'Emission A	a la signification qui lui est donnée à l'article 6.2;
Prime d'Emission B	a la signification qui lui est donnée à l'article 6.3;
Prime d'Emission C	a la signification qui lui est donnée à l'article 6.4;
Prime d'Emission D	a la signification qui lui est donnée à l'article 6.5;
Prix de Transfert RD	a la signification qui lui est donnée à l'article 20.4; signifie Ralf Dümmel, ayant son adresse résidentielle à Meiendorfer Weg 69 a, 22145 Hamburg, Allemagne;
Réalisation	signifie une Vente ou une Admission à la Cote ou un Refinancement;
Refinancement	sera le fait de soulever des fonds en vue du financement de dette ou d'equity par le Groupe Acquis par un Affilié en vue du re-paiement de tout ou partie de la dette existante obtenue suite aux Contrats de Crédit et/ou le paiement de produits aux Associés et toute transaction accessoire ou facilitante;
Secrétaire	a la signification qui lui est donnée à l'article 9.9;
Statuts	signifie les statuts de la Société comme modifié à tout moment;
Syndication	signifie le transfert de Parts Sociales et/ou d'autres titres ou instruments émis par la Société et/ou les droits de souscription relativement à l'un d'eux de Luxco One ou des Fonds Palamon ou de tout membre du Groupe Palamon à l'un ou plusieurs des investisseurs financiers ou de leurs Affiliés (autre qu'une société opérante) ("Associé de Syndication") jusqu'à ce qu'un tel Associé de Syndication (après l'exercice des droits de souscription) au total détient une portion de Parts Sociales et/ou autres titres ou instruments comme étant équivalente à la portion de Parts Sociales détenues par Luxco One et les Fonds Palamon ou d'autres membres du Groupe Palamon dans leur ensemble;

Transferts Autorisés	signifie un transfert exécuté conformément à l'article 16 (les cessionnaires des parts sociales ou droits de souscription transférés étant des "Cessionnaires Admis")
Valeur de Marché	a la signification qui lui est donnée à l'article 20.1.2;
Véhicule	a la signification qui lui est donnée à l'article 15.5.4;
d'Investissement	
Vendeurs	signifie Dieter Schwarz et Ralf Dümmel et Ds KG, aussi longtemps que DS KG détient des Parts Sociales dans la Société
Vente	signifie une vente de plus de cinquante pour cent (50%) des Parts Sociales de la Société ou des affaires du Groupe Acquéreur dans une transaction ou des séries de transactions liées sachant qu'une Vente n'inclura pas une vente par le biais de la Syndication;
VCOC	signifie "venture capital operating company" au sens du Plan de Régulation des Actifs;
Les autres termes avec une majuscule auront la signification qui leur est donnée dans le Pacte d'Associés.	

Frais

Les frais, dépenses, rémunérations et charges sous quelque forme que ce soit, incombant à la Société et mis à sa charge en raison des présentes, sont évalués sans nul préjudice à la somme de cinquante-trois mille euros.

DONT ACTE, passé à Luxembourg, les jours, mois et an figurant en tête des présentes.

Le notaire soussigné qui comprend et parle l'anglais, constate que le présent acte est rédigé en langue anglaise suivi d'une version française; sur demande des parties comparantes et en cas de divergences entre le texte français et le texte anglais, ce dernier fait foi.

Et après lecture faite et interprétation donnée à la mandataire des parties comparantes, connue du notaire instrumentant par nom, prénom usuel, état et demeure, la mandataire des parties comparantes a signé avec le notaire le présent acte.

Signé: N. WEYRICH, J.J. WAGNER.

Enregistré à Esch-sur-Alzette A.C., le 1^{er} décembre 2008. Relation : EAC/2008/14696. Reçu quarante-quatre mille quatre cent trente-sept euros cinquante cents (8.887.500 à 0,5% = 44.437,50 EUR).

Le Receveur f.f. (signé): N. BOICA.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée aux fins de publication au Mémorial C Recueil Spécial des Sociétés et Associations.

Belvaux, le 16 DEC. 2008.

Jean-Joseph WAGNER.

Référence de publication: 2008158497/239/2229.

(080187773) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 décembre 2008.

Gousson - Consultadoria e Marketing S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-1746 Luxembourg, 2, rue Joseph Hackin.

R.C.S. Luxembourg B 139.534.

Il résulte de la décision de l'associé unique tenue en date du 18 septembre 2008 de la société Gousson - Consultadoria e Marketing S.à.r.l. que l'associé unique a pris les décisions suivantes:

1. Nomination du nouvel Gérant pour une durée indéterminée à compter du 28 août 2008:

Monsieur Patrick Leonardus Cornelis van Denzen, né le 28 février 1971 à Geleen, Pays-Bas ayant son adresse professionnelle à 46A, avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg en qualité de Gérant de la société.

2. Démission du Gérant suivant en date du 28 août 2008:

Madame Pamela Morag Valasuo, née le 26 mai 1975 à Borgå, Finlande ayant son adresse professionnelle à 46A, avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg en qualité de Gérant de la société.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour Gousson - Consultadoria e Marketing S.à.r.l.

Equity Trust Co. (Luxembourg) S.A.

Fondé de pouvoir

Signatures

Référence de publication: 2008132521/683/23.

Enregistré à Luxembourg, le 17 octobre 2008, réf. LSO-CV05443. - Reçu 14,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080154860) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 octobre 2008.

Immo-Toitures S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2440 Luxembourg, 158, rue de Rollingergrund.

R.C.S. Luxembourg B 110.152.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés à Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 8 décembre 2008.

Gérard LECUIT

Notaire

Référence de publication: 2008157043/220/12.

(080185921) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 décembre 2008.

Rutland Court S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1940 Luxembourg, 174, route de Longwy.

R.C.S. Luxembourg B 124.883.

Le bilan au 31 décembre 2007 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

HALSEY GROUP SARL

Signatures

Référence de publication: 2008158881/6762/13.

Enregistré à Luxembourg, le 17 décembre 2008, réf. LSO-CX07256. - Reçu 26,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080187473) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 décembre 2008.

Katuor S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2146 Luxembourg, 63-65, rue de Merl.

R.C.S. Luxembourg B 67.413.

A l'attention de l'Assemblée Générale des Actionnaires.

Par la présente, j'ai le regret de vous présenter ma démission en ma qualité d'Administrateur et d'Administrateur délégué au sein de la société KATUOR S.A. avec effet immédiat.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 12 novembre 2008.

P. Janssens.

Référence de publication: 2008158434/1066/14.

Enregistré à Luxembourg, le 11 décembre 2008, réf. LSO-CX04689. - Reçu 14,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080187130) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 décembre 2008.

Fiduciaire F. Winandy & Associés S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1931 Luxembourg, 25, avenue de la Liberté.

R.C.S. Luxembourg B 67.905.

Statuts coordonnés suite à une Assemblée Générale Extraordinaire en date du 14 octobre 2008, acte n°573 pardevant Maître Jacques DELVAUX, notaire de résidence à Luxembourg, déposés au Registre du Commerce et des Sociétés de et à Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Jacques DELVAUX

Boite Postale 320

L-2013 Luxembourg

Notaire

Référence de publication: 2008157044/208/15.

(080185626) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 décembre 2008.

Almagev S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1724 Luxembourg, 9B, boulevard du Prince Henri.
R.C.S. Luxembourg B 73.095.

Les comptes annuels au 31 décembre 2007 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Fons MANGEN.

Référence de publication: 2008151761/750/11.

Enregistré à Luxembourg, le 1^{er} décembre 2008, réf. LSO-CX00015. - Reçu 24,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080179512) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 décembre 2008.

C.I.P.P., Compagnie Internationale de Prise de Participations et de Placements, Société Anonyme.

Siège social: L-1724 Luxembourg, 9B, boulevard du Prince Henri.
R.C.S. Luxembourg B 73.546.

Les comptes annuels au 31 décembre 2007 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Fons MANGEN.

Référence de publication: 2008151762/750/11.

Enregistré à Luxembourg, le 1^{er} décembre 2008, réf. LSO-CX00014. - Reçu 24,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080179518) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 décembre 2008.

Ikanos S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1724 Luxembourg, 9B, boulevard du Prince Henri.
R.C.S. Luxembourg B 18.199.

Les comptes annuels au 31 mars 2007 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Fons MANGEN.

Référence de publication: 2008151764/750/11.

Enregistré à Luxembourg, le 1^{er} décembre 2008, réf. LSO-CX00013. - Reçu 24,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080179522) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 décembre 2008.

Lucis S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-8210 Mamer, 106, route d'Arlon.
R.C.S. Luxembourg B 78.834.

EXTRAIT

Il résulte du procès-verbal de l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires tenue en date du 25 novembre 2008 que:

- l'assemblée renomme les administrateurs sortant, à savoir: Van Lanschot Management S.A., Van Lanschot Corporate Services S.A. et Harbour Trust and Management S.A., et ceci jusqu'à la prochaine assemblée approuvant les comptes 2007;

- l'assemblée renomme AACO S. à r.l., Réviseur d'Entreprises, 23, Val Fleuri, L-1526 Luxembourg, comme commissaire aux comptes, et ceci jusqu'à la prochaine assemblée approuvant les comptes 2007;

- Ces deux résolutions ont effet immédiat.

Mamer, le 26 novembre 2008.

Van Lanschot Management S.A. / Van Lanschot Corporate Services S.A. / Harbour Trust and Management S.A.
Signature / Signature / Signature

Référence de publication: 2008151090/695/21.

Enregistré à Luxembourg, le 2 décembre 2008, réf. LSO-CX01067. - Reçu 14,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080178159) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 décembre 2008.